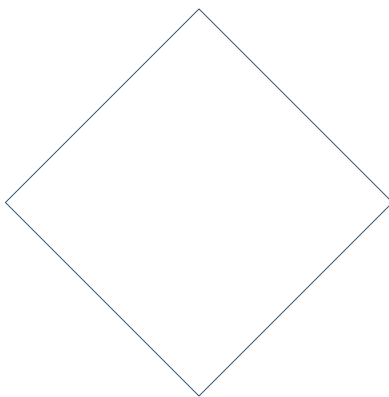


Brookfield



2022

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS AUDITÉS ET RAPPORT
DE GESTION CONNEXE RETRAITÉS

Brookfield Business
Partners L.P.

AVIS AU LECTEUR

Les présents états financiers consolidés cumulés audités retraités et les notes annexes de Brookfield Business Partners L.P. au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022 ont été préparés par Brookfield Business Partners L.P. dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« **IFRS 17** »), une norme exhaustive qui établit les principes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir liés aux contrats d'assurance. L'adoption d'IFRS 17 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

Les présents états financiers consolidés cumulés audités retraités annulent et remplacent, à tous les égards, les états financiers consolidés de Brookfield Business Partners L.P. au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022 déposés antérieurement.

Le présent avis ne fait pas partie des états financiers consolidés cumulés audités retraités ci-joints et n'y est pas intégré par renvoi.

TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS

	<u>Page</u>
États financiers consolidés de Brookfield Business Partners L.P. aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022	F-1

**TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE
BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

États financiers consolidés audités de Brookfield Business Partners L.P.

	<u>Page</u>
Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant	F-3
États consolidés de la situation financière	F-6
États consolidés du résultat net	F-7
États consolidés du résultat global	F-8
États consolidés des variations des capitaux propres	F-9
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	F-11
Notes annexes	F-12

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT

Aux porteurs de parts et au conseil d'administration de Brookfield Business Partners L.P.

Opinion sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états consolidés de la situation financière ci-joints de Brookfield Business Partners L.P. et de ses filiales (la « société en commandite ») aux 31 décembre 2022 et 2021, des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et des tableaux consolidés des flux de trésorerie connexes pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers »). À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board.

Nous avons également audité, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (PCAOB), le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société en commandite au 31 décembre 2022, selon les critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, et notre rapport daté du 6 mars 2023 comporte une opinion sans réserve sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société en commandite.

Adoption d'une nouvelle norme comptable

Comme il est mentionné à la note 2x) des états financiers, la société en commandite a changé sa méthode de comptabilisation des contrats d'assurance en 2023 en raison de l'adoption d'IFRS 17, *Contrats d'assurance*.

Fondement de l'opinion

La responsabilité des présents états financiers incombe à la direction de la société en commandite. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers de la société en commandite sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du PCAOB et nous sommes tenus d'être indépendants de la société en commandite conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Nos audits impliquent la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et la mise en œuvre de procédures pour répondre à ces risques. Ces procédures comprennent le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Nos audits comprennent également l'appréciation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Élément critique de l'audit

L'élément critique de l'audit indiqué ci-dessous est une question qui a été soulevée lors de l'audit des états financiers de la période considérée, qui a été communiquée ou qui devait être communiquée au comité d'audit, et qui 1) est liée à des comptes ou à des informations significatifs au regard des états financiers et 2) a nécessité l'exercice d'un jugement particulièrement complexe ou subjectif de notre part. La communication d'éléments critiques de l'audit ne modifie aucunement notre opinion sur les états financiers, dans leur ensemble, et en présentant l'élément critique de l'audit ci-dessous, nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur l'élément critique de l'audit ni sur les comptes ou les informations auxquels il se rapporte.

Acquisition d'entreprises – Se reporter aux notes 2e) et 3a) des états financiers

Description de l'élément critique de l'audit

La société en commandite a acquis plusieurs entreprises au cours de l'exercice. Au moment de l'acquisition de chaque entreprise, la société en commandite a évalué le degré d'influence qu'elle exerçait sur cette entreprise et a déterminé si elle en détenait le contrôle. Lorsqu'elle a déterminé qu'elle exerçait ce contrôle, la société en commandite a comptabilisé le regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le prix d'achat de chaque acquisition a été réparti entre les actifs acquis et les passifs repris en fonction de leur juste valeur respective à la date d'acquisition.

La direction a formulé plusieurs estimations pour déterminer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Les estimations présentant l'incertitude de mesure la plus importante pour les deux principales acquisitions (Scientific Games, LLC et CDK Global, Inc.) étaient respectivement celle de la marge brute utilisée pour évaluer les relations clients et celle du passif éventuel lié à un litige inclus dans les crédettes et autres passifs. L'audit de ces estimations a demandé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur et il en a résulté un travail d'audit plus étendu.

Façon dont l'élément critique de l'audit a été traité dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit liées aux estimations, par la direction, relativement à l'acquisition d'entreprises, ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué l'efficacité des contrôles à l'égard du processus suivi par la direction pour déterminer la juste valeur des relations clients, y compris les contrôles portant sur la marge brute et la juste valeur du passif éventuel lié à un litige.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions de la direction quant à la marge brute utilisée dans l'évaluation des relations clients en comparant les prévisions aux résultats passés, aux rapports sectoriels d'analystes et aux éléments probants obtenus à l'égard d'autres aspects de l'audit.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable de l'évaluation de la direction du passif éventuel lié à un litige au moyen de requêtes auprès de la direction et de conseillers juridiques internes et externes, de l'examen des documents justificatifs et de la prise en compte de preuves liées à des questions précédemment réglées et d'autres renseignements publics.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Toronto, Canada
Le 26 septembre 2023

Nous sommes l'auditeur de la société en commandite depuis 2015.

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT

Aux porteurs de parts et au conseil d'administration de Brookfield Business Partners L.P.

Opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Brookfield Business Partners L.P. et de ses filiales (la « société en commandite ») au 31 décembre 2022, selon les critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). À notre avis, la société en commandite maintenait, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2022 selon les critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le COSO.

Nous avons également audité, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (PCAOB), les états financiers consolidés de la société en commandite au 31 décembre 2022 et pour l'exercice clos à cette date (non joints aux présentes), et notre rapport daté du 6 mars 2023 comporte une opinion sans réserve sur ces états financiers.

Comme le décrit le rapport annuel de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière (non joint aux présentes), la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Scientific Games Lottery, acquise le 4 avril 2022, de La Trobe, acquise le 31 mai 2022, de CDK Global, acquise le 6 juillet 2022, de Magnati, acquise le 8 août 2022, de Unidas Locadora S.A., acquise le 1^{er} octobre 2022, de BHI Energy, que son entreprise de services de technologie nucléaire a acquise le 27 mai 2022, ainsi que de TexTrail Inc., que son entreprise de fabrication de composants de haute technologie a acquise le 5 octobre 2022. Les états financiers de ces entités représentent collectivement 30 % du total de l'actif, 48 % de l'actif net, 5 % des produits et 57 % du bénéfice net figurant dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2022 et pour l'exercice clos à cette date. Par conséquent, notre audit n'a pas inclus le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Scientific Games Lottery, de La Trobe, de CDK Global, de Magnati, de Unidas Locadora S.A., de BHI Energy, que son entreprise de services de technologie nucléaire a acquise, ainsi que de TexTrail Inc., que son entreprise de fabrication de composants de haute technologie a acquise.

Fondement de l'opinion

Il incombe à la direction de la société en commandite de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, évaluation qui est incluse dans le rapport annuel de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière (non joint aux présentes). Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société en commandite, sur la base de notre audit. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du PCAOB et nous sommes tenus d'être indépendants de la société en commandite conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu, dans tous ses aspects significatifs. Notre audit a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à notre opinion.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et procédures qui : 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Toronto, Canada
Le 6 mars 2023

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE
BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(EN M\$ US)	Notes	31 décembre 2022	31 décembre 2021
		<i>Données ajustées¹</i>	
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 870 \$	2 588 \$
Actifs financiers	5	1 979	2 014
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	6 401	4 945
Stocks, montant net	7	5 186	4 512
Autres actifs	9	1 858	1 359
		18 294	15 418
Actifs non courants			
Actifs financiers	5	10 929	6 536
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	877	693
Autres actifs	9	515	488
Immobilisations corporelles	11	15 893	15 325
Actifs d'impôt différé	18	1 245	888
Immobilisations incorporelles	12	23 953	14 806
Placements mis en équivalence	14	2 065	1 480
Goodwill	13	15 479	8 585
		89 250 \$	64 219 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et autres passifs	15	12 919 \$	11 850 \$
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	17	3 758	2 062
		16 677	13 912
Passifs non courants			
Créditeurs et autres passifs	15	7 511	7 786
Emprunts généraux	17	2 100	1 619
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	17	40 835	25 395
Passifs d'impôt différé	18	3 698	2 507
		70 821 \$	51 219 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	19	1 408 \$	2 252 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange	19	1 318	2 011
Commanditaires spéciaux	19	—	—
Actions échangeables de BBUC	19	1 378	—
Titres privilégiés	19	1 490	15
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	10	12 835	8 722
		18 429	13 000
		89 250 \$	64 219 \$

1. Données ajustées pour refléter l'adoption d'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »). Se reporter à la note 2x) pour plus de détails.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE
BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

(EN M\$ US, sauf les montants par part)	Notes	2022	2021	2020
		<i>Données ajustées¹</i>		
Produits	24	57 385 \$	46 587 \$	37 635 \$
Coûts d'exploitation directs	21	(53 110)	(43 151)	(34 630)
Frais généraux et administratifs		(1 360)	(1 012)	(968)
Produits (charges) d'intérêts, montant net		(2 538)	(1 468)	(1 482)
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	14	165	13	57
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	11, 13	9	(440)	(263)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	8	28	1 823	274
Autres produits (charges), montant net		(658)	(34)	111
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		(79)	2 318	734
(Charge) économie d'impôt				
Exigible	18	(458)	(536)	(284)
Différé	18	777	371	130
Bénéfice net (perte nette)		240 \$	2 153 \$	580 \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Commanditaires	19	36 \$	258 \$	(91) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :				
Parts de rachat-échange	19	34	228	(78)
Commanditaires spéciaux	19	—	157	—
Actions échangeables de BBUC	19	28	—	—
Titres privilégiés	19	27	—	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		115	1 510	749
		240 \$	2 153 \$	580 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué par part de société en commandite	19	0,48 \$	3,28 \$	(1,13) \$

1. Données ajustées pour refléter l'adoption d'IFRS 17. Se reporter à la note 2x) pour plus de détails.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE
BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(EN M\$ US)	Notes	2022	2021	2020
		<i>Données ajustées¹</i>		
Bénéfice net (perte nette)		240 \$	2 153 \$	580 \$
Autres éléments du résultat global :				
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net :				
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		(329) \$	(139) \$	168 \$
Réserve financière d'assurance	31	86	—	—
Écart de change		(682)	(385)	163
Couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie	4	674	234	(245)
Placements mis en équivalence	14	2	(16)	6
Impôt sur les éléments précédents	18	(33)	17	(70)
Reclassement en résultat net		55	52	85
		(227)	(237)	107
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :				
Réévaluation des obligations à l'égard des régimes de retraite	30	127	345	(139)
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		(240)	235	100
Impôt sur les éléments précédents		9	(60)	4
		(331)	283	72
Bénéfice global (perte globale)		(91) \$	2 436 \$	652 \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Commanditaires		(7) \$	322 \$	(55) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :				
Parts de rachat-échange		(5)	285	(47)
Commanditaires spéciaux		—	157	—
Actions échangeables de BBUC		(22)	—	—
Titres privilégiés		27	—	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		(84)	1 672	754
		(91) \$	2 436 \$	652 \$

1. Données ajustées pour refléter l'adoption d'IFRS 17. Se reporter à la note 2x) pour plus de détails.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE
BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Commanditaires					Participations ne donnant pas le contrôle					
	Capital	Bénéfices non distribués	Changements de participation	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Total – commanditaires	Parts de rachat-échange	Parts de société en commandite spéciales	Actions échangeables de BBUC	Titres privilégiés	Participations d’autres entités dans les filiales en exploitation	Total des capitaux propres
(EN M\$ US)											
Solde au 1 ^{er} janvier 2022	2 192 \$	63 \$	150 \$	(153) \$	2 252 \$	2 011 \$	— \$	— \$	15 \$	8 722 \$	13 000 \$
Adoption de nouvelles normes comptables ²	—	1	—	1	2	2	—	1	—	12	17
Solde d’ouverture ajusté au 1 ^{er} janvier 2022	2 192	64	150	(152)	2 254	2 013	—	1	15	8 734	13 017
Bénéfice net (perte nette)	—	36	—	—	36	34	—	28	27	115	240
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(43)	(43)	(39)	—	(50)	—	(199)	(331)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	36	—	(43)	(7)	(5)	—	(22)	27	(84)	(91)
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	1 475	1 787	3 262
Distributions ³	—	(19)	—	—	(19)	(17)	—	(14)	(27)	(2 419)	(2 496)
Changements de participation ⁴	—	16	(24)	5	(3)	7	—	(6)	—	871	869
Rachats de Parts ³	(78)	—	—	—	(78)	—	—	—	—	—	(78)
Émission d’actions échangeables de BBUC ⁵	—	—	(786)	47	(739)	(680)	—	1 419	—	—	—
Acquisition d’une participation ⁶	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 946	3 946
Solde au 31 décembre 2022 ²	2 114 \$	97 \$	(660) \$	(143) \$	1 408 \$	1 318 \$	— \$	1 378 \$	1 490 \$	12 835 \$	18 429 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	2 275 \$	(235) \$	68 \$	(180) \$	1 928 \$	1 549 \$	— \$	— \$	15 \$	7 845 \$	11 337 \$
Bénéfice net (perte nette)	—	258	—	—	258	228	157	—	—	1 510	2 153
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	64	64	57	—	—	—	162	283
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	258	—	64	322	285	157	—	—	1 672	2 436
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 094	1 094
Distributions ³	—	(20)	—	—	(20)	(17)	(157)	—	—	(1 935)	(2 129)
Changements de participation ⁴	—	60	82	(37)	105	194	—	—	—	(2 039)	(1 740)
Rachats de Parts ³	(83)	—	—	—	(83)	—	—	—	—	—	(83)
Acquisition d’une participation ⁶	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 085	2 085
Solde au 31 décembre 2021	2 192 \$	63 \$	150 \$	(153) \$	2 252 \$	2 011 \$	— \$	— \$	15 \$	8 722 \$	13 000 \$

1. Se reporter à la note 20 pour des renseignements supplémentaires.
2. Données ajustées pour refléter l'adoption d'IFRS 17. Se reporter à la note 2x) pour plus de détails.
3. Se reporter à la note 19 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions et des rachats de Parts.
4. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de participation dans les filiales consolidées.
5. Se reporter aux notes 2 et 19 pour des renseignements supplémentaires sur les actions échangeables de BBUC.
6. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

	Commanditaires					Participations ne donnant pas le contrôle					
				Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Total – commanditaires		Parts de société en commandite spéciales	Actions échangeables de BBUC	Titres privilégiés	Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	Total des capitaux propres
(EN M\$ US)	Capital	Bénéfices non distribués	Changements de participation			Parts de rachat-échange					
Solde au 1 ^{er} janvier 2020	2 331 \$	(217) \$	220 \$	(218) \$	2 116 \$	1 661 \$	— \$	— \$	15 \$	7 261 \$	11 053 \$
Bénéfice net (perte nette)	—	(91)	—	—	(91)	(78)	—	—	—	749	580
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	36	36	31	—	—	—	5	72
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	(91)	—	36	(55)	(47)	—	—	—	754	652
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	715	715
Distributions ²	—	(20)	—	—	(20)	(17)	—	—	—	(1 225)	(1 262)
Changements de participation ³	—	93	(152)	2	(57)	(48)	—	—	—	107	2
Rachats de Parts ²	(56)	—	—	—	(56)	—	—	—	—	—	(56)
Acquisition d'une participation ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	233	233
Solde au 31 décembre 2020	2 275 \$	(235) \$	68 \$	(180) \$	1 928 \$	1 549 \$	— \$	— \$	15 \$	7 845 \$	11 337 \$

1. Se reporter à la note 20 pour des renseignements supplémentaires.
2. Se reporter à la note 19 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions et des rachats de Parts.
3. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de participation dans les filiales consolidées.
4. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE
BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN M\$ US)	Notes	2022	2021	2020
		<i>Données ajustées¹</i>		
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)		240 \$	2 153 \$	580 \$
Ajusté pour tenir compte des éléments suivants :				
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, déduction faite des distributions	14	2	76	(17)
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net		(9)	440	263
Dotation aux amortissements	21	3 223	2 283	2 165
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net	8	(28)	(1 823)	(274)
Provisions et autres éléments		451	77	282
Charge (économie) d'impôt différé	18	(777)	(371)	(130)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	29	(2 091)	(1 142)	1 336
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation		<u>1 011</u>	<u>1 693</u>	<u>4 205</u>
Activités de financement				
Produit d'emprunts sans recours de filiales de la société en commandite		24 366	10 758	4 357
Remboursement d'emprunts sans recours de filiales de la société en commandite		(10 946)	(5 031)	(5 069)
Produit d'emprunts généraux		847	2 006	1 742
Remboursement d'emprunts généraux		(366)	(997)	(1 132)
Produit d'autres activités de financement		214	144	174
Remboursement lié à d'autres activités de financement		(126)	(130)	(111)
Produit (remboursement) d'autres facilités de crédit, montant net		44	343	(520)
Remboursement de l'obligation locative		(356)	(264)	(229)
Capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation	19	5 719	3 667	841
Capital versé à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation		—	(1 336)	(56)
Capital fourni par les porteurs de titres privilégiés		1 475	—	—
Parts de société en commandite rachetées	19	(78)	(83)	(56)
Distributions aux commanditaires, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs d'actions échangeables de BBUC	19	(50)	(37)	(37)
Distributions aux porteurs de titres privilégiés	19	(9)	—	—
Distributions au porteur de parts de société en commandite spéciales	19	(78)	(79)	—
Distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation	19	(2 586)	(1 898)	(981)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		<u>18 070</u>	<u>7 063</u>	<u>(1 077)</u>
Activités d'investissement				
Acquisitions				
Filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(17 145)	(8 944)	101
Immobilisations corporelles et incorporelles		(1 748)	(1 450)	(1 405)
Placements mis en équivalence		(134)	(6)	(446)
Actifs financiers et autres actifs		(2 959)	(3 412)	(2 372)
Cessions				
Filiales, déduction faite de la trésorerie cédée		—	349	537
Immobilisations corporelles et incorporelles		181	124	41
Placements mis en équivalence		1	327	—
Actifs financiers et autres actifs		2 596	3 483	1 716
Règlement net de couvertures		411	27	179
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		76	576	(685)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		<u>(18 721)</u>	<u>(8 926)</u>	<u>(2 334)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
Variation au cours de la période		360	(170)	794
Incidence du change		(78)	15	(37)
Solde au début de l'exercice		2 588	2 743	1 986
Solde à la fin de l'exercice		<u>2 870 \$</u>	<u>2 588 \$</u>	<u>2 743 \$</u>

1. Données ajustées pour refléter l'adoption d'IFRS 17. Se reporter à la note 2x) pour plus de détails.

La note 29 présente des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****NOTE 1. ORGANISATION ET DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE**

Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite ») détiennent et exploitent des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») à l'échelle mondiale. Brookfield Business Partners L.P. est une société en commandite constituée sous le régime des lois des Bermudes et structurée en vertu d'une convention de société en commandite, dans sa version modifiée le 31 mai 2016 et modifiée par la suite. Brookfield Corporation, auparavant Brookfield Asset Management Inc. (« Brookfield Corporation » ou, collectivement avec ses filiales contrôlées, à l'exclusion de la société en commandite, « Brookfield ») est la société mère ultime de la société en commandite. Les parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. sont cotées à la Bourse de New York (la « NYSE ») et à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles « BBU » et « BBU.UN », respectivement. Le siège social de Brookfield Business Partners L.P. est situé au 73 Front Street, 5th Floor, Hamilton HM 12, Bermudes.

Le seul placement direct de Brookfield Business Partners L.P. consiste en une participation de commandité gestionnaire dans Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), qui détient les participations de la société en commandite dans les services commerciaux et les activités industrielles. Les titres de capitaux propres consolidés de la société en commandite comprennent les parts de société en commandite sans droit de vote négociées en bourse (les « parts de société en commandite ») détenues par des porteurs de parts dans le public et par Brookfield, les parts de commandité détenues par Brookfield (les « parts de commandité »), les parts de société en commandite de rachat-échange (les « parts de rachat-échange ») de la société de portefeuille SEC détenues par Brookfield, les parts de société en commandite spéciales (les « parts de société en commandite spéciales ») de la société de portefeuille SEC détenues par Brookfield et les actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A (les « actions échangeables de BBUC ») de Brookfield Business Corporation (« BBUC »), une filiale consolidée de la société en commandite, détenues par le public et par Brookfield. Les porteurs de parts de société en commandite, de parts de commandité, de parts de rachat-échange, de parts de société en commandite spéciales et d'actions échangeables de BBUC seront collectivement appelés les « Porteurs de parts » tout au long des présentes, à moins d'indication autre selon le contexte. Les parts de société en commandite, les parts de commandité, les parts de rachat-échange, les parts de société en commandite spéciales et les actions échangeables de BBUC seront collectivement appelées tout au long des présentes les « Parts », à moins d'indication autre selon le contexte.

Les principales activités de la société en commandite comprennent des services commerciaux, notamment une société d'assurance hypothécaire résidentielle, une entreprise de services de soins de santé, une entreprise de construction ainsi qu'une entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires. Les principales activités industrielles de la société en commandite comprennent une entreprise de stockage d'énergie évolué et une entreprise de fabrication de composants de haute technologie. Les activités de la société en commandite comprennent également des services d'infrastructures, notamment des services de technologie nucléaire, des services liés au pétrole extracôtier, des services de location de solutions modulaires et des services de loterie. La société en commandite exerce ses activités principalement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Inde et au Brésil.

Brookfield Business Corporation

Le 15 mars 2022, la société en commandite a effectué une distribution spéciale (la « distribution spéciale ») aux termes de laquelle les porteurs de parts de société en commandite et de parts de commandité inscrits au 7 mars 2022 (la « date de clôture des registres ») ont reçu une action échangeable de BBUC pour chaque paire de Parts qu'ils détiennent.

Immédiatement avant la distribution spéciale, la société en commandite a reçu des actions échangeables de BBUC par voie d'une distribution d'actions échangeables de BBUC par la société de portefeuille SEC (la « distribution par la société de portefeuille SEC ») à tous les porteurs de ses parts. En raison de la distribution par la société de portefeuille SEC, i) Brookfield et ses filiales ont reçu environ 35 millions d'actions échangeables de BBUC, et ii) la société en commandite a reçu environ 38 millions d'actions échangeables de BBUC, qu'elle a par la suite distribuées à ses porteurs de parts dans le cadre de la distribution spéciale. Immédiatement après la distribution spéciale, i) les porteurs de parts de société en commandite, à l'exception de Brookfield, détenaient environ 35,3 % des actions échangeables de BBUC émises et en circulation, ii) Brookfield et ses sociétés liées détenaient environ 64,7 % des actions échangeables de BBUC émises et en circulation, et iii) une filiale de la société en commandite détenait la totalité des actions à droit de vote multiple de catégorie B émises et en circulation, soit les actions de catégorie B, ce qui représente un bloc de droits de vote de 75 % dans BBUC, et la totalité des actions sans droit de vote de catégorie C émises et en circulation, soit les actions de catégorie C, de BBUC. Les actions de catégorie C donnent à la société en commandite le droit à la totalité de la valeur résiduelle de BBUC après le paiement intégral de la somme due aux porteurs d'actions échangeables de BBUC et d'actions de catégorie B.

La société en commandite contrôlait directement et indirectement BBUC avant la distribution spéciale et elle continue de contrôler BBUC après la distribution spéciale par l'intermédiaire de ses participations dans BBUC. Les actions échangeables sont inscrites à la cote de la NYSE et de la TSX sous le symbole « BBUC ».

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Mode de présentation**

Les présents états financiers consolidés de la société en commandite et ses filiales (les « états financiers consolidés ») ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Les méthodes comptables décrites ci-après ont été appliquées de manière cohérente. Les méthodes qui n'étaient pas en vigueur pour la période comptable considérée sont décrites plus loin, à la note 2af), « Changements futurs de méthodes comptables ».

Les présents états financiers consolidés ont été ajustés pour refléter l'adoption d'IFRS 17 le 1^{er} janvier 2023, et la date de transition est le 1^{er} janvier 2022. Se reporter à la note 2x) pour plus de détails.

Le conseil d'administration du commandité de la société en commandite a approuvé ces états financiers consolidés et leur publication le 26 septembre 2023.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société en commandite et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle. Un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les participations ne donnant pas le contrôle détenues par d'autres entités dans les filiales de la société en commandite ainsi que les parts de rachat-échange, les parts de société en commandite spéciales et les actions privilégiées détenues par Brookfield dans la société de portefeuille SEC et les entités de portefeuille, respectivement, sont présentées dans une composante distincte des capitaux propres dans les états consolidés de la situation financière. Les transactions intersociétés conclues au sein de la société en commandite ont été éliminées.

Brookfield Business Partners L.P., par l'intermédiaire de sa participation de commandité gestionnaire, est le commandité gestionnaire de la société de portefeuille SEC et, par conséquent, contrôle cette dernière. La société en commandite a conclu des conventions de vote avec diverses sociétés liées à Brookfield, en vertu desquelles la société en commandite obtient le contrôle effectif des filiales à l'égard desquelles les ententes ont été conclues. Par conséquent, la société en commandite consolide les comptes de la société de portefeuille SEC et de ses autres filiales.

c) Participations dans d'autres entités**i) Filiales**

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société en commandite et des filiales sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle. Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, soit la date à laquelle la société en commandite en obtient le contrôle, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date à laquelle la société en commandite n'en a plus le contrôle. La société en commandite contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent initialement être évaluées à la juste valeur ou selon la quote-part des participations ne donnant pas le contrôle de la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait au cas par cas, selon les acquisitions. Après l'acquisition, la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle correspond au montant de ces participations lors de la comptabilisation initiale, majoré de la quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les variations subséquentes des capitaux propres en plus des changements de participation. Le total du bénéfice global (de la perte globale) est attribué aux participations ne donnant pas le contrôle, même si cela engendre un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Les soldes, les transactions, les produits et les charges intersociétés sont tous entièrement éliminés.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente de l'information au sujet des filiales entièrement détenues de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

Type d'entreprise	Dénomination sociale de l'entité	Pays de constitution en société	Bloc de droits de vote		Participation économique	
			2022	2021	2022	2021
Services commerciaux						
Services immobiliers	Bridgemarq Real Estate Services	Canada	100 %	100 %	100 %	100 %
Entreprise de construction	Multiplex Global Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %	100 %	100 %

Le tableau suivant présente de l'information au sujet des filiales significatives non entièrement détenues de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

Type d'entreprise	Dénomination sociale de l'entité	Pays de constitution en société	Bloc de droits de vote ¹		Participation économique	
			2022	2021	2022	2021
Services commerciaux						
Carburants pour véhicules routiers	Greenergy Fuels Holding Limited	Angleterre	88	% 89	% 18	% 18
Services de soins de santé	Healthscope Limited	Australie	100	% 100	% 28	% 28
Services de gestion de parcs	Ouro Verde Locação e Serviços S.A.	Brésil	100	% 100	% 35	% 35
Services de location de voitures ²	Unidas Locadora S.A.	Brésil	100	% 100	% 35	% 35
Société d'assurance hypothécaire résidentielle	Sagen MI Canada Inc.	Canada	100	% 100	% 41	% 41
Services financiers non bancaires	IndoStar Capital Finance Limited	Inde	56	% 57	% 20	% 20
Services technologiques	Everise Holdings Pte Ltd.	Singapour	84	% 100	% 28	% 36
Prêteur hypothécaire résidentiel ²	La Trobe Financial Services Pty Limited	Australie	100	% —	% 40	% —
Services technologiques et solutions logicielles pour les concessionnaires ^{2, 3}	CDK Global, Inc.	États-Unis	100	% —	% 29	% —
Services de traitement des paiements ²	Magnati – Sole Proprietorship LLC	Émirats arabes unis	60	% —	% 22	% —
Services d'infrastructures						
Services de technologie nucléaire	Westinghouse Electric Company	États-Unis	100	% 100	% 44	% 44
Fournisseur de services au secteur de la production pétrolière extracôtière	Altera Infrastructure L.P.	États-Unis	99	% 99	% 43	% 43
Services de location de solutions modulaires	Modulaire Investments 2 S.à r.l.	Luxembourg	100	% 100	% 28	% 36
Services de loterie	Scientific Games Corporation	États-Unis	100	% —	% 36	% —
Activités industrielles						
Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées	BRK Ambiental Participações S.A.	Brésil	70	% 70	% 26	% 26
Emballages de plastique récupérable	Schoeller Allibert Group B.V.	Pays-Bas	52	% 52	% 14	% 14
Production de gaz naturel	Ember Resources Inc.	Canada	100	% 100	% 46	% 46
Stockage d'énergie évolué	Clarios Global LP	États-Unis	100	% 100	% 28	% 28
Solutions d'énergie solaire	Aldo Componentes Eletrônicos LTDA	Brésil	100	% 100	% 35	% 35
Fabrication de composants de haute technologie ²	DexKo Global Inc.	États-Unis	100	% 100	% 34	% 35

1. La société en commandite a conclu des conventions de vote qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes de l'entité émettrice. La société en commandite contrôle ces entités émettrices étant donné qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec les entités émettrices et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. La société en commandite fait appel à son jugement afin de déterminer le niveau de variabilité permettant d'obtenir le contrôle d'une entité émettrice, particulièrement dans les circonstances où le bloc de droits de vote de la société en commandite diffère de sa participation dans une entité émettrice. Les éléments suivants ont été pris en considération afin de déterminer si la société en commandite contrôle ces entités émettrices : le degré de pouvoir (le cas échéant) détenu par les autres investisseurs, le degré d'exposition à la variabilité de chaque investisseur, le fait que le commandité détienne ou non des droits de révocation substantiels, et l'objet et la conception de l'entité émettrice.
2. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.
3. La participation économique de la société en commandite devrait être d'environ 20 % à la suite de la finalisation de la constitution de syndicats regroupant nos partenaires institutionnels.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****ii) Entreprises associées et coentreprises**

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la société en commandite exerce une influence notable. L'influence notable se définit comme le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Une coentreprise s'entend d'un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. La société en commandite comptabilise les entreprises associées et les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés.

Les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont initialement comptabilisées au coût. Si le coût de l'entreprise associée ou de la coentreprise est inférieur à la quote-part de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entité émettrice au moment de la comptabilisation initiale, la société en commandite comptabilise en résultat net un profit lié à l'écart entre le coût et la juste valeur sous-jacente de la participation. Si le coût de l'entreprise associée ou de la coentreprise est supérieur à la quote-part de la société en commandite de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entité émettrice, le goodwill lié à l'entreprise associée ou à la coentreprise est inclus dans la valeur comptable de la participation.

Après la comptabilisation initiale, la valeur comptable de la participation de la société en commandite dans une entreprise associée ou une coentreprise est ajustée selon la quote-part de la société en commandite du résultat global et des distributions de cette entreprise. Les profits et les pertes découlant de transactions conclues avec une entreprise associée ou une coentreprise sont comptabilisés dans les états financiers consolidés en fonction de la participation des investisseurs non liés dans cette entreprise. La valeur comptable des entreprises associées ou des coentreprises fait l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture. Les pertes de valeur des placements mis en équivalence peuvent être reprises ultérieurement dans le résultat net. Des renseignements plus détaillés sur la dépréciation des actifs non courants sont présentés à la note 21).

d) Conversion des devises

Le dollar américain est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la société en commandite. Chaque filiale et placement mis en équivalence de la société en commandite détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments compris dans les états financiers consolidés de chaque filiale et placement mis en équivalence sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle.

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis au cours du change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au taux moyen pour la période. Les profits et les pertes de change sont inclus à titre de composante des capitaux propres.

Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger se traduisant par la perte de contrôle, la composante des autres éléments du résultat global découlant de l'écart de change cumulé lié à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net. Les profits et les pertes sur les soldes libellés en devises ou découlant de transactions conclues en devises qui sont désignés comme couvertures d'un investissement net dans ces établissements sont comptabilisés de la même manière. Lors de la cession partielle d'un établissement à l'étranger pour lequel le contrôle est conservé, la quote-part de la composante des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée dans la participation ne donnant pas le contrôle de cet établissement à l'étranger.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les actifs et les passifs non monétaires sont évalués au coût historique et sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les profits ou les pertes à la conversion de ces éléments sont compris dans les états consolidés du résultat net.

e) Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises autres que les acquisitions conclues entre des entités sous contrôle commun, dont le contrôle est acquis, sont comptabilisées au moyen de la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »).

La contrepartie de chaque acquisition est évaluée comme étant le total des justes valeurs à la date d'acquisition des actifs transférés par l'acquéreur, des passifs engagés ou repris et des instruments de capitaux propres émis par la société en commandite en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les coûts de transaction sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net au moment où ils sont engagés et inclus au poste Autres produits (charges), montant net.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Lorsque cela s'applique, la contrepartie de chaque acquisition comprend tout actif ou passif découlant d'une entente de contrepartie éventuelle, mesuré à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur sont inscrites dans le coût d'acquisition quand elles sont considérées comme des ajustements liés à la période d'évaluation. Toutes les autres variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle classée à titre d'actifs ou de passifs seront comptabilisées dans les états consolidés du résultat net, tandis que les variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle classée dans les capitaux propres ne font pas l'objet d'une réévaluation ultérieure.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises se produit par étapes, les participations auparavant détenues par la société en commandite dans l'entité acquise sont réévaluées à la juste valeur à la date d'acquisition, soit la date à laquelle la société en commandite prend le contrôle. Le profit ou la perte découlant de la prise de contrôle, le cas échéant, est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net ou dans les états consolidés du résultat global. Les montants découlant des participations détenues avant la date d'acquisition dans la société acquise qui avaient auparavant été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global devront être comptabilisés de la même façon que si la société en commandite avait directement vendu les participations détenues antérieurement.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises n'est pas terminée à la clôture de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle l'acquisition se produit, la société en commandite inscrit des montants provisoires pour les éléments dont la comptabilisation n'est pas terminée. Ces montants provisoires sont ajustés au cours de la période d'évaluation, ou alors des actifs ou passifs additionnels sont constatés, de manière à refléter les nouvelles informations obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient eu une incidence sur les montants constatés à cette date.

La période d'évaluation est la période à compter de la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la société en commandite obtient une information complète au sujet des faits et des circonstances qui étaient en vigueur à la date d'acquisition. La période d'évaluation est d'une durée maximale de un an à compter de la date d'acquisition.

Si, après une réévaluation, la participation de la société en commandite dans la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur des participations auparavant détenues par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, le cas échéant, l'excédent est immédiatement comptabilisé en résultat à titre de profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Les passifs éventuels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. À la clôture des périodes subséquentes de présentation de l'information financière, de tels passifs éventuels sont évalués au montant le plus élevé entre le montant qui serait constaté aux termes d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* (« IAS 37 »), et le montant constaté initialement moins le cumul de l'amortissement comptabilisé aux termes d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), le cas échéant.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts non soumis à restrictions et les placements à court terme dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois.

g) Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net

Le montant net des débiteurs et autres montants à recevoir comprend les créances clients, les retenues liées à la construction et d'autres débiteurs non facturés, qui sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Le montant net des débiteurs et autres montants à recevoir comprend également la subrogation recouvrable et les frais d'acquisition de polices différés de la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite, qui sont comptabilisés de la manière décrite à la note 2x) ci-dessous.

h) Stocks, montant net

À l'exception de certains stocks de carburant, les stocks, montant net sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé en utilisant l'identification spécifique dans la mesure du possible, ou en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti ou celle du coût moyen pondéré. Les coûts comprennent les dépenses directes et indirectes engagées pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les stocks de carburant sont négociés sur des marchés actifs et achetés en vue de la revente dans un avenir rapproché, dans le but de générer un bénéfice découlant des fluctuations des prix ou des marges. Par conséquent, les stocks de carburant sont comptabilisés à la valeur de marché établie selon les cours d'un marché actif, conformément à l'exemption relative aux courtiers négociants en marchandises accordée en vertu d'IAS 2, *Stocks*. Les variations de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont comptabilisées au poste Coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net. Les produits de carburant qui sont détenus durant de longues périodes afin de tirer parti de hausses futures prévues des prix du carburant, ou qui proviennent de territoires où il n'existe aucun marché actif, sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Les substances et les produits chimiques qui servent à la production de biocarburants sont également évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

i) **Obligation d'utilisation de carburant renouvelable**

En vertu de l'arrêté relatif à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable imposée par le gouvernement du Royaume-Uni, qui régit l'utilisation de biocarburants aux fins du transport et du matériel mobile non routier, l'entreprise de distribution de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni de la société en commandite doit atteindre des cibles annuelles en matière d'offre de biocarburants. Les obligations en vertu de l'arrêté sont réglées soit en trésorerie, soit au moyen de certificats obtenus à l'égard du mélange de biocarburants. Dans la mesure où la société en commandite obtient des certificats dépassant les cibles relatives à son obligation pour l'année en cours, ces certificats peuvent être reportés en avant pour couvrir jusqu'à 25 % de l'obligation de l'année suivante, ou vendus à d'autres parties.

Les certificats obtenus ou achetés au cours de l'exercice qui seront utilisés pour régler la tranche courante de l'obligation sont comptabilisés à titre de stocks au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût lié aux certificats obtenus est présumé correspondre au coût moyen du mélange de biocarburants pour l'exercice au cours duquel les certificats sont obtenus.

Les certificats détenus en vue de la vente à des tiers sont comptabilisés à la juste valeur dans les stocks. Il n'existe aucun marché externe permettant d'évaluer les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable. Afin d'évaluer ces contrats, la société en commandite a adopté une méthode d'établissement des prix qui tient compte à la fois de données d'entrée observables fondées sur les données du marché et d'hypothèses élaborées à l'interne en fonction de l'activité observable sur le marché. Les variations des cours du marché pour les certificats et de la quantité de certificats considérés comme réalisables au moyen de ventes externes sont comptabilisées immédiatement dans les états consolidés du résultat net. Les certificats pour lesquels aucun marché actif n'est considéré comme existant ne sont pas comptabilisés.

Le passif lié aux obligations en vertu de l'arrêté relatif à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable est comptabilisé pour l'exercice au cours duquel l'obligation survient et évalué selon le coût d'obtention des certificats qui seront émis pour respecter l'obligation, ou selon les sorties de trésorerie futures attendues pour régler les obligations. Le passif est comptabilisé au titre des créanciers et autres passifs.

j) **Transactions entre parties liées**

Dans le cours normal des activités, la société en commandite conclut diverses transactions avec des parties liées, transactions qui ont été évaluées à leur valeur d'échange et comptabilisées dans les états financiers consolidés. Des renseignements plus détaillés sur les transactions entre parties liées sont présentés à la note 25.

k) **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles, qui comprennent les actifs au titre de droits d'utilisation, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût de l'actif comprend le coût des matières premières et de la main-d'œuvre directe, tout autre coût résultant directement de la mise en état de fonctionnement de l'actif aux fins de son utilisation prévue, ainsi que le coût lié au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif et à la remise en état du site sur lequel il était situé.

L'amortissement d'un actif commence dès que celui-ci peut être utilisé. Les immobilisations corporelles sont amorties pour chaque composant des catégories d'actifs, de la manière suivante :

Bâtiments	Jusqu'à 50 ans
Actifs au titre de droits d'utilisation	Jusqu'à 40 ans, mais sans excéder la durée du contrat de location
Matériel et outillage	Jusqu'à 30 ans
Navires	Jusqu'à 35 ans
Matériel lié à la production de pétrole et de gaz et biens miniers	Amortissement selon le mode des unités d'œuvre

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé de manière à comptabiliser dans les états consolidés du résultat net le coût net de l'actif sur sa durée d'utilité prévue, jusqu'à sa valeur résiduelle estimative. Les bâtiments, le matériel, l'outillage et les navires sont amortis sur leur durée d'utilité prévue, selon le mode linéaire. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat de location ou sur la durée d'utilité estimative, selon la plus courte des deux, au moyen du mode linéaire. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement font l'objet d'un examen à la clôture de chaque période annuelle de présentation de l'information financière, l'incidence de toute modification étant constatée prospectivement.

Lorsque l'existence des réserves prouvées ou probables et l'existence de la technologie pour extraire la ressource de façon économique sont déterminées, les dépenses de prospection et d'évaluation attribuables à ces réserves sont d'abord soumises à un test de dépréciation, puis reclassées dans les immobilisations corporelles au titre des biens pétroliers et gaziers. La valeur comptable nette des biens pétroliers et gaziers est amortie selon le mode des unités d'œuvre en fonction d'une estimation des réserves prouvées et probables de pétrole et de gaz naturel. Les coûts de mise en valeur futurs, qui sont les coûts estimés nécessaires pour que ces réserves passent à l'étape de la mise en production, sont inclus dans les ressources épuisables. Aux fins de ce calcul, les réserves de pétrole et de gaz naturel sont converties en une unité de mesure commune en fonction de leur contenu énergétique relatif, selon laquelle 6 000 pieds cubes de gaz naturel équivalent à un baril de pétrole.

En ce qui a trait aux biens miniers de la société en commandite, les coûts de prospection liés aux biens sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Lorsqu'il a été déterminé qu'un bien minier peut être mis en valeur de façon économique à la suite de l'établissement du potentiel des réserves et de la prospection subséquente, les dépenses sont inscrites à l'actif. La détermination du potentiel des réserves se fonde sur les résultats d'études qui indiquent si la production d'un bien est économiquement possible. Lors du lancement de la production commerciale d'un projet de mise en valeur, ces coûts sont amortis à l'aide du mode des unités d'œuvre en fonction des réserves prouvées et probables.

Dans le cadre de ses activités de production de granulats, la société en commandite engage des frais de découverte au cours des étapes de mise en valeur et de production. Les frais de découverte engagés par la société en commandite à l'étape de mise en valeur des activités minières sont reportés et inscrits à l'actif au titre des biens miniers. Les frais de découverte engagés à l'étape de production sont engagés dans le but de produire des stocks ou d'améliorer l'accès au minerai qui sera extrait ultérieurement. Si les frais sont engagés dans le but de produire des stocks, les frais de découverte relatifs à la production sont comptabilisés comme étant des coûts liés à la production de ces stocks. Si les frais sont engagés dans le but d'améliorer l'accès au minerai qui sera extrait ultérieurement, les frais sont reportés et inscrits à l'actif comme un actif au titre des opérations de découverte (compris dans les participations minières), pourvu que les critères suivants soient remplis : i) il est probable que l'accès au minerai soit amélioré; ii) la partie du corps minéralisé peut être identifiée avec précision; et iii) les frais liés aux opérations de découverte se rapportant à cette partie peuvent être évalués de façon fiable. Si ces critères ne sont pas remplis, les frais sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. L'actif au titre des opérations de découverte est ensuite amorti selon le mode des unités d'œuvre sur la durée de vie de la partie identifiée du corps minéralisé auquel l'accès a été amélioré à la suite des opérations de découverte.

l) Dépréciation d'actifs

À chaque date de clôture, la société en commandite évalue s'il existe une quelconque indication de dépréciation à l'égard des actifs autres que ceux évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de la juste valeur en résultat net. Cette évaluation comprend un examen des facteurs internes et externes qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les variations du contexte technologique, politique, économique ou juridique dans lequel l'entité exerce ses activités, les changements structurels observés dans le secteur, les variations du niveau de la demande, les dommages physiques et l'obsolescence découlant des avancées technologiques. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur recouvrable de l'actif, définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité, est inférieure à sa valeur comptable. Les projections des flux de trésorerie futurs tiennent compte des plans opérationnels applicables et des meilleures estimations de la direction quant aux conditions qui sont les plus susceptibles de se matérialiser. En cas de reprise ultérieure d'une perte de valeur, la valeur comptable de l'actif est augmentée pour être établie au moins de l'estimation révisée de la valeur recouvrable ou de la valeur comptable qui aurait été comptabilisée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée antérieurement.

m) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du goodwill et sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles de la société en commandite se composent principalement des droits de concession liés aux réseaux d'aqueduc et d'égout, des marques et des marques de commerce, des logiciels, des relations clients et de la technologie exclusive.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont présentées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur, de la même manière que les immobilisations incorporelles acquises séparément. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur les durées d'utilité suivantes :

Droits de concession liés aux réseaux d'aqueduc et d'égout	Jusqu'à 40 ans
Marques et marques de commerce	Jusqu'à 40 ans
Logiciels	Jusqu'à 10 ans
Relations clients	Jusqu'à 30 ans
Technologie exclusive	Jusqu'à 20 ans

Certaines immobilisations incorporelles de la société en commandite ont une durée d'utilité indéterminée, comme il est décrit à la note 12, car il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que l'actif génère des flux de trésorerie. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont comptabilisées au coût, à moins qu'une dépréciation ne soit décelée et ne nécessite une réduction de valeur à la valeur recouvrable.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus souvent lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait y avoir dépréciation. Toute perte de valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée de la société en commandite est comptabilisée dans la période au cours de laquelle elle est décelée. En cas de reprise ultérieure d'une perte de valeur, la valeur comptable de l'actif est augmentée pour être établie au moindre de l'estimation révisée de la valeur recouvrable ou de la valeur comptable qui aurait été comptabilisée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée antérieurement. Toute perte de valeur ou reprise ultérieure est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net à titre de reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net.

Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle sont calculés comme la différence entre le produit net de sortie, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif et sont comptabilisés au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés du résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé.

n) Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du prix payé à l'acquisition d'une entreprise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Le goodwill est attribué à l'unité génératrice de trésorerie ou aux unités génératrices de trésorerie auxquelles il se rapporte. La société en commandite définit les unités génératrices de trésorerie comme les groupes identifiables d'actifs dont les entrées de trésorerie sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année, ou plus souvent lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait y avoir dépréciation. On détermine s'il y a dépréciation du goodwill en évaluant si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie, y compris le goodwill attribué, excède sa valeur recouvrable, déterminée comme la plus élevée de la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. Les pertes de valeur comptabilisées relativement à une unité génératrice de trésorerie sont d'abord attribuées à la valeur comptable du goodwill, et tout excédent est attribué à la valeur comptable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie. Toute perte de valeur du goodwill est comptabilisée à titre de charge pour perte de valeur, sur une base nette, dans les états consolidés du résultat net de la période au cours de laquelle elle est décelée. Les pertes de valeur au titre du goodwill ne sont pas reprises au cours des périodes ultérieures.

À la cession d'une filiale, le montant attribuable du goodwill est inclus dans le calcul du profit ou de la perte à la cession dans le cadre de la transaction.

o) Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**Services commerciaux*****Services de construction***

L'entreprise de services de construction de la société en commandite offre des solutions intégrales de conception et d'aménagement en vertu de contrats conclus avec ses clients. La société en commandite comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de ces contrats progressivement. La société en commandite utilise une méthode fondée sur les intrants, soit la méthode des coûts engagés, pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

À mesure que les travaux sont exécutés, un actif sur contrat est comptabilisé sous forme de contrats en cours, lequel est reclassé dans les débiteurs lorsqu'il est facturé au client. Si le paiement est reçu avant que les travaux ne soient terminés, un passif sur contrat est comptabilisé. Se reporter à la note 16 pour des renseignements supplémentaires sur les soldes liés aux contrats en cours. Les contrats de construction ne sont pas considérés comme comportant une composante financement importante, puisque la période entre la comptabilisation des produits des activités ordinaires selon la méthode des coûts engagés et la réception du paiement est généralement de moins de un an.

En vertu d'IFRS 15, les produits liés à une contrepartie variable découlant de modifications de contrats et de réclamations doivent être hautement probables pour pouvoir être comptabilisés. Les réclamations ne sont comptabilisées à titre de contrepartie variable que lorsqu'il est hautement probable que les produits ne feront pas l'objet d'un ajustement à la baisse dans l'avenir. Les produits liés aux modifications de contrats sont traités comme une contrepartie variable lorsque les modifications apportées au contrat sont approuvées par le client, mais que le prix n'est pas convenu ou fixé.

Entreprise de carburants pour véhicules routiers

Les honoraires et les coûts connexes sont comptabilisés à un moment précis, lorsque les services de l'entreprise de carburants pour véhicules routiers sont rendus.

Les produits tirés de la vente de biens de l'entreprise de carburants pour véhicules routiers de la société en commandite représentent les ventes facturées nettes de carburants et de certificats relatifs à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable, en excluant les taxes à la valeur ajoutée, mais en incluant les taxes d'accise, qui sont considérées comme des taxes à la production et comptabilisées dans la contrepartie reçue. Les produits sont comptabilisés au moment où il y a transfert du titre de propriété au client.

Entreprise de services de soins de santé

Les produits tirés de contrats conclus avec des clients sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle l'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite a droit en échange de ces biens ou services. L'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite a conclu qu'elle agit pour son propre compte dans le cadre de ses accords générateurs de produits, puisqu'elle contrôle habituellement les biens ou les services avant de les transférer aux clients.

L'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite a deux types d'obligations de prestation : les services hospitaliers et les services de gestion d'hôpitaux. Dans le cas des services hospitaliers, les produits liés à chaque service chirurgical et non chirurgical fourni à un patient sont comptabilisés sur la période allant de l'admission du patient à sa sortie. Dans le cas des services de gestion d'hôpitaux, les produits liés aux honoraires de gestion sont comptabilisés conformément à l'accord pertinent.

Entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires

La majorité des produits générés par l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite provient de contrats qui prévoient des obligations de prestation multiples. Le prix de transaction prévu dans un contrat est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé en produits lorsque l'obligation de prestation est remplie ou à mesure qu'elle est remplie. La société en commandite doit établir sa meilleure estimation du prix de vente spécifique pour chaque bien ou service distinct comme base de répartition du prix de transaction total. La méthode principale utilisée pour estimer le prix de vente spécifique est la méthode de l'évaluation du marché avec ajustement, alors que la méthode du coût attendu plus marge est utilisée pour certaines catégories de produits.

L'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite tire des produits de l'offre de solutions logicielles et technologiques pour les FEO et détaillants d'automobiles, y compris les suivantes :

- des systèmes de gestion de concessions (« SGC ») et des applications en couches, qui peuvent être installés dans les locaux du client ou être hébergés et fournis en tant que logiciel-service, ce qui comprend la maintenance et le soutien continus;
- des services connexes tels que l'installation, la formation initiale et la mise à jour des données.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Les ententes de logiciels-services et les autres ententes de services hébergés, qui permettent au client d'avoir accès au logiciel en continu pendant la durée du contrat sans en prendre le contrôle, prévoient une prestation sur abonnement. En vertu de ces ententes, le client obtient l'accès au logiciel, qui réside et est maintenu sur les serveurs gérés de l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite. Le client n'obtient pas le droit de prendre possession du logiciel. Par conséquent, ces ententes ne comprennent pas de licence de logiciel. Les services de soutien, de maintenance et d'hébergement ne sont pas distincts des logiciels-services et des autres services hébergés à l'intérieur du contrat, et ils sont ainsi fournis sur la même période et le contrôle est transféré au même rythme que ceux-ci. Par conséquent, ils sont regroupés et comptabilisés comme une seule et même obligation de prestation. Les activités de mise en place, telles que l'installation, la formation initiale et les mises à jour des données, qui doivent être entreprises pour exécuter le contrat sont considérées comme des activités liées à l'exécution qui ne donnent pas lieu à la fourniture du service au client. Le contrat d'un client peut également prévoir, en plus de l'accès à l'application logicielle principale de SGC, l'accès à des applications en couches qui sont individuellement considérées comme des obligations de prestation distinctes.

Les produits tirés des ententes de logiciels-services et des autres ententes de services hébergés sont comptabilisés proportionnellement sur la durée du contrat. L'obligation de la société en commandite en vertu de ces ententes consiste à être prête à fournir les services sous-jacents, selon les exigences du client. Le client reçoit les avantages procurés par la prestation des services, et l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite a droit à un paiement à mesure que les services sont rendus. Une méthode fondée sur les extrants en fonction du temps écoulé est utilisée pour évaluer l'avancement, car l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite transfère le contrôle de façon égale sur la durée du contrat.

Entreprise de services technologiques

L'entreprise de services technologiques de la société en commandite comptabilise les produits tirés des principales sources suivantes : i) l'externalisation de processus d'affaires, ii) les services de formation et iii) les activités complémentaires.

Les produits tirés de l'externalisation de processus d'affaires sont comptabilisés lorsque les services sont rendus en fonction de tarifs contractuels à l'heure ou par minute de connexion. Les produits tirés des services de formation représentent les montants facturables au client à un tarif horaire convenu pour la formation que les agents suivent avant d'assurer la prestation de services pour un compte particulier. Les produits tirés des activités complémentaires telles que les services de TI sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

Les produits des activités ordinaires comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la prestation de services dans le cours normal des activités de l'entreprise de services technologiques de la société en commandite. Les ventes sont présentées, déduction faite de la taxe sur la valeur ajoutée, des remises et des rabais.

Les produits tirés de la prestation de services sont comptabilisés dans la période comptable au cours de laquelle les services sont rendus en fonction du prix convenu avec les clients.

Services d'infrastructures***Entreprise de services de location de solutions modulaires***

La location d'unités modulaires et les autres gammes de produits, y compris la location d'escaliers, de rampes, de meubles, d'extincteurs, de climatiseurs et de points d'accès Internet sans fil, l'exonération des dommages et les programmes de service, constituent la principale source de produits des activités ordinaires de l'entreprise de services de location de solutions modulaires de la société en commandite. Les produits tirés de la location sont comptabilisés en vertu des exigences d'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), tandis que les autres sources de produits des activités ordinaires sont comptabilisées en vertu d'IFRS 15.

Les produits tirés des services de livraison et d'installation de modules comprennent les frais facturés pour la livraison, l'installation, le démontage et le ramassage du matériel de location dans les locaux des clients, ainsi que pour le repositionnement du matériel de location. Les produits tirés des services de livraison et d'installation de modules sont généralement comptabilisés progressivement, car le client reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par la prestation des services au fur et à mesure que celle-ci a lieu.

Les produits tirés de la vente d'espaces modulaires et d'unités de stockage portables neufs et usagés sont comptabilisés à un moment précis, lorsque le client obtient le contrôle de l'actif, notamment un droit actuel à un paiement, le titre de propriété, la possession matérielle, les risques et avantages inhérents à la propriété et l'acceptation de l'actif, ce qui survient généralement à la livraison de l'actif.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Les produits tirés de projets de construction modulaires sont généralement comptabilisés progressivement, à mesure que la prestation crée ou valorise un actif dont le client obtient le contrôle ou, dans certains cas, crée un actif spécifique qui ne pourrait être utilisé autrement et qui donne un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée. Les projets de construction à prix fixe utilisent généralement la méthode des coûts engagés pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies, car elle reflète le mieux le transfert du contrôle au client.

Les produits tirés de la location et des services d'hébergement à distance se rapportent à la location et à l'exploitation de modules d'hébergement pour la main-d'œuvre à distance, services dans le cadre desquels l'entreprise fournit le logement, la restauration et le transport pour satisfaire les besoins des clients. Il a été déterminé que ces activités constituent une série de services d'hébergement pour lesquels le client reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par la prestation de services au fur et à mesure que celle-ci a lieu. Les produits sont comptabilisés progressivement en fonction du nombre de nuits de services d'hébergement fournis.

Entreprise de services de technologie nucléaire

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de produits sont comptabilisés à un moment précis lorsque les produits ont été expédiés et que le contrôle est transféré au client. Les produits des activités ordinaires tirés de contrats visant à offrir des services d'ingénierie, de conception ou autres sont comptabilisés et présentés progressivement en fonction d'une évaluation appropriée du degré d'avancement. L'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite utilise une méthode fondée sur les intrants, soit la méthode des coûts engagés, pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15.

En vertu d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires liés à une contrepartie variable ainsi qu'à des modifications de contrats et à des réclamations doivent être hautement probables pour pouvoir être comptabilisés. Les produits des activités ordinaires liés à une contrepartie variable ne sont comptabilisés que dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant des produits des activités ordinaires comptabilisé. L'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite tient compte, dans ses estimations relatives aux contrats, des produits additionnels pouvant découler des modifications de contrats soumises ou des réclamations déposées contre le client ou d'autres parties lorsqu'elle estime avoir un droit exécutoire lié à la modification ou à la réclamation, que le montant peut être estimé de façon fiable et que sa réalisation est probable. L'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite tient compte des honoraires liés au rendement dans le prix de transaction estimatif lorsqu'elle est en mesure d'estimer raisonnablement le montant des honoraires.

Entreprise de services liés au pétrole extracôtier

La principale source de produits des activités ordinaires de l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite est l'affrètement des navires et des plateformes de forage en mer pour ses clients. Les contrats ayant trait aux unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer (« UFPSD ») et les contrats d'affrètement sont les principales formes de contrats de la société en commandite.

- Contrats liés aux UFPSD : En vertu d'un contrat lié aux UFPSD, la société en commandite affrète une UFPSD à un client pour une durée fixe, en général supérieure à un an. Les obligations de prestation aux termes d'un contrat lié aux UFPSD, qui comprendront l'utilisation d'une UFPSD par l'affrèteur et l'exploitation d'une UFPSD, sont remplies progressivement à mesure que les services sont rendus tout au long de la durée du contrat, évaluée en fonction du temps écoulé depuis le début de la prestation.

Les composantes de la contrepartie variable prévue par certains contrats liés aux UFPSD peuvent prendre diverses formes, notamment des ajustements ou des remboursements des charges, une rémunération incitative et des pénalités. La contrepartie variable aux termes des contrats de la société en commandite est habituellement comptabilisée à mesure qu'elle est gagnée. Ainsi, soit les produits connexes sont affectés et comptabilisés conformément aux exigences en matière de comptabilisation des contrats de location, soit cette contrepartie est affectée à la période distincte au cours de laquelle elle a été gagnée.

- Contrats d'affrètement : Les prix des voyages effectués conformément à un contrat d'affrètement pour les pétroliers-navettes de la société en commandite sont établis selon les modalités convenues dans le contrat d'affrètement. Les obligations de prestation au cours d'un voyage effectué en vertu d'un contrat d'affrètement, qui habituellement comprennent l'utilisation d'un navire par l'affrèteur et l'exploitation du navire, sont remplies progressivement à mesure que les services sont rendus tout au long de la durée du voyage, évaluée en fonction du temps écoulé depuis le début de la prestation. La durée d'un seul voyage sera généralement de moins de deux semaines.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Activités industrielles

Fabrication

Les ventes de biens sont comptabilisées à un moment précis lorsque le contrôle du produit est transféré au client. Les produits tirés des services sont comptabilisés progressivement à mesure que les services sont rendus.

Entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées

Les produits tirés de la prestation de services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées sont comptabilisés progressivement, à mesure que les services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées sont fournis. Les produits tirés de la vente d'eaux industrielles sont comptabilisés lorsque le contrôle du produit est transféré au client, ce qui coïncide habituellement avec le moment de la facturation.

Les produits tirés de la construction sont déterminés et comptabilisés en fonction d'une méthode fondée sur les intrants, sur la base des coûts engagés à ce jour, majorés d'une marge applicable.

p) Travaux en cours au titre des contrats

Le montant brut à recevoir des clients pour les travaux prévus à l'ensemble des contrats en cours pour lesquels les coûts engagés majorés des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées) dépassent les facturations à l'avancement est généralement présenté à titre d'actif. Les facturations à l'avancement qui n'ont pas encore été réglées par les clients, et les retenues, sont incluses dans le poste Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net des états consolidés de la situation financière. Les montants bruts à payer aux clients pour les travaux prévus à l'ensemble des contrats en cours pour lesquels les facturations à l'avancement dépassent les coûts engagés majorés des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées) sont généralement présentés à titre de passifs au poste Créditeurs et autres passifs.

Les travaux de construction en cours au titre des contrats de construction sont présentés au coût majoré des bénéfices comptabilisés à ce jour, calculés conformément aux obligations de prestation remplies progressivement, y compris les retenues à payer et à recevoir, moins une provision pour les pertes prévisibles et les paiements à l'avancement reçus à ce jour.

q) Instruments financiers et comptabilité de couverture

Classement et évaluation

Le tableau suivant présente un résumé du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la société en commandite aux termes d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »).

	Catégorie d'évaluation aux termes d'IFRS 9	Poste des états consolidés de la situation financière
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Débiteurs	Coût amorti	Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net
Liquidités soumises à restrictions	Coût amorti	Actifs financiers
Titres de capitaux propres	JVRN/JVAERG	Actifs financiers
Titres de créance	Coût amorti/JVRN/JVAERG	Actifs financiers
Actifs dérivés	JVRN ¹	Actifs financiers
Autres actifs financiers	Coût amorti/JVRN/JVAERG	Actifs financiers
Passifs financiers		
Emprunts	Coût amorti	Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite et emprunts généraux
Créditeurs et autres passifs	Coût amorti	Créditeurs et autres passifs
Passifs dérivés	JVRN ¹	Créditeurs et autres passifs

1. Les actifs et les passifs dérivés sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à l'exception de ceux désignés comme faisant partie de relations de couverture.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Le classement des instruments financiers dépend du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. La société en commandite maintient un portefeuille de titres négociables formé de titres de capitaux propres et de titres de créance. Les titres négociables sont comptabilisés à la juste valeur à leur date de transaction. Ils sont ensuite évalués à la juste valeur à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées en résultat net (« à la juste valeur par le biais du résultat net » ou « JVRN ») ou dans les autres éléments du résultat global (« à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » ou « JVAERG »). Dans le cas des placements dans des instruments de créance, l'évaluation ultérieure dépend du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des placements et des caractéristiques des flux de trésorerie des instruments de créance.

Lors de la comptabilisation initiale, la société en commandite évalue un actif financier à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charges au poste Autres produits (charges), montant net des états consolidés du résultat net.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus. Les actifs financiers classés au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Dépréciation d'actifs financiers

La société en commandite comptabilise une correction de valeur pour pertes de crédit attendues au titre des actifs financiers, y compris les prêts et les titres de créance évalués au coût amorti, les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les engagements de prêt non utilisés. Des pertes de crédit attendues sont également déterminées à l'égard des créances clients et des actifs sur contrat. Le modèle des pertes de crédit attendues comporte trois phases : phase 1 – pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir en ce qui concerne les actifs financiers productifs, phase 2 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie des actifs financiers qui ont connu une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, et phase 3 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie des actifs financiers dépréciés.

La société en commandite calcule les pertes de crédit attendues en fonction de l'insuffisance de flux de trésorerie perçus, attendue, établie par pondération probabiliste, par rapport à la valeur comptable du prêt ou du placement, et elle tient compte d'informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions des événements et de la conjoncture économique encore à venir qui pourraient avoir une incidence sur le profil de crédit des prêts. La société en commandite tient compte de l'information prospective pour déterminer une augmentation importante du risque de crédit et évaluer les pertes de crédit attendues. Des facteurs macroéconomiques prospectifs sont également intégrés aux paramètres des risques, s'il y a lieu.

La société en commandite utilise une méthode simplifiée pour évaluer la correction de valeur pour pertes au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrat. Les pertes de crédit attendues sur les créances clients sont estimées au moyen d'une matrice des provisions établie selon l'expérience passée en matière de défaillance des débiteurs et une analyse de la situation financière actuelle de ces derniers, et ajustées en fonction de facteurs propres au débiteur, de l'état général de l'économie dans le secteur où le débiteur exerce ses activités et d'une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture. La charge pour pertes de crédit attendues est présentée au montant net au poste de l'actif financier correspondant dans les états consolidés de la situation financière, et une charge correspondante est comptabilisée à titre de coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****Dérivés et activités de couverture**

La société en commandite a recours, de manière sélective, à des instruments financiers dérivés, principalement pour gérer les risques financiers, notamment les risques de change, les risques de taux d'intérêt et les risques liés aux prix des marchandises. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu, et ils sont ultérieurement réévalués à la juste valeur à chaque date de clôture. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé en résultat net, à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation en résultat net dépend de la nature de la relation de couverture. La comptabilité de couverture est appliquée si l'instrument dérivé est désigné comme couverture d'un risque précis et s'il existe une assurance qu'il restera très efficace comme couverture afin de compenser les flux de trésorerie ou la juste valeur. La société en commandite cesse d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective lorsque le dérivé n'est plus admissible à titre de couverture ou lorsque la relation de couverture prend fin. Une fois que la société en commandite a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture, la variation cumulative de la juste valeur de l'instrument dérivé, qui avait été antérieurement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans le cadre de l'application de la comptabilité de couverture, est constatée en résultat net pendant la durée résiduelle de la relation de couverture initiale, à mesure que les montants liés à l'élément couvert sont comptabilisés en résultat net. Les actifs ou les passifs liés aux profits ou aux pertes latents liés à la valeur de marché sur les instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans les actifs financiers et les passifs financiers, respectivement.

*i) Éléments classés à titre de couvertures**Couvertures d'investissement net*

Les pertes et les profits réalisés ou latents sur les contrats de change et les instruments d'emprunt libellés en devises qui sont désignés comme couvertures du risque de change découlant d'un investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont inclus dans les capitaux propres et dans le résultat net de la période au cours de laquelle la filiale est cédée en tout ou en partie et qu'il y a perte de contrôle.

Couvertures de juste valeur

Les instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures pour compenser les variations correspondantes de la juste valeur des actifs et des passifs sont évalués à leur juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net en compensation des variations de la juste valeur comptabilisées en résultat net à l'égard de l'élément couvert.

Couvertures de flux de trésorerie

Les profits et les pertes latents sur les contrats sur marchandises désignés comme couvertures des fluctuations des prix des marchandises sont inclus dans les capitaux propres à titre de couvertures de flux de trésorerie, lorsque le risque lié aux prix des marchandises a trait à des intrants liés à la production de stocks. Au moment du règlement des contrats sur marchandises désignés comme couvertures de flux de trésorerie, les profits et les pertes réalisés sont reclassés des capitaux propres aux stocks à titre d'ajustement de base. L'incidence des contrats sur marchandises désignés comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée en résultat net lorsque les stocks sont vendus.

Les profits et les pertes latents sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures des versements d'intérêt futurs variables sont inclus dans les capitaux propres à titre de couvertures de flux de trésorerie, lorsque le risque de taux d'intérêt a trait à un versement d'intérêt variable prévu. Les échanges de paiements périodiques sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures de la dette sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement comme ajustement des charges d'intérêts.

Les profits et les pertes latents sur les contrats de change à terme désignés comme couvertures de l'exposition de la société en commandite au risque de change dans le cadre des transactions prévues et des engagements fermes sont compris dans les capitaux propres à titre de couverture de flux de trésorerie. Les montants accumulés dans les capitaux propres sont comptabilisés en fonction de la nature de la transaction couverte sous-jacente. Si la transaction couverte conduit à comptabiliser ultérieurement un élément non financier, le montant accumulé dans les capitaux propres est sorti de la composante distincte des capitaux propres et incorporé au coût initial ou à toute autre valeur comptable de l'actif ou du passif couvert.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020***ii) Éléments non classés à titre de couvertures*

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, et les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés en résultat net dans la période au cours de laquelle ces variations se sont produites. Les profits et pertes réalisés et latents sur les dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont inscrits au poste Autres produits (charges), montant net des états consolidés du résultat net.

r) Produits d'intérêts

Les intérêts liés aux actifs et aux passifs portant intérêt qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à titre de produits d'intérêts au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs attendus pour la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir exactement sa valeur comptable. Le calcul tient compte du taux d'intérêt contractuel, et de tous les frais ou coûts marginaux directement attribuables à l'instrument et de toutes les autres surcotes ou décotes.

s) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou estimé selon une autre technique d'évaluation. Lorsqu'elle estime la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la société en commandite tient compte des caractéristiques de l'actif ou du passif si c'est ce que feraient les intervenants du marché pour fixer le prix de l'actif ou du passif à la date d'évaluation.

L'évaluation de la juste valeur se divise en trois niveaux hiérarchiques (niveaux 1, 2 ou 3). Les niveaux hiérarchiques des justes valeurs sont fondés sur le niveau auquel les données d'entrée à l'égard des évaluations de la juste valeur sont observables. Les niveaux se présentent comme suit :

Niveau 1 – Les données d'entrée ne sont pas ajustées et elles consistent en des cours du marché sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques à la date d'évaluation.

Niveau 2 – Les données d'entrée (autres que les cours du marché visés au niveau 1) sont observables sur le marché de façon directe ou indirecte pour l'actif ou le passif, par corrélation, à la date d'évaluation et sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif.

Niveau 3 – Les données d'entrée ne sont pas observables et elles reflètent la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce que des intervenants du marché utiliseraient pour évaluer les actifs et les passifs à la date d'évaluation. Le risque inhérent à la technique d'évaluation et aux données d'entrée utilisées pour réaliser l'estimation est pris en compte.

D'autres renseignements sur l'évaluation de la juste valeur sont présentés à la note 4.

t) Impôt sur le résultat

Brookfield Business Partners L.P. est une entité intermédiaire à des fins fiscales et n'est donc pas assujettie à l'impôt des Bermudes. Toutefois, des charges d'impôt sur le résultat sont comptabilisées au titre de l'impôt à payer par les entités de portefeuille et par toute filiale directe ou indirecte de ces entités de portefeuille. La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible au cours de la période et de l'impôt différé.

i) Impôt exigible

Les actifs et passifs d'impôt exigible sont évalués en fonction du montant que la société en commandite prévoit verser aux autorités fiscales, déduction faite des recouvrements, selon les taux d'imposition et les lois sur l'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020***ii) Impôt différé*

Les passifs d'impôt différé sont évalués au moyen de l'application de la méthode du report variable aux différences temporaires qui existent entre la base fiscale des actifs et des passifs utilisée pour le calcul du bénéfice imposable et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles, tous les crédits d'impôt et toutes les pertes fiscales non utilisés reportés en avant, dans la mesure où il est probable que les déductions, les crédits d'impôt et les pertes fiscales puissent être utilisés. De tels actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si les différences temporaires découlent du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs dans une transaction qui n'a aucune incidence sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable, sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable que les actifs d'impôt soient recouvrés.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement aux différences temporaires imposables liées aux participations dans des filiales et aux placements mis en équivalence, et aux participations dans des coentreprises, sauf lorsque la société en commandite est en mesure de contrôler la résorption de la différence temporaire et qu'il est probable que les différences temporaires ne feront pas l'objet d'une résorption dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles liées à de tels placements et participations sont uniquement comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'il y aura un bénéfice imposable suffisant auquel les différences temporaires pourront être imputées et que celles-ci feront l'objet d'une résorption dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la société en commandite s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès d'une seule entité imposable, ou que la société en commandite a l'intention de régler ses passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net dans le cas où il existe différentes entités imposables soumises à la même administration fiscale et qu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible.

u) Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la société en commandite a une obligation actuelle, qu'elle soit juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable que la société en commandite devra régler l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont comptabilisées au poste Créditeurs et autres passifs des états consolidés de la situation financière, et une charge correspondante est comptabilisée au poste Autres produits (charges), montant net des états consolidés du résultat net.

Le montant comptabilisé à titre de provision est la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la clôture de la période de présentation de l'information financière, prenant en compte les risques et les incertitudes entourant l'obligation. Dans les cas où une provision est évaluée au moyen des flux de trésorerie estimés pour régler l'obligation, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Lorsqu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires pour régler une provision doit être recouvrée auprès d'un tiers, le débiteur est comptabilisé à titre d'actif s'il est pratiquement certain que le remboursement sera reçu et que le montant du débiteur peut être mesuré de manière fiable.

i) Provisions pour défauts de fabrication

Les provisions établies à l'égard des défauts de fabrication sont calculées en fonction d'une charge standard en pourcentage de la valeur totale des contrats relatifs à des projets de construction achevés, et elles représentent des provisions relatives à des défauts de fabrication cachés potentiels qui se manifestent généralement sur une certaine période suivant l'achèvement pratique.

Les réclamations contre la société en commandite sont également comptabilisées à titre de provisions pour défauts de fabrication lorsqu'il est probable que la société en commandite sera tenue d'éteindre l'obligation et que le montant nécessaire pour régler l'obligation peut être estimé de manière fiable.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

ii) Passifs relatifs au démantèlement

Certaines des filiales de la société en commandite comptabilisent des passifs relatifs au démantèlement découlant d'obligations de remettre en état les biens qu'elles exploitent.

La société en commandite comptabilise un passif relatif au démantèlement au cours des périodes pour lesquelles elle a une obligation actuelle juridique ou implicite dont le montant de l'obligation peut être établi de manière raisonnable. Les passifs sont calculés en fonction des exigences, des technologies et du niveau des prix actuels, et la valeur actuelle est calculée selon des montants actualisés sur la durée d'utilité économique des actifs. Les montants sont actualisés à un taux qui rend compte des risques propres au passif. La direction révisé ces estimations sur une base régulière, et elle applique les changements éventuels sur une base prospective. La juste valeur du passif relatif au démantèlement estimatif est comptabilisée à titre de passif à long terme, et elle donne lieu à une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe. Le montant du passif est augmenté à chaque période de clôture en raison de l'écoulement du temps, et l'augmentation due à la désactualisation est imputée aux autres produits (charges), montant net de la période. Des révisions apportées périodiquement au calendrier estimatif des flux de trésorerie, au coût non actualisé estimé initial et aux variations du taux d'actualisation peuvent également donner lieu à une augmentation ou une diminution du passif relatif au démantèlement. Les coûts réels engagés dans le cadre du règlement de l'obligation sont comptabilisés en diminution du passif relatif au démantèlement jusqu'à concurrence du passif comptabilisé.

iii) Provisions pour contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées à titre de provisions dans les créditeurs et autres passifs et évaluées à la valeur actualisée de la meilleure estimation des dépenses requises pour régler l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque la société en commandite a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus.

v) Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Certaines filiales de la société en commandite offrent à leurs employés des avantages postérieurs à l'emploi au moyen d'un régime à cotisations définies. Les montants versés aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils deviennent exigibles.

Certaines filiales de la société en commandite offrent des régimes à prestations définies. La charge au titre des régimes à prestations définies, qui inclut le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût financier net, est comprise dans les coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net. Pour chacun des régimes à prestations définies, la société en commandite comptabilise la valeur actualisée de ses obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime en tant qu'actif ou que passif au titre des prestations définies présenté aux postes Autres actifs ou Créditeurs et autres passifs, respectivement, des états consolidés de la situation financière. Les obligations de la société en commandite à l'égard de ses régimes à prestations définies sont déterminées périodiquement au moyen d'évaluations actuarielles.

Le coût des pensions et des autres prestations de retraite accumulées par les employés est établi par des calculs actuariels au moyen de la méthode des unités de crédit projetées (aussi connue sous le nom de méthode de répartition des prestations au prorata des services) et selon les meilleures estimations de la direction du taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite des employés et de leur longévité future prévue.

Aux fins du calcul des rendements prévus des actifs des régimes, les actifs des régimes sont évalués à la juste valeur.

La société en commandite comptabilise les écarts actuariels dans les autres éléments de bénéfice global (de perte globale) au cours de la période dans laquelle ces écarts ont lieu.

w) Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette condition est réputée être satisfaite seulement lorsque la vente est hautement probable et que l'actif non courant ou le groupe destiné à être cédé est disponible pour vente immédiate dans sa condition actuelle. La direction doit s'être engagée à l'égard de la vente, qui devrait normalement répondre, dans l'année suivant sa classification, aux critères de comptabilisation à titre de vente réalisée, sous réserve de quelques exceptions limitées.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, et ils sont classés dans les actifs courants. Une fois qu'elles sont classées comme détenues en vue de la vente, les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties.

x) Contrats d'assurance

La société en commandite a adopté IFRS 17, *Contrats d'assurance*, le 1^{er} janvier 2023, et la date de transition est le 1^{er} janvier 2022. IFRS 17 remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance* (« IFRS 4 »), et les interprétations connexes. L'adoption d'IFRS 17 n'a eu une incidence que sur les résultats présentés par la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite. Les présents états financiers consolidés de la société en commandite présentent les résultats de la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite sur la base de l'application d'IFRS 17 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et sur la base de l'application d'IFRS 4 pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

La société en commandite a appliqué l'approche rétrospective intégrale pour les contrats d'assurance émis à compter du 1^{er} janvier 2020. Pour les groupes de contrats émis en 2019 et au cours des exercices antérieurs, la société en commandite a déterminé qu'il est impossible d'appliquer l'approche rétrospective intégrale et a choisi d'appliquer l'approche fondée sur la juste valeur. Par conséquent, les données de la période comparative ont été ajustées et l'incidence de la transition, qui se chiffre à 17 M\$, a été comptabilisée à titre d'augmentation des capitaux propres d'ouverture le 1^{er} janvier 2022 (l'« adoption d'IFRS 17 »).

L'incidence de l'adoption d'IFRS 17 sur l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 s'est traduite par une diminution de 153 M\$ des autres actifs et par une diminution de 95 M\$ des immobilisations incorporelles découlant principalement de la décomptabilisation des soldes liés aux concepts d'IFRS 4, ainsi que par une diminution de 199 M\$ des créditeurs et autres passifs principalement attribuable aux différences en matière d'évaluation en vertu d'IFRS 17.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 17 sur l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est traduite par une diminution de 160 M\$ des produits, par une augmentation de 8 M\$ des coûts d'exploitation directs, par une diminution de 12 M\$ des frais généraux et administratifs et par une augmentation de 41 M\$ de l'économie d'impôt différé. L'incidence sur le bénéfice net s'est traduite par une diminution de 0,25 \$ du bénéfice de base et dilué par part de société en commandite.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 17 sur l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est traduite par la comptabilisation de la réserve financière d'assurance de 86 M\$ et par une augmentation de la charge d'impôt différé de 23 M\$.

Bien qu'IFRS 17 modifie le calendrier de comptabilisation du bénéfice ainsi que la présentation et les informations à fournir à l'égard des contrats d'assurance, elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie générés par la société en commandite. Par conséquent, l'adoption d'IFRS 17 n'a pas d'incidence significative sur l'entreprise.

La méthode comptable de la société en commandite à l'égard des contrats d'assurance, conformément à IFRS 17, est présentée en détail ci-dessous.

Les polices d'assurance de la société en commandite sont classées comme des contrats sans participation directe et sont évaluées selon la méthode d'évaluation générale en vertu d'IFRS 17. La méthode d'évaluation est fondée sur des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient survenir lorsque la société en commandite exécutera les contrats, sur un ajustement explicite au titre du risque non financier et sur une marge sur services contractuels. L'ajustement au titre du risque non financier reflète l'indemnité que l'assureur exige pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie. Ensemble, l'estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et un ajustement au titre du risque non financier sont appelés les flux de trésorerie d'exécution. La marge sur services contractuels représente le profit non acquis comptabilisé en produits d'une manière systématique sur la période de couverture à mesure que les services d'assurance sont fournis.

Les produits tirés de l'assurance prêt hypothécaire gagnés au cours de chaque période de présentation de l'information financière représentent principalement les variations du passif au titre de la couverture restante qui sont liées aux services relatifs aux contrats d'assurance fournis au cours de la période et une répartition des primes imputées au recouvrement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition. Pour toutes les périodes présentées, les produits des activités d'assurance sont inclus dans les produits dans l'état consolidé du résultat net.

Les passifs d'assurance sont inclus dans les créditeurs et autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière, et la valeur comptable à chaque date de clôture correspond à la somme du passif au titre de la couverture restante et du passif au titre des sinistres survenus.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

a) Passif au titre de la couverture restante

À la passation du contrat d'assurance, un passif au titre de la couverture restante est établi, lequel comprend les flux de trésorerie d'exécution se rapportant aux services qui seront fournis au cours de périodes futures et le solde de la marge sur services contractuels à cette date. Si les flux de trésorerie d'exécution d'un contrat à la date de comptabilisation initiale constituent une sortie nette, le contrat est considéré comme déficitaire. Une perte sur les contrats d'assurance déficitaires est comptabilisée immédiatement dans l'état consolidé du résultat net.

Tous les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition sont inclus dans l'évaluation des flux de trésorerie d'exécution et comptabilisés dans les passifs d'assurance.

Tous les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur le marché choisi selon une approche descendante qui reflète les caractéristiques des passifs d'assurance. La société en commandite a choisi de ventiler les charges financières d'assurance entre les montants inclus dans le résultat net et les montants inclus dans les autres éléments du résultat global. La capitalisation des intérêts est comptabilisée en résultat net à titre de charges financières d'assurance, tandis que l'incidence des variations des taux d'actualisation est comptabilisée à titre de charges financières d'assurance dans les autres éléments du résultat global.

L'ajustement au titre du risque a été déterminé au moyen d'une technique fondée sur le niveau de confiance.

La marge sur services contractuels est comptabilisée en résultat net pour refléter les services fournis au cours de chaque période de présentation de l'information financière en fonction du nombre d'unités de couverture fourni au cours de la période, déterminé en considération, pour chaque contrat, du volume de prestations fourni et de la période de couverture prévue. Les unités de couverture sont revues et mises à jour à chaque date de clôture. L'assureur détermine le volume de prestations fourni en vertu de ses contrats d'assurance sur la base des pertes en cas de défaut, qui sont définies comme le solde en principal impayé des prêts hypothécaires, majoré des coûts prévus de la saisie, moins la valeur prévue du bien porté en garantie du sinistre.

b) Passif au titre des sinistres survenus

Le passif au titre des sinistres survenus comprend les flux de trésorerie d'exécution relatifs aux sinistres survenus et aux charges engagées qui n'ont pas encore été payées, y compris les sinistres survenus mais qui n'ont pas encore été déclarés.

Les flux de trésorerie d'exécution comprennent le coût de règlement des sinistres et les flux de trésorerie liés au recouvrement attendu de biens immobiliers en cas de défaillance des emprunteurs (déclarée et non déclarée) survenue à chaque date de clôture ou avant cette date, actualisés afin de tenir compte de la valeur temps de l'argent au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur le marché. Le passif comprend également un ajustement au titre du risque non financier déterminé au moyen de facteurs de risque déterminés de façon actuarielle.

Méthode comptable à l'égard des contrats d'assurance pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

Les paragraphes suivants décrivent la méthode comptable de la société en commandite en fonction des directives d'IFRS 4 utilisées pour présenter et évaluer les résultats de la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

i) Primes souscrites, primes acquises et réserve pour primes non acquises

Les primes d'assurance prêt hypothécaire sont différées et prises en compte dans les produits sur la durée des contrats correspondants. La tranche des primes non acquises est incluse au poste Créditeurs et autres passifs des états consolidés de la situation financière. Les primes souscrites sont comptabilisées à titre de primes acquises selon une courbe de comptabilisation des primes établie en fonction de différents facteurs qui est fondée sur un modèle de survenance des pertes attendues. La société en commandite effectue des études actuarielles de survenance des pertes au moins une fois l'an et peut ajuster les facteurs en fonction desquels les primes sont acquises à la lumière des résultats de ces études. Les variations de la courbe de comptabilisation des primes sont traitées comme un changement d'estimation et sont comptabilisées sur une base prospective.

Une provision pour insuffisance des primes est constituée au besoin. Cette provision correspond à l'excédent de la valeur actualisée (établie au moyen d'un taux d'actualisation approprié) des pertes futures attendues liées aux sinistres et aux charges se rapportant aux contrats en vigueur sur la réserve pour primes non acquises.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****ii) Frais pour risques courus**

Parallèlement à l'obtention de soutien au crédit sous forme d'une garantie du gouvernement du Canada, la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite est assujettie à des frais pour risques courus correspondant à 2,25 % des primes brutes souscrites. Les frais pour risques courus se rapportent directement à l'acquisition de la nouvelle entreprise d'assurance prêt hypothécaire. Par conséquent, les frais pour risques courus sont par la suite différés et passés en charges dans la période au cours de laquelle les primes sont acquises, proportionnellement à cette période, et présentés dans les frais d'acquisition de polices différés au poste Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net des états consolidés de la situation financière.

iii) Pertes sur sinistres et réserves pour pertes

Les pertes sur sinistres comprennent les frais de règlement des sinistres internes et externes et sont comptabilisées déduction faite des montants reçus ou qui devraient être recouvrés.

Les réserves pour pertes représentent le montant requis pour couvrir le coût final net prévu du règlement des sinistres, y compris les frais de règlement découlant des défauts de paiement des emprunteurs (déclarés ou non déclarés) survenus à chaque date de clôture ou avant cette date. Les réserves pour pertes sont comptabilisées dans les créditeurs et autres passifs dans les états consolidés de la situation financière et sont actualisées pour tenir compte de la valeur temps de l'argent. La société en commandite comptabilise une provision supplémentaire pour tenir compte des écarts défavorables selon une marge explicite en prévision d'écarts défavorables établie par un actuaire attitré.

Les augmentations des réserves pour pertes sont comptabilisées à titre de charges dans les coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net. Les réserves pour pertes sont décomptabilisées une fois que le sinistre a été réglé et que l'obligation de la société en commandite en vertu du contrat a été remplie, ou une fois que l'emprunteur a remédié à la situation de défaillance de son prêt, et que la direction estime qu'aucune perte ne sera subie à l'égard du contrat.

y) Bénéfice (perte) par part de société en commandite

La société en commandite calcule le bénéfice (la perte) de base par part en divisant le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux commanditaires par le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation au cours de la période. Pour calculer le bénéfice (la perte) dilué par part, la société en commandite ajuste le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux commanditaires, ainsi que le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation, pour tenir compte des effets de toutes les parts de société en commandite potentielles dilutives.

z) Secteurs

Les secteurs opérationnels de la société en commandite sont des composantes de nos activités pour lesquelles des informations financières distinctes sont régulièrement examinées par le principal décideur opérationnel en vue d'en évaluer la performance et de prendre des décisions en matière d'affectation des ressources. La société en commandite a établi que le principal décideur opérationnel est le chef de la direction et chef des finances. Les secteurs opérationnels de la société en commandite sont les suivants : Services commerciaux, Services d'infrastructures, Activités industrielles et Siège social et autres.

aa) Contrats de location

La société en commandite comptabilise les contrats de location conformément à IFRS 16. Lorsque la société en commandite intervient en tant que preneur, elle détermine si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat de location et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels elle intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Pour ces types de contrats, la société en commandite comptabilise les paiements de loyers comme des charges d'exploitation selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre méthode systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé, ou sinon à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent : i) les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location; ii) les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début; iii) la somme que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle; iv) le prix d'exercice des options d'achat, si on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées; et v) les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de l'option de résiliation du contrat de location. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

La société en commandite réévalue les obligations locatives et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe i) lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'appréciation quant à savoir si une option d'achat sera exercée, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; ii) lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué); ou iii) lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas traitée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date ainsi que les coûts directs initiaux, le cas échéant. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Il est amorti sur la période la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par la société en commandite, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe doit être amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location. La société en commandite applique IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et elle comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite dans la méthode relative à la dépréciation d'actifs présentée à la note 21).

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements et sont comptabilisés dans les coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net.

Lorsque la société en commandite intervient en tant que bailleur, un contrat de location est classé en tant que contrat de location-financement ou contrat de location simple, au début du contrat de location. Si le contrat représente un contrat de location-financement dont les risques et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés au preneur, la société en commandite comptabilise une créance liée à un contrat de location-financement d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location, actualisé au taux d'intérêt implicite du contrat de location. Par la suite, les produits financiers tirés de l'investissement net dans le contrat de location-financement sont comptabilisés à un taux constant. Les paiements de loyers provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en résultat selon la méthode linéaire ou selon une autre méthode systématique.

ab) Aide publique

La société en commandite applique IAS 20, *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique* (« IAS 20 »), pour comptabiliser les subventions publiques et autres formes d'aide publique que ses filiales ont reçues. Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la société en commandite se conformera à toutes les conditions qui y sont attachées. La société en commandite comptabilise les subventions publiques dans les états consolidés du résultat net sur une base systématique sur les périodes au titre desquelles la société en commandite comptabilise les charges pour lesquelles les subventions sont accordées.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****ac) Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres**

La société en commandite applique IFRIC 19, *Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres* (« IFRIC 19 »), pour comptabiliser les passifs financiers qui sont éteints en tout ou en partie par l'émission d'instruments de capitaux propres. Cette interprétation fournit des directives sur la façon de comptabiliser l'extinction d'un passif financier au moyen de l'émission d'instruments de capitaux propres. IFRIC 19 précise que les instruments de capitaux propres qu'une entité émet au profit d'un créancier et qui font partie de la contrepartie payée dans le but d'éteindre un passif financier sont évalués à la juste valeur. La différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et le montant auquel sont évalués initialement les instruments de capitaux propres émis est incluse dans les états consolidés du résultat net de la société en commandite.

ad) Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers consolidés de la société en commandite exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période considérée et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés de la société en commandite sont présentés ci-après.

i) Regroupements d'entreprises

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La répartition de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'une acquisition nécessite plusieurs estimations ayant une incidence sur l'évaluation de certains actifs acquis et passifs repris, y compris les taux d'actualisation et les estimations visant les coûts d'exploitation futurs, les produits, les prix des marchandises, les dépenses d'investissement et d'autres facteurs. Le calcul de la juste valeur peut demeurer provisoire durant la période d'évaluation, en raison du temps nécessaire à l'obtention d'évaluations indépendantes des actifs individuels et à l'évaluation des provisions. Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises n'est pas terminée à la date de clôture, la société en commandite mentionne ce fait dans les états financiers consolidés, y compris les observations à l'égard des estimations et des jugements formulés à la date de clôture.

ii) Détermination du contrôle

La société en commandite consolide une entité émettrice lorsqu'elle en détient le contrôle, et ce contrôle n'existe que lorsque la société en commandite détient le pouvoir sur l'entité émettrice, qu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

Afin de déterminer si elle détient le pouvoir sur une entité émettrice, la société en commandite fait appel à son jugement pour déterminer quelles activités de l'entité émettrice sont pertinentes dans le sens où elles ont une incidence importante sur les rendements de l'entité émettrice, et pour déterminer l'étendue des droits effectifs qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de l'entité émettrice. Elle exerce également son jugement pour déterminer le nombre de droits de vote potentiels qui lui donnent des droits de vote, l'existence de relations contractuelles lui donnant le droit de vote et sa capacité de nommer des administrateurs. La société en commandite a conclu des conventions de vote qui lui confèrent la capacité de diriger par l'entremise de contrats les activités pertinentes de l'entité émettrice (officiellement appelée « pouvoir » aux termes d'IFRS 10, *États financiers consolidés*). Lorsque la société en commandite évalue si elle est exposée ou si elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, elle exerce son jugement pour déterminer si les rendements d'une entité émettrice sont variables et dans quelle mesure ils le sont en se fondant sur la substance de l'accord, l'ampleur de ces rendements et leur importance par rapport à d'autres rendements, particulièrement dans les circonstances où son bloc de droits de vote diffère de sa participation dans une entité émettrice. Lorsque la société en commandite évalue si elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité émettrice pour influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient, elle exerce son jugement dans le cas où elle est un investisseur, afin de déterminer si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire et si une autre entité ayant des droits décisionnels agit comme mandataire pour son compte. Si la société en commandite détermine qu'elle agit comme mandataire, et non pour son propre compte, elle ne contrôle pas l'entité émettrice.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

iii) *Transactions sous contrôle commun*

IFRS 3 ne donne aucune indication précise sur l'évaluation relative à l'acquisition d'une entreprise auprès d'une entité sous contrôle commun. Par conséquent, la société en commandite a mis au point une méthode comptable pour comptabiliser de telles transactions en tenant compte d'autres indications dans le cadre des normes IFRS et de positions officielles d'autres organismes de normalisation comptable. La méthode comptable de la société en commandite consiste à comptabiliser les actifs et les passifs, constatés à la suite de l'acquisition d'une entreprise auprès d'une entité sous contrôle commun, à la valeur comptable dans les états financiers du cédant.

iv) *Indicateurs de dépréciation*

Le jugement est exercé pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation dans le cadre de l'évaluation de la valeur comptable des actifs de la société en commandite, y compris en ce qui a trait à la capacité de la société en commandite à détenir des actifs financiers, à l'estimation des produits et des coûts directs futurs liés aux unités génératrices de trésorerie, à la détermination des taux d'actualisation ainsi qu'au moment où la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable.

En ce qui concerne certains des actifs de la société en commandite, les prévisions à l'égard de la recouvrabilité et de la viabilité économique des immobilisations corporelles nécessitent une estimation des réserves. L'estimation des réserves est un processus complexe qui suppose le recours à des interprétations et des jugements importants. Cette estimation dépend de la situation économique, de la production et des activités d'exploitation et de mise en valeur, et elle fait appel aux données géologiques, géophysiques, techniques et économiques disponibles.

v) *Comptabilisation des produits*

La société en commandite fait appel à son jugement lorsque certaines de ses filiales comptabilisent leurs produits tirés de contrats selon la méthode des coûts engagés. Le degré d'avancement est évalué en fonction des coûts réels engagés à une date considérée en pourcentage des coûts totaux estimés de chaque contrat. L'estimation des coûts totaux des contrats et des montants recouvrables liés à des modifications à l'étendue des travaux ayant une incidence sur le degré d'avancement et les produits des contrats, respectivement, fait appel à d'importantes hypothèses. Afin d'établir ces estimations, la direction s'est fiée aux résultats antérieurs ou, si nécessaire, à des travaux d'experts.

La société en commandite fait aussi appel à son jugement lorsque certaines filiales de la société génèrent des produits tirés de contrats prévoyant plusieurs obligations de prestation. La société en commandite fait appel à son jugement pour identifier les obligations de prestation et en déterminer le nombre, estimer le total du prix de transaction, déterminer l'attribution du prix de transaction à chaque obligation de prestation identifiée et déterminer la méthode et le moment appropriés de comptabilisation des produits.

vi) *Instruments financiers*

Les jugements inhérents aux méthodes comptables liées aux instruments financiers dérivés ont trait à l'application des critères à l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et aux estimations et aux hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers, comme les prix des titres de capitaux propres ou des marchandises, les taux d'intérêt futurs, la solvabilité de la société en commandite par rapport à ses contreparties, le risque de crédit des contreparties de la société en commandite, les flux de trésorerie futurs estimatifs, les taux d'actualisation et le niveau de volatilité utilisé pour l'évaluation des options.

vii) *Passifs relatifs au démantèlement*

Des coûts de démantèlement sont engagés à la fin de la durée d'exploitation de certaines des installations pétrolières et gazières, de certains des biens miniers et de certaines installations de fabrication de la société en commandite, ainsi qu'à des centrales nucléaires licenciées dont l'entretien est assuré par la société en commandite. Ces obligations ne surviendront habituellement que dans plusieurs années, et leur estimation fait appel au jugement. Les estimations relatives aux coûts de démantèlement peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs, y compris des modifications des exigences juridiques, réglementaires et environnementales pertinentes, l'émergence de nouvelles techniques de restauration ou les résultats observés à d'autres sites de production. Les hypothèses et les estimations inhérentes au calcul de ces coûts ont trait aux montants finaux des règlements, aux facteurs d'inflation, aux taux d'actualisation et au moment des règlements.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

viii) Contrats d'assurance

Jugements critiques exercés dans le cadre de l'application d'IFRS 17 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

La société en commandite a appliqué des jugements et estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 17, y compris : i) les estimations et les hypothèses sous-jacentes pour déterminer les flux de trésorerie d'exécution liés au passif au titre de la couverture restante; ii) le taux d'actualisation utilisé pour comptabiliser la valeur temps de l'argent pour tous les flux de trésorerie; iii) l'ajustement au titre du risque non financier estimatif; iv) le calendrier de comptabilisation des produits à l'égard du passif au titre de la couverture restante; v) les flux de trésorerie estimatifs liés au règlement des sinistres; et vi) les recouvrements estimatifs, y compris les recouvrements de biens immobiliers inclus dans le passif au titre des sinistres survenus, fondés sur des évaluations immobilières de tiers ou d'autres types d'évaluations indépendantes jugées pertinentes pour un bien immobilier donné en cas de défaut.

Jugements critiques exercés dans le cadre de l'application d'IFRS 4 pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

La société en commandite a établi des estimations critiques à l'égard de sa société d'assurance hypothécaire résidentielle, notamment : i) le calendrier de comptabilisation des produits pour les primes d'assurance différées; ii) les réserves pour pertes au titre de l'assurance représentant le montant requis pour couvrir le coût net final attendu du règlement des sinistres; iii) la juste valeur des droits de subrogation liés aux biens immobiliers fondée sur des évaluations immobilières de tiers ou d'autres types d'évaluations indépendantes jugées plus pertinentes pour un bien immobilier donné et iv) les frais d'acquisition de polices différés estimatifs qui seront amortis sur la durée des contrats.

ix) Évaluation des pertes de crédit attendues

La société en commandite exerce son jugement pour déterminer les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers. Elle exerce son jugement pour déterminer les flux de trésorerie attendus établis par pondération probabiliste et la probabilité de défaillance de la part des emprunteurs, ainsi que pour sélectionner l'information prospective servant à déterminer l'augmentation du risque de crédit et d'autres paramètres liés aux risques.

x) Incertitude relative aux traitements fiscaux

La société en commandite applique IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »). Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit procéder à cette évaluation en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente.

xi) Autres

Les autres estimations et hypothèses utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de la société en commandite sont les taux d'amortissement et la durée d'utilité, l'estimation des valeurs recouvrables des actifs et des unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation des actifs à long terme et du goodwill et la capacité de la société en commandite à utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

Les autres jugements critiques portent sur la détermination de la monnaie fonctionnelle des filiales de la société en commandite.

ae) Nouvelles méthodes comptables adoptées

Outre l'adoption d'IFRS 17 décrite précédemment à la note 2x), la société en commandite a appliqué certaines nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

i) *Modifications d'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (« IAS 37 »)*

Ces modifications précisent les coûts à inclure par l'entité lorsqu'elle détermine si un contrat est déficitaire. Les coûts directement liés à un contrat comprennent les coûts marginaux liés à l'exécution de ce contrat et l'imputation des autres coûts directement liés à l'exécution des contrats. Les modifications s'appliquent aux contrats pour lesquels l'entité ne s'est pas encore acquittée de toutes ses obligations à la date d'ouverture de l'exercice pour lequel l'entité applique les modifications pour la première fois. L'entité doit comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale des modifications comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués (ou, s'il y a lieu, d'une autre composante des capitaux propres) à la date de première application.

La société en commandite a adopté ces modifications le 1^{er} janvier 2022 et l'adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

ii) *IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 ») – Inclusion des honoraires dans le critère des 10 % relatif à la décomptabilisation de passifs financiers*

La modification précise les honoraires dont l'entité doit tenir compte lorsqu'elle évalue si les conditions d'un nouveau passif financier ou d'un passif financier modifié sont substantiellement différentes de celles du passif financier initial. Ces honoraires comprennent uniquement ceux versés ou reçus entre l'emprunteur et le prêteur, y compris ceux qui ont été versés ou reçus par l'une ou l'autre de ces parties pour le compte de l'autre partie. L'entité doit appliquer la modification aux passifs financiers qui ont été modifiés ou échangés à l'ouverture ou après l'ouverture de l'exercice pour lequel elle applique cette modification pour la première fois.

La société en commandite a adopté cette modification le 1^{er} janvier 2022 et l'adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

af) Changements futurs de méthodes comptables

i) *Modifications d'IAS 1, Présentation des états financiers (« IAS 1 »)*

Les modifications précisent comment classer la dette et les autres passifs comme passifs courants ou non courants. Les modifications d'IAS 1 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. La société en commandite évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les états financiers consolidés.

ii) *Modifications d'IAS 12, Impôts sur le résultat (« IAS 12 »)*

Les modifications précisent que l'exemption en ce qui a trait à la comptabilisation initiale ne s'applique pas lors de la comptabilisation initiale des transactions qui donnent lieu à une différence temporaire déductible et à une différence temporaire imposable d'un montant égal. Les modifications d'IAS 12 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. La société en commandite ne prévoit pas que l'application de ces modifications aura une incidence sur les états financiers consolidés.

À l'heure actuelle, aucun autre changement futur des normes IFRS n'est susceptible d'avoir une incidence sur la société en commandite.

NOTE 3. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Lorsqu'elle détermine la méthode appropriée pour comptabiliser ses entités émettrices, la société en commandite évalue le degré d'influence qu'elle exerce directement ou par l'intermédiaire d'une entente sur les activités pertinentes de l'entité émettrice. Un contrôle est exercé lorsque la société en commandite a un pouvoir sur les entités acquises et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements de ces entités.

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses actifs et ses passifs corporels et incorporels identifiables en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

a) Acquisitions conclues en 2022

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis, les passifs repris et les participations ne donnant pas le contrôle comptabilisés aux dates d'acquisition applicables pour les acquisitions importantes. La contrepartie transférée reflète l'apport en capital de la société en commandite, la dette contractée de concert avec des partenaires institutionnels pour financer l'acquisition, la contrepartie éventuelle et la contrepartie autre qu'en trésorerie.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total ¹
Trésorerie	10 317 \$	6 488 \$	661 \$	17 466 \$
Contrepartie éventuelle et contrepartie autre qu'en trésorerie	535	29	225	789
Contrepartie totale	10 852 \$	6 517 \$	886 \$	18 255 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	736 \$	76 \$	14 \$	826 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	521	461	31	1 013
Stocks, montant net	15	171	129	315
Immobilisations corporelles	774	364	42	1 180
Immobilisations incorporelles	5 718	4 373	348	10 439
Goodwill	5 569	1 492	363	7 424
Actifs financiers	4 543	4	—	4 547
Placements mis en équivalence et autres actifs	426	309	1	736
Créditeurs et autres passifs	(1 460)	(451)	(42)	(1 953)
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	(4 543)	—	—	(4 543)
Passifs d'impôt différé	(1 366)	(282)	—	(1 648)
Actifs nets acquis avant les participations ne donnant pas le contrôle	10 933 \$	6 517 \$	886 \$	18 336 \$
Participations ne donnant pas le contrôle acquises	(81)	—	—	(81)
Actifs nets acquis	10 852 \$	6 517 \$	886 \$	18 255 \$

1. La juste valeur des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre de l'acquisition a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Services commerciaux

La Trobe Financial Services Pty Limited (« La Trobe »)

Le 31 mai 2022, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans La Trobe, un prêteur hypothécaire résidentiel australien, pour une contrepartie totale de 1,1 G\$ financée au moyen d'une dette, de titres de capitaux propres, d'une contrepartie autre qu'en trésorerie et d'une contrepartie éventuelle. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote de La Trobe, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 392 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 646 M\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, ce qui comprend les droits au titre des contrats de gestion, le réseau de courtiers hypothécaires, les logiciels et la marque. Les autres éléments comprennent des prêts de 4,5 G\$, des emprunts de 4,5 G\$ et d'autres passifs nets de 27 M\$. Des coûts de transaction d'environ 8 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 259 M\$ et un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 17 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2022, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 402 M\$ et un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 35 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020*****CDK Global, Inc. (« CDK Global »)***

Le 6 juillet 2022, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans CDK Global, un fournisseur de premier plan de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires automobiles. La contrepartie totale s'est établie à 8,3 G\$, et elle a été financée au moyen d'une dette et de titres de capitaux propres. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 4,6 G\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 4,8 G\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent de relations clients, de marques de commerce et de technologies développées. Les autres éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 301 M\$, des débiteurs et autres montants à recevoir de 375 M\$, des créditeurs et autres passifs de 953 M\$, des passifs d'impôt différé de 1,1 G\$ et d'autres actifs nets de 361 M\$. Des coûts de transaction d'environ 15 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Les participations ne donnant pas le contrôle de 81 M\$ ont été comptabilisées et évaluées à la juste valeur.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 889 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 42 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2022, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1,8 G\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 107 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Magnati – Sole Proprietorship LLC (« Magnati »)

Le 8 août 2022, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 60 % dans Magnati, un fournisseur de services fondés sur la technologie dans le domaine du traitement des paiements. La contrepartie totale de 763 M\$ payée pour l'entreprise, qui a été financée au moyen d'une dette et de titres de capitaux propres, comprend une contrepartie éventuelle payable à l'ancien actionnaire si certaines cibles de rendement sont atteintes et une contrepartie autre qu'en trésorerie provenant de l'ancien actionnaire pour la conservation de sa participation économique de 40 %. La société en commandite a reçu 60 % des droits de vote de Magnati, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 500 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 226 M\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent surtout des relations clients, des marques de commerce et des contrats de services. Les autres éléments comprennent des actifs financiers de 345 M\$ et d'autres passifs nets de 308 M\$. Des coûts de transaction d'environ 3 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 59 M\$ et un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 3 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2022, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 127 M\$ et un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Unidas Locadora S.A. (« Unidas »)

Le 1^{er} octobre 2022, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans Unidas, une entreprise de premier plan de location de voitures à service complet au Brésil. La contrepartie totale de 726 M\$ a été financée au moyen d'une dette, de titres de capitaux propres, d'une contrepartie autre qu'en trésorerie et d'une contrepartie éventuelle. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 98 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Les autres éléments comprennent des immobilisations corporelles de 664 M\$ principalement liées au parc de voitures de location et d'autres passifs nets de 36 M\$. Des coûts de transaction d'environ 1 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 105 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 2 M\$ découlant de l'acquisition.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****Services d'infrastructures*****Scientific Games, LLC (« Scientific Games »)***

Le 4 avril 2022, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans Scientific Games, un fournisseur de services possédant des capacités liées à la conception de jeux, à la distribution, aux systèmes et aux terminaux pour les programmes de loterie financés par l'État, ainsi que de solutions technologiques clés en main. La contrepartie totale s'est établie à 5,8 G\$, composée d'une dette et de titres de capitaux propres. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 1,2 G\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 4,0 G\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent surtout des relations clients, des marques et des logiciels. Les autres éléments comprennent d'autres actifs nets de 562 M\$. Des coûts de transaction d'environ 16 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 832 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 32 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2022, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1,1 G\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 30 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

BHI Energy, Inc. (« BHI Energy »)

Le 27 mai 2022, l'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite a acquis une participation économique de 100 % dans BHI Energy, pour une contrepartie totale de 737 M\$. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote par l'entremise de son entreprise de services de technologie nucléaire, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 257 M\$ a été comptabilisé, dont une tranche de 68 M\$ était déductible aux fins de l'impôt, et il représente la croissance que l'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite devrait connaître grâce à ces activités. Des immobilisations incorporelles de 390 M\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, y compris des relations clients et des marques. Les autres éléments comprennent d'autres actifs nets de 90 M\$. Des coûts de transaction d'environ 8 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 649 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 17 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2022, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1,1 G\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 20 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Activités industrielles***TexTrail Inc. (« TexTrail »)***

Le 5 octobre 2022, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans TexTrail, un distributeur de premier plan de composants d'essieux et de remorques. La contrepartie totale s'est établie à 886 M\$, et elle a été financée au moyen d'une dette et de titres de capitaux propres. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote par l'intermédiaire de son entreprise de fabrication de composants de haute technologie, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 363 M\$ a été comptabilisé, dont une tranche de 278 M\$ était déductible aux fins de l'impôt, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Des immobilisations incorporelles de 348 M\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent surtout de relations clients, de noms commerciaux et de marques de commerce. Les autres éléments comprennent d'autres actifs nets de 175 M\$. Des coûts de transaction d'environ 6 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2022 comprennent des produits de 73 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 7 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2022, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 382 M\$ et un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

b) Acquisitions conclues en 2021

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis, les passifs repris et les participations ne donnant pas le contrôle comptabilisés aux dates d'acquisition applicables pour les acquisitions importantes. La contrepartie transférée reflète l'apport en capital de la société en commandite, la dette contractée de concert avec des partenaires institutionnels pour financer l'acquisition, la contrepartie éventuelle et la contrepartie autre qu'en trésorerie.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
Trésorerie	219 \$	4 806 \$	4 040 \$	9 065 \$
Contrepartie éventuelle et contrepartie autre qu'en trésorerie	63	19	358	440
Contrepartie totale	282 \$	4 825 \$	4 398 \$	9 505 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 \$	100 \$	165 \$	276 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	52	412	304	768
Stocks, montant net	—	104	484	588
Immobilisations corporelles	56	1 967	467	2 490
Immobilisations incorporelles	84	1 941	2 509	4 534
Goodwill	290	1 759	1 821	3 870
Placements mis en équivalence et autres actifs	9	5	28	42
Créditeurs et autres passifs	(96)	(846)	(769)	(1 711)
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	(103)	(27)	(2)	(132)
Passifs d'impôt différé	(21)	(590)	(599)	(1 210)
Actifs nets acquis avant les participations ne donnant pas le contrôle	282 \$	4 825 \$	4 408 \$	9 515 \$
Participations ne donnant pas le contrôle acquises	—	—	(10)	(10)
Actifs nets acquis	282 \$	4 825 \$	4 398 \$	9 505 \$

Services commerciaux

Everise Holdings Pte Ltd. (« Everise »)

Le 8 janvier 2021, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans Everise, un fournisseur de solutions de gestion de la clientèle qui se spécialise dans la gestion des interactions avec la clientèle pour de grandes entreprises mondiales des secteurs des soins de santé et de la technologie, principalement situées aux États-Unis. La contrepartie totale de 282 M\$ a été financée au moyen de titres de capitaux propres et comprenait une contrepartie éventuelle payable aux anciens actionnaires si certaines cibles de rendement sont atteintes. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

L'acquisition a fourni des apports de 84 M\$ aux immobilisations incorporelles, de 103 M\$ aux emprunts sans recours et de 11 M\$ aux autres actifs nets. Un goodwill de 290 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des coûts de transaction de 7 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net de 2021.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****Activités industrielles*****Aldo Componentes Eletrônicos LTDA (« Aldo »)***

Le 31 août 2021, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans Aldo, un distributeur de premier plan de solutions d'énergie solaire sur le marché de la production d'énergie décentralisée au Brésil. La contrepartie totale de 623 M\$ a été financée au moyen de titres de capitaux propres et comprenait une contrepartie éventuelle payable à l'ancien actionnaire si certaines cibles de rendement sont atteintes. Le montant du règlement final déterminé se situera dans une fourchette allant de néant à 340 M\$. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

L'acquisition a fourni des apports de 297 M\$ aux immobilisations incorporelles, de 59 M\$ à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, de 48 M\$ aux stocks, de 100 M\$ aux passifs d'impôt différé et de 100 M\$ aux autres passifs nets. Un goodwill de 419 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

DexKo Global Inc. (« DexKo »)

Le 4 octobre 2021, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans DexKo, un fabricant mondial de premier plan de composants de haute technologie destinés principalement à des fournisseurs de remorques de manutention et autre matériel de remorquage. Une acquisition connexe effectuée peu de temps après n'a pas eu d'incidence importante pour la société en commandite. La contrepartie totale de 3,8 G\$ a été financée au moyen d'une dette et de titres de capitaux propres et comprenait une contrepartie éventuelle payable aux anciens actionnaires relativement aux économies d'impôt réalisées attribuables à l'utilisation de certaines déductions fiscales découlant de l'acquisition. Une tranche de la participation économique de la société en commandite pourrait faire l'objet d'une syndication auprès d'investisseurs institutionnels. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 1,4 G\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 2,2 G\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent surtout des relations clients, de la technologie exclusive et des brevets et marques de commerce. Des coûts de transaction d'environ 9 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net de 2021. Les participations ne donnant pas le contrôle de 10 M\$ ont été comptabilisées et évaluées à la juste valeur.

Services d'infrastructures***Modulaire Investments 2 S.à r.l. (« Modulaire »)***

Le 15 décembre 2021, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans Modulaire, un fournisseur de services de location de solutions modulaires en Europe et dans la région de l'Asie-Pacifique. La contrepartie totale de 4,8 G\$ a été financée au moyen de titres de capitaux propres, d'une dette et d'une contrepartie autre qu'en trésorerie. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Un goodwill de 1,7 G\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 1,9 G\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent surtout des relations clients et des marques. Des coûts de transaction d'environ 23 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net de 2021.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 4. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsque aucun cours acheteur ou vendeur n'est disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur, comme les cours acheteur et vendeur, selon le cas, pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables, lorsqu'elles sont disponibles.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la société en commandite se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	Base d'évaluation			Total
	JVRN	JVAERG	Coût amorti	
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	2 870 \$	2 870 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net (courants et non courants)	—	—	7 278	7 278
Autres actifs (courants et non courants) ¹	—	—	469	469
Actifs financiers (courants et non courants) ²	960	5 585	6 363	12 908
Total³	960 \$	5 585 \$	16 980 \$	23 525 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs (courants et non courants) ^{2, 4}	818 \$	223 \$	11 700 \$	12 741 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	46 693	46 693
Total	818 \$	223 \$	58 393 \$	59 434 \$

1. Ne tient pas compte des paiements anticipés, des actifs détenus en vue de la vente et des autres actifs de 1 904 M\$.
2. La juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprend des actifs dérivés de 418 M\$ et des passifs dérivés de 223 M\$ désignés comme faisant partie d'une relation de couverture. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.
3. Le total des actifs financiers comprend un montant de 5 626 M\$ d'actifs affectés en garantie.
4. Tient compte des passifs dérivés, mais ne tient pas compte des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente, des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des passifs d'assurance, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi ni des autres passifs de 7 689 M\$.

Au 31 décembre 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient un montant en trésorerie de 2 229 M\$ (2021 – 2 180 M\$) et un montant en équivalents de trésorerie de 641 M\$ (2021 – 408 M\$).

Au 31 décembre 2022, les actifs financiers (courants et non courants) comprenaient des instruments de capitaux propres de 1 136 M\$ (2021 – 1 369 M\$) et des instruments de créance de 4 031 M\$ (2021 – 4 697 M\$) désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2021.

(EN M\$ US)	Base d'évaluation			Total
	JVRN	JVAERG	Coût amorti	
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	2 588 \$	2 588 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net (courants et non courants)	—	—	5 638	5 638
Autres actifs (courants et non courants) ¹	—	—	478	478
Actifs financiers (courants et non courants) ²	518	6 243	1 789	8 550
Total³	518 \$	6 243 \$	10 493 \$	17 254 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs (courants et non courants) ⁴	640 \$	220 \$	10 847 \$	11 707 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	29 076	29 076
Total	640 \$	220 \$	39 923 \$	40 783 \$

1. Ne tient pas compte des paiements anticipés, de la subrogation recouvrable, des frais d'acquisition de polices différés et d'autres actifs de 1 369 M\$.
2. La juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprend des actifs dérivés de 176 M\$ et des passifs dérivés de 220 M\$ désignés comme faisant partie d'une relation de couverture. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.
3. Le total des actifs financiers comprend un montant de 5 200 M\$ d'actifs affectés en garantie.
4. Tient compte des passifs dérivés, mais ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, de la réserve pour primes non acquises, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi ni des autres passifs de 7 929 M\$.

a) Activités de couverture

Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

Couverture d'investissement net

La société en commandite utilise des contrats de change et des instruments d'emprunt libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, un profit net avant impôt de 298 M\$ (2021 – profit net de 146 M\$; 2020 – perte nette de 34 M\$) a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger. Au 31 décembre 2022, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net se chiffraient respectivement à 29 M\$ (2021 – 87 M\$) et à 101 M\$ (2021 – 58 M\$).

Couverture de flux de trésorerie

La société en commandite utilise des contrats de swap sur marchandises pour couvrir le prix de vente de ses contrats de gaz naturel et le prix d'achat d'huile, de plomb, de polypropylène et d'étain, et a recours à des contrats de change et des contrats d'option pour couvrir les transactions futures hautement probables ainsi que des contrats de taux d'intérêt pour couvrir les flux de trésorerie liés à ses emprunts à taux variable. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, un profit net avant impôt de 376 M\$ (2021 – profit net de 88 M\$; 2020 – perte nette de 216 M\$) a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2022, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie se chiffraient respectivement à 389 M\$ (2021 – 89 M\$) et à 122 M\$ (2021 – 162 M\$).

b) Niveaux hiérarchiques des justes valeurs – Instruments financiers

Les actifs et les passifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 692 M\$ (2021 – 297 M\$) et des passifs financiers de 589 M\$ (2021 – 498 M\$), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée fondées sur les meilleures estimations de la direction.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau qui suit présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données d'entrée utilisées aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022			2021		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actions ordinaires	736 \$	— \$	— \$	865 \$	— \$	— \$
Obligations de sociétés et obligations d'État	91	3 266	—	43	3 956	—
Actifs dérivés	12	628	—	2	300	—
Autres actifs financiers ¹	429	691	692	586	712	297
	1 268 \$	4 585 \$	692 \$	1 496 \$	4 968 \$	297 \$
Passifs financiers						
Passifs dérivés	7 \$	445 \$	17 \$	14 \$	348 \$	19 \$
Autres passifs financiers ²	—	—	572	—	—	479
	7 \$	445 \$	589 \$	14 \$	348 \$	498 \$

1. Les autres actifs financiers comprennent des débetures garanties, des titres adossés à des actifs et des actions privilégiées. Les autres actifs financiers classés dans le niveau 1 se composent principalement d'actions privilégiées cotées en bourse et de fonds communs de placement. Les autres actifs financiers classés dans le niveau 2 se composent principalement de titres adossés à des actifs. Les actifs financiers classés dans le niveau 3 se composent principalement de débetures garanties et d'instruments d'emprunt non cotés en bourse.
2. Comprend une contrepartie éventuelle de 544 M\$ (2021 – 411 M\$) à payer entre 2023 et 2024 relativement à l'acquisition de filiales. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau qui suit présente le sommaire des techniques d'évaluation et des principales données d'entrée utilisées pour établir les évaluations de la juste valeur des instruments financiers de niveau 2.

(EN M\$ US)

Type d'actif ou de passif	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Techniques d'évaluation et principales données d'entrée
Obligations de sociétés et obligations d'État	3 266 \$	3 956 \$	La juste valeur des obligations est obtenue principalement par la voie de services d'établissement de prix qui se fondent sur les données de marché observables. La juste valeur est évaluée en analysant les informations sur le marché disponibles par l'intermédiaire de processus comme les courbes de référence, l'évaluation comparative de titres semblables et les cours provenant des intervenants du marché. Les principales données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur des obligations et des débentures sont les courbes des taux d'intérêt et les différentiels de taux.
Actifs dérivés	628 \$	300 \$	La juste valeur des contrats dérivés s'appuie sur les cours du marché ou, lorsqu'ils ne sont pas disponibles, sur des modèles d'évaluation internes corroborés par des données de marché observables ou encore, dans le cas des dérivés de change, des dérivés de taux d'intérêt et des dérivés sur marchandises, sur les taux de change à terme, les taux d'intérêt en vigueur et les prix des marchandises observables, respectivement, à la fin de la période de présentation de l'information financière.
Autres actifs financiers	691 \$	712 \$	Les autres actifs financiers correspondent principalement aux montants des titres adossés à des actifs dont les valeurs sont obtenues par la voie de services d'établissement de prix qui se fondent sur les données de marché observables. La juste valeur est évaluée en analysant les informations sur le marché disponibles par l'intermédiaire de processus comme les courbes de référence, l'évaluation comparative de titres semblables et les cours provenant des intervenants du marché. Les principales données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur sont les courbes des taux d'intérêt et les différentiels de taux.
Passifs dérivés	445 \$	348 \$	La juste valeur des contrats dérivés s'appuie sur les cours du marché ou, lorsqu'ils ne sont pas disponibles, sur des modèles d'évaluation internes corroborés par des données de marché observables ou encore, dans le cas des dérivés de change, des dérivés de taux d'intérêt et des dérivés sur marchandises, sur les taux de change à terme, les taux d'intérêt en vigueur et les prix des marchandises observables, respectivement, à la fin de la période de présentation de l'information financière.

La juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3 est établie à partir de modèles d'évaluation qui exigent d'avoir recours à des données non observables, y compris des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer les données d'entrée non observables, la société en commandite se base sur des renseignements élaborés à l'interne, des recherches externes et des données de marché observables, selon le cas, afin d'élaborer des hypothèses concernant ces données d'entrée non observables.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.
NOTES ANNEXES
Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau qui suit présente le sommaire des techniques d'évaluation et des données d'entrée non observables importantes utilisées pour établir les évaluations de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 significatifs.

(EN M\$ US)

Type d'actif ou de passif	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Lien entre les données d'entrée non observables et la juste valeur
Autres actifs financiers – débentures garanties	84 \$	144 \$	Flux de trésorerie actualisés	Flux de trésorerie futurs Taux d'actualisation	Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur
Autres actifs financiers – instruments de capitaux propres désignés comme étant évalués à la JVAERG	193 \$	143 \$	Flux de trésorerie actualisés	Flux de trésorerie futurs Taux d'actualisation	Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur
Autres actifs financiers – instruments de créance évalués à la JVRN	415 \$	10 \$	Flux de trésorerie actualisés	Flux de trésorerie futurs Taux d'actualisation	Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur
Autres passifs financiers – contrepartie éventuelle	544 \$	411 \$	Flux de trésorerie actualisés	Flux de trésorerie futurs Taux d'actualisation	Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente la variation du solde des actifs financiers classés dans le niveau 3 aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Solde au début de l'exercice	297 \$	341 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	(9)	(5)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	(5)	17
Entrées	523	121
Cessions	(111)	(172)
Écart de change et autres	(3)	(5)
Solde à la fin de la période	692 \$	297 \$

Le tableau suivant présente la variation du solde des passifs financiers classés dans le niveau 3 aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Solde au début de l'exercice	498 \$	11 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	12	3
Entrées	408	510
Cessions/règlements	(356)	(5)
Écart de change et autres	27	(21)
Solde à la fin de la période	589 \$	498 \$

Prêt de titres

La société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite participe à un programme de prêt de titres par l'intermédiaire d'une institution financière en vue de générer des produits de commissions. Des instruments de garantie autres que de la trésorerie, prenant la forme de titres émis par les gouvernements du Canada ou des États-Unis, d'une valeur équivalant à au moins 105 % de la juste valeur des titres prêtés, sont conservés par la société en commandite jusqu'à ce que les titres sous-jacents lui soient remis.

En plus de percevoir des produits de commissions dans le cadre du programme de prêt de titres, la société en commandite continue de percevoir tous les produits d'intérêts, les produits de dividendes et les autres produits qui sont générés par les titres prêtés durant la période au cours de laquelle les contreparties détiennent les titres.

Au 31 décembre 2022, la société en commandite avait prêté des actifs financiers de 502 M\$ (2021 – 450 M\$) en vertu de son programme de prêt de titres. La société en commandite a accepté en garantie des titres admissibles d'une juste valeur de 531 M\$ (2021 – 472 M\$).

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 5. ACTIFS FINANCIERS

(EN M\$ US)	2022	2021
Courants		
Titres négociables	1 227 \$	1 262 \$
Liquidités soumises à restrictions	214	224
Actifs dérivés	133	179
Prêts et effets à recevoir	257	211
Autres actifs financiers ¹	148	138
Total – courants	1 979 \$	2 014 \$
Non courants		
Titres négociables	2 682 \$	3 601 \$
Liquidités soumises à restrictions	245	297
Actifs dérivés	507	123
Prêts et effets à recevoir ²	5 500	936
Autres actifs financiers ¹	1 995	1 579
Total – non courants	10 929 \$	6 536 \$

1. Les autres actifs financiers comprennent des débetures garanties, des titres adossés à des actifs et des actions privilégiées convertibles.
2. L'augmentation des prêts et effets à recevoir depuis le 31 décembre 2021 tient principalement à l'acquisition du prêteur hypothécaire résidentiel australien de la société en commandite, qui représente une tranche de 4 866 M\$ de la variation.

NOTE 6. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR, MONTANT NET

(EN M\$ US)	2022	2021
Courants, montant net	6 401 \$	4 945 \$
Non courants, montant net		
Débiteurs	126	60
Retenue sur un contrat avec un client	70	61
Droits de facturation	681	572
Total – non courants, montant net	877 \$	693 \$
Total	7 278 \$	5 638 \$

Les droits de facturation non courants représentent principalement les droits non facturés de l'entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées de la société en commandite au Brésil découlant des produits tirés de la construction relativement à des contrats liés à des concessions publiques classés comme des actifs financiers, lesquels sont comptabilisés quand il existe un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers de la part du concédant à l'égard des services de construction.

L'entreprise de construction de la société en commandite affiche un solde de retenues, qui se compose de montants qui sont gagnés, mais retenus tant que certaines conditions spécifiées dans le contrat n'ont pas été satisfaites. Le solde de retenues compris dans la tranche courante des débiteurs et autres montants à recevoir, montant net au 31 décembre 2022 se chiffrait à 142 M\$ (2021 – 231 M\$).

Le tableau suivant résume la variation de la correction de valeur pour pertes au titre des créances irrécouvrables liées aux débiteurs et autres montants à recevoir pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Correction de valeur pour pertes au début	157 \$	156 \$
Ajouter : augmentation de la correction de valeur	85	54
Déduire : radiation des créances irrécouvrables	(79)	(47)
Écart de change et autres	(1)	(6)
Correction de valeur pour pertes à la fin	162 \$	157 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 7. STOCKS, MONTANT NET

(EN M\$ US)	2022	2021
Matières premières et consommables	1 485 \$	1 340 \$
Carburants ¹	850	727
Travaux en cours	778	723
Certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable	415	391
Produits finis et autres produits ²	1 658	1 331
Valeur comptable des stocks	5 186 \$	4 512 \$

1. Les carburants qui sont négociés sur des marchés actifs sont achetés en vue de la revente dans un avenir rapproché. Par conséquent, ces stocks de carburants sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cours du marché.
2. Les produits finis et autres produits se composent principalement des stocks de produits finis dans les secteurs Services d'infrastructures et Activités industrielles.

Le tableau suivant résume les variations de la provision pour obsolescence des stocks pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Provision pour obsolescence des stocks au début	69 \$	55 \$
Ajouter : augmentation de la provision	29	35
Déduire : radiation au titre de l'obsolescence des stocks	(31)	(20)
Incidence du change	—	(1)
Provision pour obsolescence des stocks à la fin	67 \$	69 \$

NOTE 8. CESSIONS

a) Cessions conclues en 2022

Activités industrielles – Titres cotés en bourse

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a comptabilisé, dans le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net dans les états consolidés du résultat net, un profit avant impôt de 19 M\$ (2021 – 1 823 M\$; 2020 – 274 M\$) à la cession partielle des titres cotés en bourse de la société en commandite.

Services commerciaux – entreprise de services infonuagiques

En décembre 2022, la société en commandite a conclu la vente de son entreprise de services infonuagiques pour un produit brut d'approximativement 13 M\$, et elle a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 9 M\$ dans les états consolidés du résultat net au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

b) Cessions conclues en 2021

Activités industrielles – Entreprise d'électrodes de graphite

Le 14 janvier 2021, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a vendu 20 millions d'actions ordinaires de son entreprise d'électrodes de graphite, dans le cadre d'une transaction de vente d'un bloc de titres, pour un produit total de 214 M\$. La transaction a réduit le bloc de droits de vote de la société en commandite dans ce placement à 48 %, mais n'a pas entraîné de perte du contrôle. La société en commandite a comptabilisé un profit avant impôt de 239 M\$ dans les états consolidés des variations des capitaux propres, dont une tranche de 82 M\$ était attribuable à la société en commandite.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le 1^{er} mars 2021, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a vendu 30 millions d'actions ordinaires additionnelles de son entreprise d'électrodes de graphite dans le cadre d'une vente d'un bloc de titres, pour un produit total de 350 M\$, ce qui a réduit le bloc de droits de vote de la société en commandite à 37 % et a donné lieu à la déconsolidation de son placement. La société en commandite a conservé une influence notable sur le placement et a continué de comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence la participation économique de 13 % dans cette entreprise. En raison de la perte du contrôle, un profit avant impôt de 1 764 M\$ a été comptabilisé dans les états consolidés du résultat net. La quote-part revenant à la société en commandite du total du profit avant impôt comptabilisé dans le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions s'est chiffrée à 609 M\$. Le profit à la déconsolidation correspond à la juste valeur de la participation conservée par la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, dans des actions du placement, au produit en trésorerie reçu à la vente d'actions à des tiers, déduction faite de la décomptabilisation de l'actif net, et aux participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise d'électrodes de graphite.

En mai 2021, la société en commandite a vendu 11,3 millions d'actions ordinaires de son entreprise d'électrodes de graphite dans le cadre de deux transactions visant la vente d'un bloc de titres, pour un produit avant impôt d'environ 150 M\$. Du fait de ces transactions, la participation économique de la société en commandite a été réduite à 8 %. La société en commandite a comptabilisé un profit avant impôt de 5 M\$ dans les états consolidés du résultat net.

Activités industrielles – Titres cotés en bourse

Au premier trimestre de 2021, la société en commandite a comptabilisé un profit avant impôt de 41 M\$ à la cession partielle des titres cotés en bourse de la société en commandite. À la période précédente, les variations latentes de la juste valeur de ces titres étaient comptabilisées au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés du résultat net.

c) Cessions conclues en 2020*Services commerciaux – Entreprise de services de logistique et d'entreposage frigorifique*

En janvier 2020, la société en commandite a conclu la vente de son entreprise de services de logistique et d'entreposage frigorifique pour un produit brut d'approximativement 255 M\$, et la société en commandite a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 186 M\$.

Services commerciaux – Entreprise de services de pathologie en Nouvelle-Zélande

En novembre 2020, l'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite a conclu la vente de ses activités liées aux services de pathologie en Nouvelle-Zélande pour un produit brut de 390 M\$, et la société en commandite a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 55 M\$.

Activités industrielles – Titres cotés en bourse

En novembre et en décembre 2020, la société en commandite a comptabilisé un profit avant impôt de 40 M\$ à la cession partielle des titres cotés en bourse de la société en commandite.

NOTE 9. AUTRES ACTIFS

(EN M\$ US)	2022	2021
Courants		
Travaux en cours ¹	469 \$	478 \$
Paievements anticipés et autres actifs	1 039	872
Actifs détenus en vue de la vente	350	9
Total – courants	1 858 \$	1 359 \$
Non courants		
Paievements anticipés et autres actifs	515 \$	488 \$
Total – non courants	515 \$	488 \$

1. Se reporter à la note 16 pour des renseignements supplémentaires.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 10. FILIALES NON ENTIÈREMENT DÉTENUES

Les tableaux qui suivent présentent les montants bruts des actifs et des passifs aux 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que les montants bruts des produits, du résultat net, des autres éléments du résultat global et des distributions pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020 provenant des participations de la société en commandite dans des filiales significatives non entièrement détenues.

Exercice clos le 31 décembre 2022											
Total								Bénéfice (perte) attribué aux autres détenteurs de participations	Distributions aux autres détenteurs de participations	Capitaux propres attribués aux autres détenteurs de participations	
(EN M\$ US)	Actifs courants	Actifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants	Produits	Bénéfice net (perte nette)	Autres éléments du résultat global				
Services commerciaux	5 829 \$	28 956 \$	7 128 \$	18 896 \$	31 432 \$	197 \$	(344) \$	95 \$	(1 122) \$	5 990 \$	
Services d'infrastructures	3 739	18 360	4 277	14 031	7 516	(30)	128	(53)	(1 083)	2 474	
Activités industrielles	5 439	20 773	3 540	17 385	14 448	202	76	112	(44)	3 642	
Total	15 007 \$	68 089 \$	14 945 \$	50 312 \$	53 396 \$	369 \$	(140) \$	154 \$	(2 249) \$	12 106 \$	

Exercice clos le 31 décembre 2021											
Total								Bénéfice (perte) attribué aux autres détenteurs de participations	Distributions aux autres détenteurs de participations	Capitaux propres attribués aux autres détenteurs de participations	
(EN M\$ US)	Actifs courants	Actifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants	Produits	Bénéfice net (perte nette)	Autres éléments du résultat global				
Services commerciaux	4 223 \$	13 275 \$	5 301 \$	7 153 \$	26 162 \$	526 \$	(71) \$	351 \$	(821) \$	3 257 \$	
Services d'infrastructures	2 918	13 096	3 224	10 642	4 458	(294)	274	(179)	(74)	1 296	
Activités industrielles	5 705	20 799	3 669	17 598	12 139	1 820	(81)	1 238	(728)	3 513	
Total	12 846 \$	47 170 \$	12 194 \$	35 393 \$	42 759 \$	2 052 \$	122 \$	1 410 \$	(1 623) \$	8 066 \$	

Exercice clos le 31 décembre 2020											
Total								Bénéfice (perte) attribué aux autres détenteurs de participations	Distributions aux autres détenteurs de participations	Capitaux propres attribués aux autres détenteurs de participations	
(EN M\$ US)					Produits	Bénéfice net (perte nette)	Autres éléments du résultat global				
Services commerciaux					18 584 \$	459 \$	417 \$	350 \$	(650) \$	3 969 \$	
Services d'infrastructures					4 399	(281)	(120)	(161)	(249)	355	
Activités industrielles					10 652	3	(360)	144	(324)	2 746	
Total					33 635 \$	181 \$	(63) \$	333 \$	(1 223) \$	7 070 \$	

Le tableau qui suit présente la composition du cumul des participations ne donnant pas le contrôle, en ce qui concerne les participations d'autres entités, présenté dans les états consolidés de la situation financière de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales significatives non entièrement détenues		
Services commerciaux	5 990 \$	3 257 \$
Services d'infrastructures	2 474	1 296
Activités industrielles	3 642	3 513
Total des participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales significatives non entièrement détenues	12 106 \$	8 066 \$
Total du solde des participations ne donnant pas le contrôle dans les entités non significatives prises individuellement	729	656
Total des participations ne donnant pas le contrôle	12 835 \$	8 722 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(EN M\$ US)	Terrains	Bâtiments	Matériel et outillage	Navires	Autres	Actifs au titre de droits d'utilisation	Total
Valeur comptable brute							
Solde au 1^{er} janvier 2021	382 \$	4 271 \$	5 592 \$	4 171 \$	1 931 \$	1 657 \$	18 004 \$
Entrées (avec ou sans effet sur la trésorerie)	—	181	799	208	57	174	1 419
Cessions ¹	(44)	(99)	(838)	(61)	(46)	(85)	(1 173)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ²	105	157	1 862	—	28	366	2 518
Transferts et actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ³	(36)	11	(39)	(121)	4	42	(139)
Écart de change et autres ⁴	(15)	(154)	(170)	—	51	1	(287)
Solde au 31 décembre 2021	392 \$	4 367 \$	7 206 \$	4 197 \$	2 025 \$	2 155 \$	20 342 \$
Entrées (avec ou sans effet sur la trésorerie)	2	257	1 389	120	66	276	2 110
Cessions	(10)	(24)	(304)	—	(9)	(119)	(466)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ²	23	66	982	—	39	131	1 241
Transferts et actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ³	(36)	19	(78)	(182)	—	(10)	(287)
Écart de change et autres ⁴	(5)	(413)	(293)	—	(122)	(127)	(960)
Solde au 31 décembre 2022	366 \$	4 272 \$	8 902 \$	4 135 \$	1 999 \$	2 306 \$	21 980 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur							
Solde au 1^{er} janvier 2021	— \$	(193) \$	(1 445) \$	(1 060) \$	(919) \$	(405) \$	(4 022) \$
Dotation à l'amortissement, amortissement pour déplétion et charge pour perte de valeur	—	(206)	(711)	(431)	(69)	(263)	(1 680)
Cessions ¹	—	26	399	46	29	53	553
Transferts et actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ³	—	(23)	24	106	—	(4)	103
Écart de change et autres	—	(41)	68	—	(13)	15	29
Solde au 31 décembre 2021	— \$	(437) \$	(1 665) \$	(1 339) \$	(972) \$	(604) \$	(5 017) \$
Dotation à l'amortissement, amortissement pour déplétion et charge pour perte de valeur	—	(147)	(945)	(277)	81	(338)	(1 626)
Cessions	—	21	129	—	7	88	245
Transferts et actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ²	—	—	32	116	—	1	149
Écart de change et autres	—	20	54	—	51	37	162
Solde au 31 décembre 2022	— \$	(543) \$	(2 395) \$	(1 500) \$	(833) \$	(816) \$	(6 087) \$
Valeur comptable nette							
31 décembre 2021	392 \$	3 930 \$	5 541 \$	2 858 \$	1 053 \$	1 551 \$	15 325 \$
31 décembre 2022	366 \$	3 729 \$	6 507 \$	2 635 \$	1 166 \$	1 490 \$	15 893 \$

1. Au cours du premier trimestre de 2021, la société en commandite a décomptabilisé des immobilisations corporelles d'un montant de 505 M\$, déduction faite du cumul de l'amortissement, relativement à la déconsolidation de l'entreprise d'électrodes de graphite de la société en commandite, le 1^{er} mars 2021. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.
2. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.
3. Se reporter à la note 9 pour des renseignements supplémentaires.
4. Comprend une diminution de 194 M\$ (2021 – augmentation de 11 M\$) des coûts inscrits à l'actif liés au démantèlement de certains actifs, principalement au sein de l'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite, en raison de la mise à jour du taux d'actualisation utilisé.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a comptabilisé des reprises de perte de valeur de 223 M\$ liées principalement à l'entreprise de production de gaz naturel de la société en commandite découlant d'un changement dans l'estimation des prix futurs du gaz naturel et une charge pour perte de valeur de 86 M\$ principalement liée au matériel et à l'outillage de l'entreprise de carburants pour véhicules routiers de la société en commandite.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les actifs au titre de droits d'utilisation et les actifs assujettis à des contrats de location simple dans lesquels la société en commandite intervient en tant que bailleur par catégorie d'actif sous-jacent au 31 décembre 2022 et la dotation à l'amortissement et la charge pour perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation par catégorie d'actif sous-jacent pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'établissent comme suit :

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2022					
	Terrains	Bâtiments	Matériel et outillage	Navires	Autres	Total
Preneur						
Actifs au titre de droits d'utilisation	107 \$	866 \$	467 \$	— \$	50 \$	1 490 \$
Dotation à l'amortissement et charge pour perte de valeur	(12)	(160)	(132)	(12)	(22)	(338)
Bailleur						
Actifs assujettis à des contrats de location simple	1	25	2 198	2 329	—	4 553

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2021					
	Terrains	Bâtiments	Matériel et outillage	Navires	Autres	Total
Preneur						
Actifs au titre de droits d'utilisation	113 \$	809 \$	565 \$	11 \$	53 \$	1 551 \$
Dotation à l'amortissement et charge pour perte de valeur	—	(150)	(88)	(12)	(13)	(263)
Bailleur						
Actifs assujettis à des contrats de location simple	1	20	2 095	2 437	—	4 553

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(EN M\$ US)	Accords de concession liés aux réseaux d'aqueduc et d'égout	Relations clients	Logiciels et technologie exclusive	Marques et marques de commerce ³	Autres	Total
Valeur comptable brute						
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	2 035 \$	5 842 \$	3 058 \$	1 181 \$	758 \$	12 874 \$
Entrées	165	—	103	4	50	322
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	—	3 028	588	916	4	4 536
Cessions	—	(64)	(66)	(23)	(2)	(155)
Écart de change	(146)	(187)	6	(99)	(23)	(449)
Solde au 31 décembre 2021	2 054 \$	8 619 \$	3 689 \$	1 979 \$	787 \$	17 128 \$
Changements de méthodes comptables ²	—	—	—	—	(231)	(231)
Entrées	256	—	204	4	78	542
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	—	7 495	952	1 445	689	10 581
Cessions	(1)	—	(5)	—	(9)	(15)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ⁴	(19)	(140)	—	—	—	(159)
Écart de change	142	(256)	(86)	(41)	(37)	(278)
Solde au 31 décembre 2022	2 432 \$	15 718 \$	4 754 \$	3 387 \$	1 277 \$	27 568 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur						
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	(181) \$	(748) \$	(497) \$	(79) \$	(108) \$	(1 613) \$
Dotation à l'amortissement et charge pour perte de valeur	(71)	(420)	(241)	(30)	(79)	(841)
Cessions	—	25	1	47	—	73
Écart de change	15	50	3	(5)	(4)	59
Solde au 31 décembre 2021	(237) \$	(1 093) \$	(734) \$	(67) \$	(191) \$	(2 322) \$
Changements de méthodes comptables ²	—	—	—	—	90	90
Dotation à l'amortissement et charge pour perte de valeur	(96)	(879)	(375)	(68)	(48)	(1 466)
Cessions	2	—	4	—	1	7
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ⁴	10	19	—	—	—	29
Écart de change	(16)	37	6	13	7	47
Solde au 31 décembre 2022	(337) \$	(1 916) \$	(1 099) \$	(122) \$	(141) \$	(3 615) \$
Valeur comptable nette						
31 décembre 2021	1 817 \$	7 526 \$	2 955 \$	1 912 \$	596 \$	14 806 \$
31 décembre 2022	2 095 \$	13 802 \$	3 655 \$	3 265 \$	1 136 \$	23 953 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 2 pour plus de détails.

3. Comprend des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée d'une valeur comptable de 2 425 M\$ (2021 – 1 470 M\$) principalement dans le secteur Services d'infrastructures et Activités industrielles de la société en commandite.

4. Se reporter à la note 9 pour des renseignements supplémentaires.

Les modalités des accords de concession liés aux réseaux d'aqueduc et d'égout, y compris les tarifs pouvant être facturés aux clients et les tâches que doit accomplir l'exploitant, sont régies par divers concédants, principalement des administrations municipales au Brésil. Les accords de concession donnent à l'exploitant le droit de facturer des tarifs aux utilisateurs de ses services pour toute la durée des accords de concession en contrepartie de services de traitement des eaux, de travaux d'entretien continus et réguliers à l'égard d'actifs de distribution des eaux et d'améliorations du réseau d'aqueduc et d'égout. Les tarifs sont indexés chaque année sur l'inflation au Brésil. Les accords de concession expirent entre 2037 et 2056, moment auquel les actifs sous-jacents liés aux concessions sont rendus aux divers concédants.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

La technologie exclusive de la société en commandite a trait à la combinaison de processus, d'outils, de techniques et de systèmes mis au point qui sont utilisés exclusivement par les entreprises de la société en commandite, au bénéfice exclusif de ces dernières, et qui sont susceptibles d'offrir un avantage concurrentiel et une différenciation des produits. Il s'agit de technologies au sein de l'entreprise de services de technologie nucléaire, de l'entreprise de stockage d'énergie évolué, de l'entreprise de fabrication de composants de haute technologie et de l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, dont la durée d'utilité estimative varie entre 10 et 20 ans. Ces immobilisations incorporelles ont été évaluées à la date d'acquisition au moyen de la méthode de l'exemption de redevances.

Les marques et les marques de commerce acquises par la société en commandite dans le cadre d'acquisitions ont trait à des noms commerciaux qui jouissent d'une solide réputation dans leurs secteurs respectifs et d'une reconnaissance positive de la marque. Il s'agit de marques et de marques de commerce liées aux acquisitions de l'entreprise de services de technologie nucléaire, de l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, de l'entreprise de services de location de solutions modulaires, de l'entreprise de stockage d'énergie évolué, de l'entreprise de fabrication de composants de haute technologie, des entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures et de l'entreprise de services de loterie de la société en commandite. Les marques ont été évaluées à la date d'acquisition au moyen de la méthode de l'exemption de redevances. Au 31 décembre 2022, une tranche de 2,4 G\$ des marques et marques de commerce de la société en commandite avait une durée d'utilité indéterminée, et les durées d'utilité estimatives des autres immobilisations incorporelles se situaient entre 11 et 40 ans.

Les relations clients ont trait à des relations solides et durables établies avec de nombreux clients de la société en commandite, qui contribuent aux produits et aux flux de trésorerie générés par les entreprises respectives de la société en commandite. La société en commandite a comptabilisé les relations clients découlant des acquisitions de l'entreprise de services de technologie nucléaire, de l'entreprise de services de location de solutions modulaires, de l'entreprise de services de loterie, de l'entreprise de stockage d'énergie évolué, de l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires et de l'entreprise de fabrication de composants de haute technologie de la société en commandite. Ces relations clients ont été évaluées à la date d'acquisition selon l'approche fondée sur les bénéfices excédentaires multipériodes. Une méthode axée sur le coût de remplacement a été utilisée pour estimer le coût de la reconstitution de la clientèle existante au sein de l'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite. La durée d'utilité estimative des relations clients acquises va de 6 à 30 ans.

NOTE 13. GOODWILL

(EN M\$ US)	2022	2021
Solde au début de l'exercice	8 585 \$	5 244 \$
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	7 446	3 967
Perte de valeur ²	(111)	(175)
Cessions ³	(3)	(171)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	(11)	—
Écart de change	(427)	(280)
Solde à la fin de l'exercice	15 479 \$	8 585 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se rapporte à une perte de valeur du goodwill de 111 M\$ enregistrée par l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite (2021 – 175 M\$).

3. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

Pour déterminer si le goodwill a subi une perte de valeur, la société en commandite compare la valeur comptable de ses unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de la société en commandite est principalement déterminée en calculant leur valeur d'utilité. Pour ce faire, la société en commandite estime les flux de trésorerie futurs attendus pour chaque unité génératrice de trésorerie, détermine un taux d'actualisation approprié et additionne les flux de trésorerie attendus actualisés pour obtenir la valeur d'utilité. Les hypothèses les plus importantes utilisées dans ce calcul sont les taux de croissance des produits, les taux d'actualisation et les taux de croissance perpétuels, qui vont respectivement de 0,6 % à 13,3 %, de 7,8 % à 13,1 % et de 0,8 % à 3,3 %. Ces hypothèses et données d'entrée sont prévues sur une période de cinq ans, sauf dans les cas où le choix d'une plus longue période peut être justifié pour certaines unités génératrices de trésorerie, et reposent sur les informations sur le marché et les budgets internes de la direction, compte tenu de l'historique et des attentes sur le plan macroéconomique. En ce qui concerne l'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de l'exercice, mais une augmentation de 30 points de base du taux d'actualisation utilisé ou une diminution de 30 points de base de l'hypothèse relative au taux de croissance perpétuel par rapport au taux utilisé donneraient lieu à une perte de valeur.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 111 M\$ au titre d'une unité génératrice de trésorerie dans notre secteur Services d'infrastructures. La perte de valeur a trait à la participation de la société en commandite dans l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier et découle des modifications des hypothèses relatives aux flux de trésorerie prévus. La valeur recouvrable calculée pour évaluer la dépréciation du goodwill repose sur une estimation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie envisagée selon une analyse des flux de trésorerie actualisés qui tient compte d'importantes données d'entrée non observables. Les estimations portant sur les taux d'actualisation et les flux de trésorerie futurs attendus sont des données d'entrée de niveau 3 et reposent sur diverses hypothèses, notamment les contrats existants, les futurs taux de redéploiement des navires, les prévisions financières et les tendances du secteur.

Le tableau qui suit présente l'attribution du goodwill aux unités génératrices de trésorerie aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires	4 580 \$	— \$
Entreprise de fabrication de composants de haute technologie	1 765	1 521
Entreprise de stockage d'énergie évolué	1 702	1 771
Entreprise de services de location de solutions modulaires	1 674	1 683
Entreprise de services de soins de santé	1 310	1 397
Entreprise de services de loterie	1 197	—
Autres entreprises	3 251	2 213
Total	15 479 \$	8 585 \$

NOTE 14. PLACEMENTS MIS EN ÉQUIVALENCE

Le tableau suivant présente les participations, les blocs de droits de vote et les valeurs comptables des placements mis en équivalence de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	Participation économique (%)		Bloc de droits de vote (%)		Valeur comptable	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Services commerciaux	14 % – 50 %	14 % – 70 %	14 % – 50 %	14 % – 57 %	243 \$	23 \$
Services d'infrastructures	17 % – 50 %	17 % – 50 %	17 % – 50 %	17 % – 50 %	889	670
Activités industrielles	9 % – 54 %	9 % – 54 %	9 % – 50 %	24 % – 50 %	933	787
Total					2 065 \$	1 480 \$

Le tableau qui suit présente les variations des soldes des placements mis en équivalence pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Solde au début de l'exercice	1 480 \$	1 690 \$
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	461	20
Entrées	134	430
Cessions	—	(534)
Perte de valeur	—	(29)
Quote-part du bénéfice net	165	13
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	2	(16)
Distributions reçues	(167)	(89)
Écart de change	(10)	(5)
Solde à la fin de la période	2 065 \$	1 480 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

Le 31 mai 2022, la société en commandite a conclu l'acquisition d'une participation économique de 23 % dans CUPA Finance, S.L. (« Cupa ») pour une contrepartie de 100 M\$. La société en commandite exerce un contrôle conjoint sur Cupa et a comptabilisé sa participation comme un placement mis en équivalence.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les tableaux qui suivent présentent le montant brut des actifs et des passifs des placements mis en équivalence de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

Exercice clos le 31 décembre 2022							
Total							
(EN M\$ US)	Actifs courants	Actifs non courants	Total de l'actif	Passifs courants	Passifs non courants	Total du passif	Total de l'actif net
Services commerciaux	372 \$	432 \$	804 \$	337 \$	107 \$	444 \$	360 \$
Services d'infrastructures	2 529	8 458	10 987	1 595	5 695	7 290	3 697
Activités industrielles	1 682	2 353	4 035	789	566	1 355	2 680
Total	4 583 \$	11 243 \$	15 826 \$	2 721 \$	6 368 \$	9 089 \$	6 737 \$

Exercice clos le 31 décembre 2021							
Total							
(EN M\$ US)	Actifs courants	Actifs non courants	Total de l'actif	Passifs courants	Passifs non courants	Total du passif	Total de l'actif net
Services commerciaux	380 \$	1 377 \$	1 757 \$	417 \$	1 656 \$	2 073 \$	(316) \$
Services d'infrastructures	1 545	7 749	9 294	873	5 571	6 444	2 850
Activités industrielles	1 421	1 169	2 590	640	330	970	1 620
Total	3 346 \$	10 295 \$	13 641 \$	1 930 \$	7 557 \$	9 487 \$	4 154 \$

Certains des placements mis en équivalence de la société sont assujettis à des restrictions quant au montant des fonds qui peuvent être transférés à la société en commandite sous forme de dividendes en trésorerie ou dans le cadre de remboursements de prêts et d'avances, en raison des modalités des accords de prêt, des restrictions réglementaires et d'autres obligations contractuelles.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les tableaux qui suivent résument les montants bruts des produits, du résultat net et des autres éléments du résultat global provenant des placements mis en équivalence de la société en commandite pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

Exercice clos le 31 décembre 2022				
Total				
(EN M\$ US)	Produits	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Total du résultat global
Services commerciaux	621 \$	197 \$	5 \$	202 \$
Services d'infrastructures	5 614	95	2	97
Activités industrielles	3 462	456	9	465
Total	9 697 \$	748 \$	16 \$	764 \$

Exercice clos le 31 décembre 2021				
Total				
(EN M\$ US)	Produits	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Total du résultat global
Services commerciaux	315 \$	51 \$	(6) \$	45 \$
Services d'infrastructures	4 900	(294)	(99)	(393)
Activités industrielles	3 082	424	(4)	420
Total	8 297 \$	181 \$	(109) \$	72 \$

Exercice clos le 31 décembre 2020				
Total				
(EN M\$ US)	Produits	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Total du résultat global
Services commerciaux	252 \$	(18) \$	8 \$	(10) \$
Services d'infrastructures	4 080	(123)	31	(92)
Activités industrielles	2 713	133	—	133
Total	7 045 \$	(8) \$	39 \$	31 \$

Certains des placements mis en équivalence de la société en commandite correspondent à des entités cotées en bourse dont les titres sont négociés sur un marché actif liquide. Le tableau qui suit présente la juste valeur des placements mis en équivalence en fonction de leur valeur de marché et de la valeur comptable de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

	2022		2021	
(EN M\$ US)	Cours du marché	Valeur comptable	Cours du marché	Valeur comptable
Services commerciaux	35 \$	— \$	43 \$	— \$
Activités industrielles	107	336	265	304
Total	142 \$	336 \$	308 \$	304 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 15. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(EN M\$ US)	2022	2021
Courants		
Créditeurs	4 099 \$	3 665 \$
Charges à payer et autres passifs ^{1, 2}	5 792	4 977
Obligation locative	332	312
Passifs financiers ³	352	316
Réserve pour primes non acquises	—	620
Passifs d'assurance	357	—
Travaux en cours ⁴	1 175	1 397
Provisions et passifs relatifs au démantèlement ⁵	770	563
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	42	—
Total – courants	12 919 \$	11 850 \$
Non courants		
Créditeurs	90 \$	119 \$
Charges à payer et autres passifs ²	1 623	1 556
Obligation locative	1 274	1 293
Passifs financiers ³	2 141	2 159
Réserve pour primes non acquises	—	1 608
Passifs d'assurance	1 545	—
Travaux en cours ⁴	49	1
Provisions et passifs relatifs au démantèlement ⁵	789	1 050
Total – non courants	7 511 \$	7 786 \$

1. Comprend les découverts bancaires de 636 M\$ au 31 décembre 2022 (2021 – 727 M\$).
2. Comprend des avantages postérieurs à l'emploi de 642 M\$ (tranche courante de 20 M\$ et tranche non courante de 622 M\$) au 31 décembre 2022 et de 771 M\$ (tranche courante de 20 M\$ et tranche non courante de 751 M\$) au 31 décembre 2021. Se reporter à la note 30 pour des renseignements supplémentaires.
3. Comprend des passifs financiers de 1 673 M\$ (tranche courante de 74 M\$ et tranche non courante de 1 599 M\$) au 31 décembre 2022 et de 1 732 M\$ (tranche courante de 66 M\$ et tranche non courante de 1 666 M\$) au 31 décembre 2021 liés à la cession-bail d'hôpitaux.
4. Se reporter à la note 16 pour des renseignements supplémentaires.
5. Comprend des passifs relatifs au démantèlement de 443 M\$ (2021 – 665 M\$) provenant principalement de l'entreprise de services de technologie nucléaire, de l'entreprise de production de gaz naturel et de l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite. Les passifs ont été calculés en supposant un taux d'actualisation s'établissant entre 2,8 % et 8,5 % (2021 – entre 1,0 % et 8,5 %) et un taux d'inflation s'établissant entre 2,0 % et 3,0 % (2021 – entre 2,0 % et 3,0 %), selon ce qui s'applique aux actifs sous-jacents.

Un montant de 1 606 M\$ au titre des obligations locatives était inclus dans les créditeurs et autres passifs au 31 décembre 2022 (2021 – 1 605 M\$). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les charges d'intérêts au titre des obligations locatives se sont chiffrées à 63 M\$ (2021 – 52 M\$).

L'exposition de la société en commandite au risque de change et au risque de liquidité relativement aux créditeurs et autres passifs est présentée à la note 27.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente la variation du solde des provisions pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	Passif relatif au démantèlement	Garanties et provisions pour défauts de fabrication	Autres	Total des provisions
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	673 \$	253 \$	765 \$	1 691 \$
Provisions additionnelles comptabilisées	6	248	257	511
Réduction découlant de paiements ou de la décomptabilisation	(17)	(249)	(236)	(502)
Charges de désactualisation	17	—	—	17
Variation du taux d'actualisation	12	—	(7)	5
Variation d'autres estimations	(20)	(14)	(31)	(65)
Écart de change	(6)	(6)	(32)	(44)
Solde au 31 décembre 2021	665 \$	232 \$	716 \$	1 613 \$
Provisions additionnelles comptabilisées	5	236	525	766
Réduction découlant de paiements ou de la décomptabilisation	(12)	(277)	(262)	(551)
Charges de désactualisation	16	—	—	16
Variation du taux d'actualisation	(214)	—	(12)	(226)
Variation d'autres estimations	(3)	(6)	—	(9)
Écart de change	(14)	(7)	(29)	(50)
Solde au 31 décembre 2022	443 \$	178 \$	938 \$	1 559 \$

NOTE 16. CONTRATS EN COURS

(EN M\$ US)	2022	2021	2020
Coûts engagés au titre des contrats à la date considérée	21 066 \$	21 381 \$	26 411 \$
Bénéfice comptabilisé à la date considérée (moins la perte comptabilisée)	2 055	1 783	1 476
	23 121	23 164	27 887
Moins : facturation à l'avancement	(23 876)	(24 084)	(28 913)
Travaux en cours (passif) au titre des contrats	(755) \$	(920) \$	(1 026) \$
Composantes :			
Montants dus par des clients – travaux en cours ¹	469 \$	478 \$	536 \$
Montants dus à des clients – créditeurs ²	(1 224)	(1 398)	(1 562)
Travaux en cours nets	(755) \$	(920) \$	(1 026) \$

- La variation du solde par rapport au 31 décembre 2021 s'explique par le montant facturé de 3 166 M\$, les entrées liées aux travaux en cours d'un montant de 3 149 M\$ et une augmentation de 8 M\$ découlant d'autres variations.
- La variation du solde par rapport au 31 décembre 2021 s'explique par les produits comptabilisés de 1 394 M\$, les entrées liées aux travaux en cours d'un montant de 1 278 M\$ et une diminution de 58 M\$ découlant d'autres variations.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 17. EMPRUNTS

Le tableau suivant présente les remboursements sur le capital à l'égard du total des emprunts venant à échéance au cours des cinq prochains exercices et par la suite.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total des emprunts
2023	1 900 \$	1 584 \$	359 \$	— \$	3 843 \$
2024	3 010	1 319	932	—	5 261
2025	932	3 688	555	—	5 175
2026	955	276	7 600	—	8 831
2027	1 297	74	2 256	2 100	5 727
Par la suite	8 139	6 791	3 818	—	18 748
Total – Remboursements de capital	16 233 \$	13 732 \$	15 520 \$	2 100 \$	47 585 \$
Coûts de financement différés et autres ajustements comptables	(304)	(321)	(267)	—	(892)
Total au 31 décembre 2022	15 929 \$	13 411 \$	15 253 \$	2 100 \$	46 693 \$
Total au 31 décembre 2021	3 872 \$	9 099 \$	14 486 \$	1 619 \$	29 076 \$

a) Emprunts généraux

La société en commandite a des facilités de crédit bilatérales auprès de grandes banques mondiales. Des montants peuvent être prélevés sur les facilités de crédit en euros, en livres sterling, en dollars australiens, en dollars américains et en dollars canadiens. Les avances en vertu des facilités de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le SOFR, le SONIA, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. En vertu des facilités de crédit, la société en commandite doit maintenir une valeur corporelle nette minimale et un ratio d'endettement déconsolidé au niveau de la société en commandite. La capacité totale d'emprunt sur les facilités de crédit bilatérales, qui arriveront à échéance le 29 juin 2027, est de 2 300 M\$. Au 31 décembre 2022, le solde du montant prélevé sur la facilité de crédit bilatérale s'élevait à 2 100 M\$ (2021 – 1 619 M\$).

Au 31 décembre 2022, la société en commandite disposait d'un montant de 1,0 G\$ sur sa facilité de crédit renouvelable auprès de Brookfield (la « convention de crédit liée à Brookfield »). La facilité de crédit est garantie par la société en commandite, par la société de portefeuille SEC et par certaines des filiales de la société en commandite. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,45 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,45 %. En vertu de la facilité de crédit, la société en commandite doit maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, la facilité de crédit comporte des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer certains privilèges et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui a été reçu des emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales, devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (au titre de laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer d'éventuels investissements). La facilité de crédit est automatiquement renouvelée pour des périodes de un an consécutives jusqu'au 26 juin 2026. Le 27 avril 2023, le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit sera réduit pour s'établir à 500 M\$. Au 31 décembre 2022, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

La société en commandite respecte actuellement les clauses restrictives liées à ses emprunts généraux et continue de surveiller sa performance par rapport à ces clauses restrictives.

Au 31 décembre 2022, il n'y avait aucuns fonds déposés par Brookfield (2021 – néant). Se reporter à la note 25 pour des renseignements supplémentaires sur les conventions de dépôt (définies aux présentes) conclues avec Brookfield.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

b) Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite

Au 31 décembre 2022, les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite courants et non courants, déduction faite des coûts de financement différés et des autres ajustements comptables, s'élevaient à 3 758 M\$ et à 40 835 M\$, respectivement (2021 – 2 062 M\$ et 25 395 M\$, respectivement). Les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite comprennent les emprunts contractés en vertu des facilités destinées aux souscriptions des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur.

Certaines entreprises de la société en commandite disposent de facilités de crédit dont les montants sont prélevés et remboursés à court terme. Cette variation est comptabilisée en montant net dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie de la société en commandite.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des accords de financement qui sont négociés sur des marchés publics ou sont détenus auprès d'institutions financières importantes. Il s'agit principalement d'emprunts à terme, de facilités de crédit, de billets et de débentures assortis de taux d'intérêt fixes ou variables. La plupart de ces emprunts ne sont pas assujettis à des clauses restrictives financières; cependant, certains sont assujettis à des clauses restrictives relatives au ratio de couverture des charges fixes, au ratio d'endettement et aux niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités.

La société en commandite finance surtout des actifs au niveau des filiales au moyen d'emprunts qui sont sans recours contre la société en commandite ou ses autres filiales et sont généralement garantis par des actifs appartenant aux filiales respectives. En outre, des instruments d'emprunt des filiales de la société en commandite n'entraînent pas une déchéance croisée ni un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres filiales. Les filiales de la société en commandite respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives, et la société en commandite continue de surveiller ses entreprises de manière à s'assurer qu'elles respectent ces clauses restrictives.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sur les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite et les durées moyennes pondérées connexes aux 31 décembre 2022 et 2021 sont résumés dans le tableau suivant.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	Taux moyen pondéré (%)		Durée moyenne pondérée (en années)		Après consolidation	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Services commerciaux	7,6 %	5,7 %	8,3	5,5	15 929 \$	3 872 \$
Services d'infrastructures	6,9 %	4,2 %	4,1	4,7	13 411	9 099
Activités industrielles	7,8 %	5,3 %	4,7	5,2	15 253	14 486
Total	7,4 %	4,9 %	5,8	5,0	44 593 \$	27 457 \$

Le tableau suivant résume les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite par monnaie aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	2022	Monnaie locale	2021	Monnaie locale
Dollar américain	25 843 \$	25 843 \$	15 037 \$	15 037 \$
Euro	7 481	6 997 €	7 569	6 672 €
Real brésilien	2 908	15 171 R\$	1 638	9 138 R\$
Dollar australien	6 033	8 855 \$AU	985	1 357 \$AU
Roupie indienne	660	54 560 INR	760	56 728 INR
Dollar canadien	1 136	1 539 \$CA	1 443	1 824 \$CA
Autres	532		25	
Total	44 593 \$		27 457 \$	

En août 2022, l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite a de son plein gré entamé une procédure de restructuration en vertu du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, dont l'objectif est la réalisation d'une restructuration financière exhaustive visant à réduire la dette et à renforcer la situation financière. Par la suite, le 6 janvier 2023, l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite est ressortie du processus de restructuration en vertu du chapitre 11 avec un bilan affichant une dette largement réduite. Dans le cadre de la restructuration, le profil des facilités d'emprunt bancaire de la société a été modifié afin de mieux aligner les flux de trésorerie sur les obligations au titre du service de la dette. À la suite de la restructuration, la participation économique de la société en commandite s'établissait à environ 53 %.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 18. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Des charges d'impôt sur le résultat sont comptabilisées pour l'impôt à payer par les filiales de la société en commandite constituées en sociétés par actions et pour l'incidence des actifs et des passifs d'impôt différé liés à ces filiales.

Le tableau suivant présente les principales composantes de la charge (l'économie) d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Charge (économie) d'impôt exigible	458 \$	536 \$	284 \$
Charge (économie) d'impôt différé :			
Naissance et résorption de différences temporaires	(283)	(182)	(134)
Économie découlant d'actifs d'impôt non comptabilisés antérieurement	(440)	(195)	(1)
Variation des taux d'imposition et assujettissement à de nouvelles lois	(54)	6	5
Charge (économie) d'impôt différé	(777)	(371)	(130)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(319) \$	165 \$	154 \$

Le rapprochement ci-après a été préparé en tenant compte d'un taux composé prévu par la loi pour les territoires où les filiales de la société en commandite exercent leurs activités.

Le taux d'imposition effectif de la société en commandite est différent du taux d'imposition composite de la société en commandite en raison des éléments suivants :

(EN %)	2022	2021	2020
Taux d'imposition composite	27 %	27 %	27 %
Augmentation (diminution) du taux découlant des éléments suivants :			
Tranche des profits assujettie à des taux d'imposition différents	7	(4)	2
Activités internationales assujetties à des taux d'imposition différents	(114)	1	23
Bénéfice imposable attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	12	(14)	(19)
Comptabilisation d'actifs d'impôt différé	570	(9)	(10)
Non-comptabilisation de l'avantage lié aux pertes fiscales de l'exercice considéré	(142)	5	2
Variation des taux d'imposition et assujettissement à de nouvelles lois	62	—	(1)
Autres	(18)	2	(3)
Taux d'imposition effectif	404 %	8 %	21 %

Les actifs et les passifs d'impôt différé aux 31 décembre 2022 et 2021 se rapportent aux éléments suivants :

(EN M\$ US)	2022	2021
Pertes autres qu'en capital (Canada)	186 \$	104 \$
Pertes en capital (Canada)	—	18
Pertes (États-Unis)	388	281
Pertes (autres pays)	501	440
Différence entre la base fiscale et la valeur comptable	(3 528)	(2 462)
Total (du passif) de l'actif d'impôt différé, montant net	(2 453) \$	(1 619) \$
Présentés dans l'état de la situation financière de la manière suivante :		
Actifs d'impôt différé	1 245 \$	888 \$
Passifs d'impôt différé	(3 698)	(2 507)
Total (du passif) de l'actif d'impôt différé, montant net	(2 453) \$	(1 619) \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les fluctuations de l'impôt différé sont les suivantes :

(EN M\$ US)	2022	2021
(Passif) actif d'impôt différé, montant net à l'ouverture	(1 619) \$	(940) \$
Comptabilisé en résultat net	777	371
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(24)	(41)
Autres ¹	(1 587)	(1 009)
(Passif) actif d'impôt différé, montant net	(2 453) \$	(1 619) \$

1. La catégorie Autres se rapporte principalement aux acquisitions et aux cessions ainsi qu'à l'incidence du change découlant de l'actif d'impôt différé calculé dans la monnaie fonctionnelle des entités en exploitation.

Le tableau qui suit présente la date d'expiration, s'il y a lieu, des actifs d'impôt différé non comptabilisés aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Un an à compter de la date de clôture	18 \$	1 \$
Deux ans à compter de la date de clôture	1	18
Trois ans à compter de la date de clôture	5	1
Plus de trois ans après la date de clôture	231	283
Sans date expiration	812	836
Total	1 067 \$	1 139 \$

Les composantes de l'impôt sur le résultat présentées dans les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020 se détaillent comme suit :

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(119) \$	(13) \$	49 \$
Couvertures d'investissement net	17	9	26
Couvertures de flux de trésorerie	86	15	—
Placements mis en équivalence	1	(2)	—
Réserve financière d'assurance	23	—	—
Écarts actuariels liés aux régimes de retraite	16	32	(9)
Total de la charge (l'économie) d'impôt différé dans les autres éléments du résultat global	24 \$	41 \$	66 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la charge d'impôt exigible comptabilisée directement en capitaux propres s'est chiffrée à néant. Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, le total de l'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement en capitaux propres s'est chiffré à 42 M\$ et à 20 M\$, respectivement, et est principalement attribuable à une restructuration interne de filiales pour lesquelles le contrôle est conservé.

NOTE 19. CAPITAUX PROPRES

Les titres de capitaux propres consolidés de la société en commandite comprennent les parts de société en commandite détenues dans le public et par Brookfield, les parts de commandité détenues par Brookfield, les parts de rachat-échange détenues par Brookfield, les parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield et les actions échangeables de BBUC détenues dans le public et par Brookfield (collectivement, les « Parts » ou les « Porteurs de parts », comme il est décrit à la note 1), ainsi que des titres privilégiés d'une valeur de 1 490 M\$ détenus par Brookfield. Au 31 décembre 2022, Brookfield détenait environ 65,2 % de la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a versé aux porteurs de parts de société en commandite, de parts de commandité, de parts de rachat-échange et d'actions échangeables de BBUC des distributions de 50 M\$, soit environ 0,0625 \$ par Part (2021 – 37 M\$). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a distribué aux autres entités qui détenaient une participation dans les filiales en exploitation un montant de 2 419 M\$ (2021 – 1 935 M\$), principalement en raison de la distribution à des partenaires institutionnels du produit de la syndication de l'entreprise de services de location de solutions modulaires, de l'entreprise de services de loterie et de l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite et de la distribution de dividendes dans le cadre d'un financement sans recours relatif à la participation de la société en commandite dans son entreprise de services de technologie nucléaire, combinées à la distribution de dividendes de la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite.

a) Parts de commandité et parts de société en commandite

Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher sa quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir les politiques financières et d'exploitation de Brookfield Business Partners L.P. Les parts de commandité ne sont pas quantitativement significatives pour les états financiers consolidés et, par conséquent, n'ont pas été présentées séparément dans les états consolidés de la situation financière.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des parts de commandité et des parts de société en commandite en circulation pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

PARTS	Parts de commandité		Parts de société en commandite		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Autorisées et émises						
Solde d'ouverture	4	4	77 085 493	79 031 984	77 085 497	79 031 988
Rachetées et annulées	—	—	(2 525 490)	(1 946 491)	(2 525 490)	(1 946 491)
Conversion d'actions échangeables de BBUC	—	—	52 500	—	52 500	—
Émises aux 31 décembre	4	4	74 612 503	77 085 493	74 612 507	77 085 497

Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 75,3 millions (2021 – 78,3 millions).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a racheté et annulé 2 525 490 parts de société en commandite (2021 – 1 946 491 parts de société en commandite).

Le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux porteurs de parts de société en commandite s'est établi à 36 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (2021 – bénéfice net de 258 M\$).

b) Parts de rachat-échange détenues par Brookfield

PARTS	Parts de rachat-échange détenues par Brookfield	
	2022	2021
Autorisées et émises		
Solde d'ouverture	69 705 497	69 705 497
Émises aux 31 décembre	69 705 497	69 705 497

Le nombre moyen pondéré de parts de rachat-échange en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 69,7 millions (2021 – 69,7 millions).

Au 31 décembre 2022, la société de portefeuille SEC avait émis 69,7 millions de parts de rachat-échange à l'intention de Brookfield. Les parts de société en commandite et les parts de commandité émises par Brookfield Business Partners L.P. et les parts de rachat-échange émises par la société de portefeuille SEC ont les mêmes attributs économiques à tous les égards, à l'exception de ce qui suit.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un paiement en trésorerie d'un montant correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite de la société en commandite, multipliée par le nombre de parts devant être rachetées (sous réserve de certains ajustements habituels). Ce droit est assujéti au droit de la société en commandite de choisir, à sa seule discrétion, d'acquérir toute part déposée aux fins de rachat en échange de une part de société en commandite de la société en commandite (sous réserve de certains ajustements habituels). Si la société en commandite choisit de ne pas échanger les parts de rachat-échange contre des parts de société en commandite, les parts de rachat-échange devront être rachetées contre un montant en trésorerie. Les parts de rachat-échange sont présentées à titre de participations ne donnant pas le contrôle puisqu'elles se rapportent aux capitaux propres d'une filiale qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement, à Brookfield Business Partners L.P. Comme ce droit de rachat est assujéti au droit de la société en commandite, à sa seule discrétion, de régler la demande de rachat au moyen de parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. à raison de une pour une, les parts de rachat-échange sont classées dans les capitaux propres, conformément à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (« IAS 32 »).

c) Actions échangeables de BBUC

ACTIONS	Actions échangeables de BBUC
Solde au 1^{er} janvier 2022	—
Distribution spéciale	73 088 510
Converties en actions de catégorie C	(80 425)
Converties en parts de société en commandite	(52 500)
Solde au 31 décembre 2022	72 955 585

Le 15 mars 2022, la société en commandite a effectué une distribution spéciale aux termes de laquelle les Porteurs de parts inscrits à la date de clôture des registres ont reçu une action échangeable de BBUC pour chaque paire de Parts détenue. La distribution spéciale a donné lieu à l'émission de 73 millions d'actions échangeables de BBUC à l'intention des porteurs de parts détenues dans le public et de Brookfield. Les parts de société en commandite et les parts de commandité émises par la société en commandite et les actions échangeables de BBUC émises par BBUC ont les mêmes attributs économiques à tous les égards, à l'exception de ce qui suit.

Chaque action échangeable de BBUC est échangeable au gré du porteur contre une part de société en commandite (sous réserve d'un ajustement pour tenir compte de certaines éventualités relatives au capital) ou contre de la trésorerie d'un montant égal à la valeur de marché de une part de société en commandite de la société en commandite. La société en commandite peut choisir de régler l'obligation d'échange en acquérant ces actions échangeables de BBUC offertes pour un nombre équivalent de parts de société en commandite, ou son équivalent en trésorerie. La société en commandite a l'intention de régler toute demande d'échange liée aux actions échangeables de BBUC au moyen de la remise de parts de société en commandite plutôt que de trésorerie. Les actions échangeables de BBUC sont présentées à titre de participations ne donnant pas le contrôle puisqu'elles se rapportent aux capitaux propres d'une filiale qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement, à Brookfield Business Partners L.P. Comme ce droit d'échange est assujéti au droit de la société en commandite, à sa seule discrétion, de régler la demande d'échange au moyen de parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. à raison de une pour une, les actions échangeables de BBUC sont classées dans les capitaux propres, conformément à IAS 32.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, 52 500 actions échangeables de BBUC ont été échangées contre des parts de société en commandite.

d) Parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield

PARTS	Parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield	
	2022	2021
Autorisées et émises		
Solde d'ouverture	4	4
Émises aux 31 décembre	4	4

Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite spéciales en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 4 (2021 – 4).

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a droit au versement de distributions incitatives calculées en fonction d'une hausse de 20 % de la valeur de marché des parts de société en commandite par rapport au seuil initial fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des parts de société en commandite, sous réserve d'un cours plus élevé.

Afin de tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale survenue le 15 mars 2022, le seuil de la distribution incitative a été réduit de un tiers, proportionnellement au ratio de distribution de une (1) action échangeable de BBUC pour chaque tranche de deux (2) parts de société en commandite. Par conséquent, le nouveau seuil de la distribution incitative est de 31,53 \$ par part de société en commandite depuis la réalisation de la distribution spéciale.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le cours moyen pondéré en fonction du volume s'est établi à 19,36 \$ par part de société en commandite, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative courante de 31,53 \$ par part de société en commandite, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant (2021 – 157 M\$).

e) Titres privilégiés détenus par Brookfield

(EN M\$ US)	Titres privilégiés détenus par Brookfield	
	2022	2021
Solde d'ouverture	15 \$	15 \$
Souscriptions au cours de l'exercice	1 475	—
Solde au 31 décembre 2022	1 490 \$	15 \$

Brookfield a souscrit des actions privilégiées de trois filiales de la société en commandite, pour un montant total de 15 M\$. Les actions privilégiées donnent droit à un dividende privilégié en trésorerie cumulatif correspondant à 5 % de leur valeur de rachat par année, lorsque le dividende est déclaré par le conseil d'administration de l'entité concernée. Les actions privilégiées sont rachetables, au gré de l'entité concernée, en tout temps après la date du vingtième anniversaire de leur émission. Étant donné que la société en commandite n'est pas tenue de racheter les actions privilégiées, ces actions sont considérées comme des capitaux propres des entités concernées et elles sont présentées comme une composante des participations ne donnant pas le contrôle dans les états consolidés de la situation financière.

La société en commandite a conclu un contrat d'engagement additionnel avec Brookfield en vertu duquel Brookfield a convenu de souscrire des titres de capitaux propres privilégiés de filiales de la société en commandite pour un montant maximal de 1,5 G\$. Les titres de capitaux propres privilégiés donnent le droit de recevoir des distributions ou des dividendes privilégiés cumulatifs et fixes de 6 % par année et sont rachetables au gré de Brookfield dans la mesure où la société en commandite effectue des ventes d'actifs, des financements ou des émissions de titres de capitaux propres. Ces titres privilégiés sont présentés comme des instruments de capitaux propres conformément à IAS 32 et, par conséquent, la société en commandite les classe à titre de composante des participations ne donnant pas le contrôle dans les états consolidés de la situation financière et des variations des capitaux propres. Au 31 décembre 2022, Brookfield avait souscrit des titres privilégiés perpétuels pour un montant global de 1 475 M\$.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 20. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

Les tableaux suivants présentent les variations du cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) attribuable aux commanditaires pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Écart de change	JVAERG	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2022	(252) \$	76 \$	23 \$	(153) \$
Adoption de nouvelles normes comptables ²	—	—	1	1
Solde d'ouverture ajusté au 1 ^{er} janvier 2022	(252)	76	24	(152)
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(66)	(69)	92	(43)
Changements de participation	4	—	1	5
Émission d'actions échangeables de BBUC ³	67	(15)	(5)	47
Solde au 31 décembre 2022	(247) \$	(8) \$	112 \$	(143) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.
2. Se reporter à la note 2 pour plus de détails.
3. Dans le cadre de la distribution spéciale de BBUC, un montant de 47 M\$ du cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) a été réaffecté aux actions échangeables de BBUC. Se reporter à la note 1 pour des renseignements supplémentaires.

(EN M\$ US)	Écart de change	JVAERG	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	(144) \$	52 \$	(88) \$	(180) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(70)	24	110	64
Changements de participation	(38)	—	1	(37)
Solde au 31 décembre 2021	(252) \$	76 \$	23 \$	(153) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN M\$ US)	Écart de change	JVAERG	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2020	(169) \$	11 \$	(60) \$	(218) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	25	39	(28)	36
Changements de participation	—	2	—	2
Solde au 31 décembre 2020	(144) \$	52 \$	(88) \$	(180) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTE 21. COÛTS D'EXPLOITATION DIRECTS

La société en commandite n'a pas d'employé ni d'administrateur principal et elle ne rémunère aucun principal dirigeant. Des renseignements détaillés sur les affectations des coûts engagés par Brookfield au nom de la société en commandite sont présentés à la note 25. Les principaux décideurs de la société en commandite sont tous des employés de Brookfield ou de ses filiales, laquelle fournit des services de gestion en vertu d'une convention-cadre de services conclue avec Brookfield (la « convention-cadre de services »).

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les coûts d'exploitation directs sont les coûts engagés pour gagner des produits et comprennent l'ensemble des charges imputables. Le tableau qui suit présente, par nature, les coûts d'exploitation directs pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Coûts des stocks	36 736 \$	30 333 \$	22 854 \$
Coûts liés aux sous-traitants et aux conseillers	3 163	3 426	3 557
Coûts de la main-d'œuvre et des matériaux de construction liés aux concessions	323	235	163
Dotation aux amortissements	3 223	2 283	2 165
Rémunération	5 562	4 123	3 546
Autres coûts directs	4 103	2 751	2 345
Total	53 110 \$	43 151 \$	34 630 \$

Les autres coûts directs comprennent les frais de transport, les coûts de construction passés en charges et les charges pour pertes de crédit attendues relatives aux actifs financiers.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le total des charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur inclus dans les autres coûts d'exploitation directs s'est établi à 26 M\$ (2021 – 25 M\$) et à 14 M\$ (2021 – 17 M\$), respectivement.

NOTE 22. GARANTIES ET ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des activités, les filiales en exploitation de la société en commandite détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 31 décembre 2022, le montant total en cours se chiffrait à environ 2,5 G\$ (2021 – environ 2,3 G\$). La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les présents états financiers consolidés et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les présents états financiers consolidés.

La société en commandite pourrait éventuellement être tenue responsable à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Aucune des poursuites ou réclamations en cours au 31 décembre 2022 ne devrait normalement donner lieu à un passif significatif au titre d'un règlement pour la société en commandite.

NOTE 23. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

a) Engagements

Il n'y avait aucun engagement contractuel significatif portant sur les dépenses d'investissement au 31 décembre 2022.

b) Obligations locatives

Le tableau qui suit résume le calendrier non actualisé des échéances de la société en commandite pour les obligations locatives aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Obligations locatives		
Moins de 1 an	368 \$	355 \$
De 1 an à 5 ans	920	856
Plus de 5 ans	843	959
Total	2 131 \$	2 170 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 24. PRODUITS

a) Produits par type

Les tableaux suivants présentent un résumé des produits sectoriels de la société en commandite par type pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2022				Total
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	
Produits par type					
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	33 631 \$	6 118 \$	15 059 \$	— \$	54 808 \$
Autres produits des activités ordinaires	1 155	1 406	16	—	2 577
Total des produits	34 786 \$	7 524 \$	15 075 \$	— \$	57 385 \$

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2021				Total
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	
Produits par type					
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	28 947 \$	3 878 \$	12 121 \$	— \$	44 946 \$
Autres produits des activités ordinaires	1 041	579	21	—	1 641
Total des produits	29 988 \$	4 457 \$	12 142 \$	— \$	46 587 \$

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2020				Total
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	
Produits par type					
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	21 680 \$	3 805 \$	10 651 \$	— \$	36 136 \$
Autres produits des activités ordinaires	900	594	5	—	1 499
Total des produits	22 580 \$	4 399 \$	10 656 \$	— \$	37 635 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

b) Calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Les tableaux suivants présentent un résumé des produits sectoriels de la société en commandite en fonction du calendrier de comptabilisation du total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2022				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Calendrier de comptabilisation des produits					
Produits et services fournis à un moment précis	29 092 \$	2 391 \$	14 661 \$	— \$	46 144 \$
Services transférés progressivement	4 539	3 727	398	—	8 664
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	33 631 \$	6 118 \$	15 059 \$	— \$	54 808 \$

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2021				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Calendrier de comptabilisation des produits					
Produits et services fournis à un moment précis	24 810 \$	1 403 \$	11 864 \$	— \$	38 077 \$
Services transférés progressivement	4 137	2 475	257	—	6 869
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	28 947 \$	3 878 \$	12 121 \$	— \$	44 946 \$

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2020				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Calendrier de comptabilisation des produits					
Produits et services fournis à un moment précis	17 665 \$	1 382 \$	10 436 \$	— \$	29 483 \$
Services transférés progressivement	4 015	2 423	215	—	6 653
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	21 680 \$	3 805 \$	10 651 \$	— \$	36 136 \$

c) Produits par zone géographique

Le tableau ci-dessous présente le total des produits de la société en commandite par zone géographique pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	2022	2021	2020
Royaume-Uni	21 921 \$	18 827 \$	13 996 \$
États-Unis	10 297	6 715	5 848
Europe	8 742	7 107	5 184
Australie	4 950	4 529	4 299
Canada	4 805	3 916	3 137
Brésil	2 558	1 711	1 403
Mexique	941	813	765
Autres	3 171	2 969	3 003
Total des produits	57 385 \$	46 587 \$	37 635 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les tableaux suivants présentent un résumé des produits sectoriels de la société en commandite par zone géographique pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2022				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Royaume-Uni	20 939 \$	492 \$	329 \$	— \$	21 760 \$
États-Unis	1 233	2 754	6 300	—	10 287
Europe	2 867	1 770	3 190	—	7 827
Australie	4 323	226	137	—	4 686
Canada	3 185	165	730	—	4 080
Brésil	228	112	1 955	—	2 295
Mexique	—	—	941	—	941
Autres	856	599	1 477	—	2 932
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	33 631 \$	6 118 \$	15 059 \$	— \$	54 808 \$
Autres produits des activités ordinaires	1 155 \$	1 406 \$	16 \$	— \$	2 577 \$
Total des produits	34 786 \$	7 524 \$	15 075 \$	— \$	57 385 \$

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2021				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Royaume-Uni	18 257 \$	344 \$	206 \$	— \$	18 807 \$
États-Unis	344	1 591	4 775	—	6 710
Europe	2 495	1 257	3 007	—	6 759
Australie	4 404	11	84	—	4 499
Canada	2 436	85	554	—	3 075
Brésil	259	82	1 155	—	1 496
Mexique	—	—	813	—	813
Autres	752	508	1 527	—	2 787
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	28 947 \$	3 878 \$	12 121 \$	— \$	44 946 \$
Autres produits des activités ordinaires	1 041 \$	579 \$	21 \$	— \$	1 641 \$
Total des produits	29 988 \$	4 457 \$	12 142 \$	— \$	46 587 \$

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2020				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Royaume-Uni	13 417 \$	371 \$	192 \$	— \$	13 980 \$
États-Unis	21	1 685	4 137	—	5 843
Europe	1 071	1 139	2 624	—	4 834
Australie	4 155	10	63	—	4 228
Canada	1 841	90	485	—	2 416
Brésil	339	78	787	—	1 204
Mexique	—	—	765	—	765
Autres	836	432	1 598	—	2 866
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	21 680 \$	3 805 \$	10 651 \$	— \$	36 136 \$
Autres produits des activités ordinaires	900 \$	594 \$	5 \$	— \$	1 499 \$
Total des produits	22 580 \$	4 399 \$	10 656 \$	— \$	37 635 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

d) Produits locatifs

Les contrats de location aux termes desquels la société en commandite est le preneur sont des contrats de location simple. Le total des produits locatifs tirés de contrats de location simple a totalisé 1 558 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (2021 – 684 M\$). Le tableau qui suit présente les produits contractuels non actualisés à recevoir au titre des contrats de location de la société en commandite par période de réception prévue pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Produits à recevoir au titre des contrats de location		
Moins de 1 an	877 \$	843 \$
De 2 à 5 ans	1 110	978
Plus de 5 ans	332	409
Total	2 319 \$	2 230 \$

e) Obligations de prestation qui restent à remplir

Services commerciaux

En ce qui a trait à l'entreprise de construction de la société en commandite, le carnet de commandes est défini comme les produits qui n'ont pas encore été reçus (c'est-à-dire les obligations de prestation qui restent à remplir) relativement aux projets de construction obtenus par l'entremise d'un contrat signé ou d'un bon de travail. Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes de projets de construction de la société en commandite se chiffrait à approximativement 5,7 G\$ (2021 – 7,5 G\$). La société en commandite prévoit comptabiliser la majeure partie de ce montant au cours des cinq prochains exercices.

L'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite avait des obligations de prestation qui restent à remplir relativement à ses contrats à long terme liés aux logiciels et à la maintenance d'environ 2,5 G\$. La société en commandite s'attend à comptabiliser la majorité de ce montant au cours des cinq prochains exercices. Les obligations de prestation qui restent à remplir excluent les produits tirés de transactions futures lorsque ces produits sont comptabilisés au fur et à mesure que les services sont rendus et pour le montant que la société en commandite a le droit de facturer.

Services d'infrastructures

Le fournisseur de services au secteur de la production d'énergie nucléaire de la société en commandite détenait un carnet de commandes restant d'environ 9,2 G\$ au 31 décembre 2022 (2021 – 9,3 G\$). Ce montant comprend une estimation des obligations de prestation futures prévues liées aux contrats à long terme visant l'offre d'assemblages combustibles et de composantes connexes. La société en commandite prévoit comptabiliser la majeure partie de ce montant au cours des dix prochains exercices.

Activités industrielles

L'entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au Brésil de la société en commandite est partie à certaines obligations de prestation qui restent à remplir d'une durée de plus de un an. Au 31 décembre 2022, les obligations de prestation qui restent à remplir s'établissaient à environ 10,4 G\$ (2021 – 8,9 G\$), et les plus importantes d'entre elles se rapportaient aux accords de concession de services conclus avec diverses municipalités, qui ont une durée moyenne restante de 23 ans.

NOTE 25. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la société en commandite a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées. Ces transactions ont été évaluées à la juste valeur et sont comptabilisées dans les états financiers consolidés.

a) Transactions avec Brookfield

La société en commandite est partie à la convention de crédit liée à Brookfield, qui prévoit des emprunts d'un montant maximal de 1 G\$. Au 31 décembre 2022, un montant de néant avait été prélevé sur la convention de crédit liée à Brookfield (2021 – néant).

À l'occasion, Brookfield et la société en commandite peuvent déposer des fonds l'une auprès de l'autre, selon des modalités approuvées par les administrateurs indépendants du commandité de la société en commandite, en vertu de conventions de dépôt conclues entre Brookfield et la société en commandite (les « conventions de dépôt »). Les intérêts gagnés ou engagés sur ces dépôts sont établis selon les conditions du marché. Au 31 décembre 2022, le dépôt net reçu de Brookfield était de néant (2021 – néant) et la société en commandite avait engagé des charges d'intérêts de néant pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (2021 – charges d'intérêts de 4 M\$; 2020 – charges d'intérêts de 3 M\$) à l'égard de ces dépôts.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

En vertu de la convention-cadre de services, la société de portefeuille SEC paie trimestriellement à Brookfield des honoraires de gestion de base qui sont reflétés dans les frais généraux et administratifs. Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la capitalisation totale de la société en commandite correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume trimestriel d'une part de société en commandite à la bourse principale (en fonction du volume de négociation) multiplié par le nombre de parts de société en commandite en circulation à la fin du trimestre (en supposant la conversion de la totalité des parts de rachat-échange en parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P.), majoré de la valeur des titres des autres bénéficiaires de services (y compris les actions échangeables de BBUC), qui ne sont pas détenus par la société en commandite, majoré du montant de la dette impayée, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute trésorerie détenue par ces entités. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 94 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (2021 – 92 M\$; 2020 – 63 M\$).

En sa capacité de porteur des parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a le droit de recevoir des distributions incitatives. Le total de la distribution incitative pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à néant (2021 – 157 M\$; 2020 – néant).

Un élément indissociable de la stratégie de la société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au mandat de placement de la société en commandite. Dans le cours normal des activités, la société en commandite et les investisseurs institutionnels ont pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur et, dans le cadre de ces engagements, la société en commandite, de concert avec les investisseurs institutionnels, a accès à du financement à court terme par l'entremise des facilités de crédit des fonds de capital-investissement, pour lui permettre d'effectuer des placements que Brookfield juge dans l'intérêt supérieur de la société en commandite.

En outre, au moment de la scission-distribution de la société en commandite opérée par Brookfield en 2016, la société en commandite a conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains contrats qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu d'indemniser la société en commandite pour la réception de paiements au titre de ces contrats.

Au 31 décembre 2022, la société en commandite avait un emprunt de 85 M\$ auprès de Brookfield inclus dans les crédettes et autres passifs et un prêt à Brookfield d'environ 460 M\$ inclus dans les débiteurs et autres montants à recevoir, montant net. L'emprunt ne porte pas intérêt et est payable à vue, et le prêt porte intérêt au coût du capital de la société en commandite et est payable à vue.

b) Autres

Le tableau qui suit présente le sommaire des transactions que la société en commandite a conclues avec des parties liées pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020, y compris celles décrites ci-dessus.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Transactions au cours de la période			
Produits tirés des services commerciaux ¹	259 \$	439 \$	612 \$
Produits d'intérêts	11	—	—

1. Au sein du secteur Services commerciaux, la société en commandite fournit des services de construction à des sociétés liées de Brookfield.

Le tableau qui suit présente le sommaire des soldes avec des parties liées aux 31 décembre 2022 et 2021, y compris ceux décrits ci-dessus.

(EN M\$ US)	2022	2021
Soldes à la fin de la période		
Actifs financiers	118 \$	— \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	579	138
Créditeurs et autres passifs ¹	603	549
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	55	56

1. Comprend un montant de 315 M\$ (2021 – 326 M\$) à payer à des parties liées par l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite dans le cadre d'une entente d'impôt à recevoir.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

NOTE 26. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les activités de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers, y compris le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt, risque sur marchandises et risque sur actions), le risque de crédit et le risque de liquidité. La société en commandite utilise de façon sélective des instruments financiers dérivés dans le but de gérer ces risques.

Le tableau qui suit résume les montants notionnels totaux des positions sur dérivés de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

<u>(EN M\$ US, sauf indication contraire)</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Contrats de change	8 332 \$	12 591 \$
Swaps de devises	726	271
Dérivés de taux d'intérêt	7 592	14 686
Dérivés sur actions	17	69
	<u>16 667 \$</u>	<u>27 617 \$</u>

Instruments sur marchandises	2022	2021
Carburant à base de pétrole (m ³ – en millions)	14,02	17,11
Gaz naturel (kpi ³ – en millions)	65,38	90,37
Plomb (en tonnes métriques)	71 883	69 427
Étain (en tonnes métriques)	2 540	2 454
Polypropylène (en tonnes métriques)	28 078	24 129

Contrats de change

Le tableau suivant présente les montants notionnels et les taux de change moyens des contrats de change détenus par la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021. Les montants notionnels aux 31 décembre 2022 et 2021 comprennent les contrats d'achat et les contrats de vente.

<u>(EN M\$ US, sauf indication contraire)</u>	<u>Montant notionnel</u>		<u>Taux de change moyen</u>	
	<u>2022</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Contrats de change				
Dollars australiens	1 115 \$	963 \$	1,48	1,40
Reales brésiliens	637	473	6,29	5,73
Livres sterling	576	1 129	0,85	0,75
Dollars canadiens	1 683	2 916	1,35	1,26
Euros	2 209	3 847	0,94	0,87
Roupiés indiennes	372	465	84,82	78,30
Couronnes suédoises	1 086	1 475	9,78	9,08
Dollars américains	392	657	1,00	1,00
Autres	262	666		
	<u>8 332 \$</u>	<u>12 591 \$</u>		

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Autres renseignements relatifs aux instruments financiers dérivés

Le tableau qui suit présente les montants notionnels sous-jacents des instruments dérivés de la société en commandite au 31 décembre 2022 classés par durée jusqu'à l'échéance, ainsi que les montants notionnels comparatifs au 31 décembre 2021, tant pour les dérivés classés à la juste valeur par le biais du résultat net que pour les dérivés admissibles à la comptabilité de couverture.

(EN M\$ US)	2022			2021
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant notionnel total
Juste valeur par le biais du résultat net				
Contrats de change	3 236 \$	305 \$	118 \$	3 659 \$
Swaps de devises	20	100	109	229
Dérivés de taux d'intérêt	—	7	—	7
Dérivés sur actions	8	5	4	17
Désignés pour la comptabilité de couverture				
Contrats de change	855	3 818	—	4 673
Swaps de devises	—	497	—	497
Dérivés de taux d'intérêt	—	7 585	—	7 585
	4 119 \$	12 317 \$	231 \$	16 667 \$

NOTE 27. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Gestion du capital

La structure du capital de la société en commandite est constituée d'emprunts généraux et d'emprunts sans recours de filiales de la société en commandite, contrebalancés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les capitaux propres.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	2022	2021
Emprunts généraux	2 100 \$	1 619 \$
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	44 593	27 457
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 870)	(2 588)
Dette nette	43 823	26 488
Total des capitaux propres	18 429	13 000
Total du capital	62 252 \$	39 488 \$
Ratio d'endettement net	70 %	67 %

La société en commandite gère son exposition à la dette en finançant ses activités au moyen d'emprunts sans recours de filiales de la société en commandite, en s'assurant d'avoir recours à des sources de financement variées et de gérer les échéances. Dans la mesure du possible, la société en commandite emprunte également dans les monnaies dans lesquelles ses filiales exercent leurs activités de manière à atténuer l'exposition au risque de change.

La stratégie de la société en commandite en matière de financement consiste à financer ses investissements de croissance récurrents au moyen de flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation après les investissements de maintien, ainsi que par un financement par emprunt dont l'ampleur lui permet de maintenir son profil de crédit. Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, la société en commandite évalue diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'actifs secondaires ou d'actifs arrivés à maturité et les financements par capitaux propres et par emprunt. La société en commandite cherche à obtenir des capitaux supplémentaires si elle croit pouvoir en dégager des rendements supérieurs au coût des capitaux supplémentaires.

Comme le précise la note 17, la société en commandite dispose de diverses facilités de crédit. Dans certains cas, les facilités peuvent être assorties de clauses restrictives financières, généralement sous forme de ratios de couverture des intérêts et de ratios de levier financier. La société en commandite n'a aucune clause restrictive liée à la capitalisation boursière, assortie à ses emprunts, et la société en commandite respecte ses exigences en matière de capital imposées de l'extérieur, ou a obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Gestion des risques

La société en commandite reconnaît que la gestion des risques fait partie intégrante de saines pratiques de gestion.

Étant donné que la société en commandite détient des instruments financiers, elle est exposée aux risques suivants : le risque de liquidité, le risque de marché (c'est-à-dire le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque sur marchandises et l'autre risque de prix), le risque de crédit et le risque d'assurance. Le texte qui suit décrit ces risques ainsi que la façon dont ils sont gérés.

a) Risque de liquidité

La société en commandite maintient suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins continus en matière d'exploitation et financer les acquisitions. Nos principaux besoins en matière de liquidités pour le prochain exercice incluent le financement des charges récurrentes, l'acquittement des remboursements prévus de la dette et le paiement des obligations au titre du service de la dette, le financement des dépenses d'investissement requises et le financement des acquisitions. Les filiales en exploitation de la société en commandite génèrent également des liquidités en accédant aux marchés financiers lorsqu'il est avantageux de le faire.

Les tableaux suivants présentent le détail des échéances contractuelles des passifs financiers de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021. Les tableaux tiennent compte des flux de trésorerie futurs non actualisés liés aux passifs financiers selon la première date à laquelle la société en commandite pourrait être tenue de rembourser ces passifs. Les tableaux présentent à la fois les flux de trésorerie liés aux intérêts et au capital.

(EN M\$ US)	2022				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Passifs financiers non dérivés					
Créditeurs et autres passifs ¹	10 844 \$	643 \$	704 \$	1 880 \$	14 071 \$
Passifs portant intérêt	6 759	8 003	25 726	20 411	60 899
Obligations locatives	368	327	593	843	2 131

1. Exclut les passifs relatifs au démantèlement, les autres provisions, les avantages postérieurs à l'emploi, le passif au titre de la couverture restante, les produits différés, les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente et les emprunts et effets à payer relatifs à des parties liées de 5 056 M\$.

(EN M\$ US)	2021				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Passifs financiers non dérivés					
Créditeurs et autres passifs ¹	10 108 \$	619 \$	580 \$	1 950 \$	13 257 \$
Passifs portant intérêt	3 419	3 159	19 358	11 114	37 050
Obligations locatives	355	289	567	959	2 170

1. Exclut les passifs relatifs au démantèlement, les autres provisions, les avantages postérieurs à l'emploi, la réserve pour primes non acquises, les produits différés et les emprunts et effets à payer relatifs à des parties liées de 5 380 M\$.

b) Risque de marché

Le risque de marché est défini aux fins des présentes comme le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier détenu par la société en commandite fluctuent en raison des variations des facteurs du marché. Le risque de marché comprend le risque de variation des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des actions et du prix des marchandises.

Les instruments financiers détenus par la société en commandite qui sont assujettis au risque de marché comprennent les prêts et effets à recevoir, les autres actifs financiers, les emprunts, les contrats dérivés, comme les dérivés sur taux d'intérêt et sur devises, et les titres négociables.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****Risque de taux d'intérêt**

Les effets observables sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs liés aux instruments financiers et qui sont directement imputables au risque de taux d'intérêt comprennent les variations du résultat net lié aux instruments financiers dont les flux de trésorerie sont déterminés en fonction de taux d'intérêt variables, ainsi que les variations de la juste valeur des instruments financiers dont les flux de trésorerie sont fixes de nature. La société en commandite surveille les fluctuations des taux d'intérêt et peut conclure des contrats dérivés sur taux d'intérêt afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2022, une augmentation ou une diminution des taux d'intérêt de 50 points de base aurait l'incidence suivante sur les indicateurs du résultat avant impôt de la société en commandite, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes.

	Résultat net		Autres éléments du résultat global	
	Diminution de 50 points de base	Augmentation de 50 points de base	Diminution de 50 points de base	Augmentation de 50 points de base
(EN M\$ US)				
31 décembre 2022	118 \$	(118) \$	(29) \$	29 \$

Risque de change

Les variations des taux de change auront une incidence sur la valeur comptable des instruments financiers ainsi que sur l'investissement net et les flux de trésorerie de la société en commandite libellés en monnaies autres que le dollar américain. La société en commandite conclut des contrats de change désignés à titre de couvertures d'investissement net afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change par rapport au dollar américain.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les tableaux suivants résument l'exposition de la société en commandite au risque de change aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022								
	USD	AUD	GBP	CAD	EUR	BRL	INR	Autres	Total
Actif									
Actifs courants	7 452 \$	1 336 \$	2 888 \$	1 314 \$	2 126 \$	1 411 \$	529 \$	1 238 \$	18 294 \$
Actifs non courants	32 465	11 257	2 584	6 117	9 177	5 882	982	2 492	70 956
	<u>39 917 \$</u>	<u>12 593 \$</u>	<u>5 472 \$</u>	<u>7 431 \$</u>	<u>11 303 \$</u>	<u>7 293 \$</u>	<u>1 511 \$</u>	<u>3 730 \$</u>	<u>89 250 \$</u>
Passif									
Passifs courants	6 696 \$	1 821 \$	3 505 \$	1 038 \$	1 497 \$	1 220 \$	358 \$	542 \$	16 677 \$
Passifs non courants	32 102	7 759	941	3 136	5 802	3 807	356	241	54 144
	<u>38 798 \$</u>	<u>9 580 \$</u>	<u>4 446 \$</u>	<u>4 174 \$</u>	<u>7 299 \$</u>	<u>5 027 \$</u>	<u>714 \$</u>	<u>783 \$</u>	<u>70 821 \$</u>
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	1 862	1 649	773	1 781	2 684	1 568	422	2 096	12 835
Titres privilégiés	1 490	—	—	—	—	—	—	—	1 490
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	<u>(2 233) \$</u>	<u>1 364 \$</u>	<u>253 \$</u>	<u>1 476 \$</u>	<u>1 320 \$</u>	<u>698 \$</u>	<u>375 \$</u>	<u>851 \$</u>	<u>4 104 \$</u>
(EN M\$ US)	2021								
	USD	AUD	GBP	CAD	EUR	BRL	INR	Autres	Total
Actif									
Actifs courants	5 784 \$	1 181 \$	2 260 \$	1 300 \$	2 167 \$	771 \$	509 \$	1 446 \$	15 418 \$
Actifs non courants	19 698	5 384	1 726	6 692	8 210	4 011	1 265	1 815	48 801
	<u>25 482 \$</u>	<u>6 565 \$</u>	<u>3 986 \$</u>	<u>7 992 \$</u>	<u>10 377 \$</u>	<u>4 782 \$</u>	<u>1 774 \$</u>	<u>3 261 \$</u>	<u>64 219 \$</u>
Passif									
Passifs courants	4 801 \$	1 283 \$	3 005 \$	1 470 \$	1 543 \$	657 \$	557 \$	596 \$	13 912 \$
Passifs non courants	21 328	3 226	555	3 220	5 901	2 519	264	294	37 307
	<u>26 129 \$</u>	<u>4 509 \$</u>	<u>3 560 \$</u>	<u>4 690 \$</u>	<u>7 444 \$</u>	<u>3 176 \$</u>	<u>821 \$</u>	<u>890 \$</u>	<u>51 219 \$</u>
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	874	887	178	1 815	2 051	1 086	553	1 278	8 722
Titres privilégiés	15	—	—	—	—	—	—	—	15
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	<u>(1 536) \$</u>	<u>1 169 \$</u>	<u>248 \$</u>	<u>1 487 \$</u>	<u>882 \$</u>	<u>520 \$</u>	<u>400 \$</u>	<u>1 093 \$</u>	<u>4 263 \$</u>

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

L'incidence du risque de change sur le résultat net lié aux instruments financiers libellés en devises est limitée, car les actifs et passifs financiers de la société en commandite sont généralement libellés dans la monnaie fonctionnelle de la filiale qui détient l'instrument financier. Toutefois, la société en commandite est exposée au risque de change lié aux actifs nets de ses activités libellées en monnaies étrangères. Les tableaux suivants présentent le sommaire de l'exposition de la société en commandite au risque de change et la sensibilité du résultat net et des autres éléments du résultat global, avant impôt, à une variation de 10 % du taux de change par rapport au dollar américain pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

	31 décembre 2022			
	Résultat net avant impôt		Autres éléments du résultat global attribuables aux Porteurs de parts avant impôt	
	Diminution de	Augmentation de	Diminution de	Augmentation de
	10 %	10 %	10 %	10 %
(EN M\$ US)				
Dollar australien	(1) \$	1 \$	(85) \$	85 \$
Dollar canadien	(4)	4	(144)	144
Real brésilien	—	—	(48)	48
Euro	94	(94)	(92)	92
Autres	71	(71)	(121)	121

	31 décembre 2021			
	Résultat net avant impôt		Autres éléments du résultat global attribuables aux Porteurs de parts avant impôt	
	Diminution de	Augmentation de	Diminution de	Augmentation de
	10 %	10 %	10 %	10 %
(EN M\$ US)				
Dollar australien	12 \$	(12) \$	(85) \$	85 \$
Dollar canadien	21	(21)	(83)	83
Real brésilien	(1)	1	(36)	36
Euro	324	(324)	4	(4)
Autres	(74)	74	(108)	108

	31 décembre 2020			
	Résultat net avant impôt		Autres éléments du résultat global attribuables aux Porteurs de parts avant impôt	
	Diminution de	Augmentation de	Diminution de	Augmentation de
	10 %	10 %	10 %	10 %
(EN M\$ US)				
Dollar australien	6 \$	(6) \$	(86) \$	86 \$
Dollar canadien	25	(25)	(120)	120
Real brésilien	—	—	(40)	40
Euro	53	(53)	(29)	29
Autres	(108)	108	(72)	72

Risque sur marchandises

Comme certaines des filiales en exploitation de la société en commandite sont exposées au risque sur marchandises, la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des prix des marchandises. Une augmentation ou une diminution du prix des marchandises de 10 points de base, en ce qui concerne les instruments financiers, ne devrait pas avoir d'incidence significative sur le résultat net et les autres éléments du résultat global de la société en commandite.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****Autre risque de prix**

Au 31 décembre 2022, la société en commandite était exposée à l'autre risque de prix associé aux titres négociables et à d'autres actifs financiers, dont le solde s'établissait à 6 052 M\$ (2021 – 6 580 M\$). Une variation de 10 % de la juste valeur de ces actifs aurait une incidence de 605 M\$ sur les états consolidés du résultat global (2021 – 658 M\$).

c) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte découlant du non-respect, par un emprunteur ou une contrepartie, de ses obligations contractuelles.

La société en commandite évalue la solvabilité de chaque contrepartie avant de conclure des contrats et s'assure que les contreparties satisfont à des exigences minimales en matière de qualité du crédit. La société en commandite évalue et surveille également le risque de crédit lié à ses instruments financiers dérivés et s'efforce de le réduire au minimum au moyen d'une diversification, de garanties et d'autres méthodes de réduction du risque de crédit. La totalité des instruments financiers dérivés de la société en commandite sont liés à des contreparties qui sont des banques ou d'autres institutions financières. La société en commandite ne présente aucune exposition importante au risque de crédit relatif à une même contrepartie.

La qualité de crédit des obligations et des débentures détenues par la société en commandite est évaluée en fonction des notations attribuées par des agences de notation. Au 31 décembre 2022, la société en commandite détenait des obligations et des débentures d'un montant de 3 913 M\$ (2021 – 4 763 M\$), dont une tranche de 1 485 M\$ était assortie de la notation AAA (2021 – 1 881 M\$), une tranche de 1 669 M\$ était assortie de la notation A ou AA (2021 – 2 089 M\$) et une tranche de 759 M\$ était assortie de la notation B ou BB (2021 – 793 M\$).

La société en commandite comptabilise une correction de valeur pour pertes de crédit attendues au titre des actifs financiers, y compris les prêts et les titres de créance évalués au coût amorti, les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les engagements relatifs à des emprunts non utilisés, les créances clients et les actifs sur contrat.

La société en commandite détenait un important portefeuille de titres de créance par l'entremise de sa société d'assurance hypothécaire résidentielle au Canada, lequel est évalué au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2022, la valeur comptable brute des titres de créance évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global se chiffrait à 42 M\$ et à 3 913 M\$, respectivement (2021 – néant et 4 693 M\$, respectivement). Au 31 décembre 2022, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues se chiffrait à 6 M\$ (2021 – 2 M\$).

La société en commandite détenait un important portefeuille de prêts par l'entremise de son entreprise de services financiers non bancaires en Inde et de son prêteur hypothécaire résidentiel australien, lesquels sont évalués au coût amorti. Des politiques de crédit et des processus d'approbation de crédit exhaustifs sont en place pour ces portefeuilles. Le processus d'évaluation comprend des évaluations détaillées des risques liés aux emprunteurs, et il y a un processus de surveillance en place pour identifier les tendances du portefeuille de crédit et repérer les signaux d'alerte précoces, ce qui permet de prendre les mesures nécessaires en vue d'atténuer les pertes de crédit. La société en commandite classe ses prêts et sa correction de valeur pour pertes de crédit attendues en trois phases en fonction des divers degrés de risque de crédit, comme il est décrit à la note 2.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau ci-dessous présente les variations de la valeur comptable brute de l'important portefeuille de prêts de la société en commandite pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Valeur comptable brute à l'ouverture				
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	779 \$	276 \$	39 \$	1 093 \$
Nouveaux actifs créés ou achetés	515	7	2	524
Actifs décomptabilisés (excluant les radiations)	(223)	(127)	(15)	(365)
Transferts à la phase 1	22	(21)	(1)	—
Transferts à la phase 2	(255)	256	(1)	—
Transferts à la phase 3	(20)	(24)	44	—
Montants radiés (déduction faite du recouvrement)	(14)	(11)	(17)	(42)
Autres	(35)	(39)	(1)	(75)
Solde au 31 décembre 2021	769 \$	317 \$	49 \$	1 135 \$
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises	4 578	—	—	4 578
Nouveaux actifs créés ou achetés	834	43	—	877
Actifs décomptabilisés (excluant les radiations)	(280)	(76)	(22)	(378)
Transferts à la phase 1	49	(48)	(1)	—
Transferts à la phase 2	(94)	94	—	—
Transferts à la phase 3	(88)	(42)	130	—
Montants radiés (déduction faite du recouvrement)	(30)	(68)	(24)	(122)
Autres	144	(5)	(10)	129
Écart de change	(369)	(25)	(6)	(400)
Solde au 31 décembre 2022	5 513 \$	190 \$	116 \$	5 819 \$

Le tableau ci-dessous présente les variations de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues correspondante de l'important portefeuille de prêts de la société en commandite pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues				
Solde au 1 ^{er} janvier 2021	45 \$	19 \$	19 \$	83 \$
Nouveaux actifs créés ou achetés	22	1	1	24
Actifs décomptabilisés (excluant les radiations)	(2)	(6)	(1)	(9)
Transferts à la phase 1	1	(1)	—	—
Transferts à la phase 2	(12)	12	—	—
Transferts à la phase 3	(3)	(2)	5	—
Incidence sur les pertes de crédit attendues des expositions transférées d'une phase à l'autre au cours de l'exercice	(31)	17	16	2
Montants radiés (déduction faite du recouvrement)	—	(5)	(15)	(20)
Solde au 31 décembre 2021	20 \$	35 \$	25 \$	80 \$
Nouveaux actifs créés ou achetés	14	1	—	15
Actifs décomptabilisés (excluant les radiations)	(7)	(2)	(3)	(12)
Changement de modèles et de données d'entrée utilisés	10	2	2	14
Transferts à la phase 1	4	(4)	—	—
Transferts à la phase 2	(9)	8	1	—
Transferts à la phase 3	(8)	(4)	12	—
Incidence sur les pertes de crédit attendues des expositions transférées d'une phase à l'autre au cours de l'exercice	—	4	25	29
Montants radiés (déduction faite du recouvrement)	(2)	(14)	(18)	(34)
Écart de change	(2)	(4)	(4)	(10)
Solde au 31 décembre 2022	20 \$	22 \$	40 \$	82 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****d) Risque d'assurance**

Le risque d'assurance auquel la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite est exposée découle de la souscription de contrats d'assurance prêt hypothécaire. En vertu de ces contrats, le risque est transféré à la société en commandite du fait que les institutions prêteuses sont indemnisées pour les pertes de crédit découlant du défaut de paiement des emprunteurs hypothécaires. Aux termes d'un contrat d'assurance prêt hypothécaire, une institution prêteuse est protégée contre le risque de perte à hauteur du solde en principal impayé d'un prêt, majoré des intérêts, des coûts habituels d'application des modalités hypothécaires et de gestion des biens immobiliers, ainsi que des charges liées à la vente du bien sous-jacent. Le risque d'assurance touche le montant, l'échéancier et le degré de certitude des flux de trésorerie découlant des contrats d'assurance.

Selon la société en commandite, ses sources les plus importantes de risque d'assurance sont le risque de prix, le risque de souscription, le risque lié à la gestion des sinistres, le risque lié aux réserves pour pertes et le risque lié à la concentration du portefeuille d'assurance. Chacun de ces risques est décrit ci-dessous :

i) Risque de prix

Le risque de prix naît lorsque les sinistres réels diffèrent des hypothèses qui ont été utilisées aux fins de la détermination des taux de primes. Les taux de primes varient en fonction du risque de sinistre perçu à l'égard d'un prêt assuré, compte tenu de l'historique des pertes à long terme sur les prêts dont le ratio prêt/valeur, la durée et le type sont similaires, des antécédents de l'emprunteur en matière de crédit et des besoins en capital liés au produit d'assurance.

Avant de lancer un nouveau produit d'assurance prêt hypothécaire, la société en commandite fixe des cibles de rendement (associées entre autres à des taux de défaillance et à des ratios de pertes) et en assure un suivi régulier pour déceler tout écart par rapport au rendement attendu et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation. Ces cibles de rendement sont périodiquement ajustées pour veiller à ce qu'elles reflètent le contexte actuel.

ii) Risque de souscription

Le risque de souscription est le risque que le service de souscription de la société en commandite procède à la souscription d'une assurance prêt hypothécaire à des conditions non conformes aux directives préétablies en matière de risques, entraînant du coup une acceptation inappropriée de risques par la société en commandite.

Les résultats techniques de la société d'assurance hypothécaire résidentielle peuvent varier considérablement en raison de la nature cyclique du marché hypothécaire canadien. Le marché hypothécaire dépend largement de l'offre et de la demande d'habitations, des taux d'intérêt et des facteurs économiques d'ordre général, notamment les taux de chômage.

Le service de gestion des risques de la société en commandite fixe des directives en matière de risques fondées sur ses objectifs de souscription. Le rendement des souscripteurs est suivi afin de favoriser l'amélioration continue et de mettre en place des mesures correctives au besoin.

iii) Risque lié à la gestion des sinistres

La société en commandite utilise des programmes d'atténuation des pertes afin d'appliquer une politique de gestion active et de règlement rapide des sinistres pour réduire le risque découlant d'événements futurs inattendus qui pourraient avoir un effet négatif sur les pertes. Grâce à ces programmes, la société en commandite peut mieux contrôler le processus de commercialisation des biens immobiliers et potentiellement réduire les coûts de possession, tout en ayant la possibilité de vendre les biens immobiliers à un prix plus élevé.

Outre ses programmes actuels d'atténuation des pertes, la société en commandite est en droit de recouvrer auprès des emprunteurs ses pertes après le règlement d'un sinistre aux termes des ententes conclues avec les institutions prêteuses. La société en commandite travaille activement au recouvrement de ces pertes.

iv) Risque lié aux réserves pour pertes

Le risque lié aux réserves pour pertes est le risque que le passif au titre des sinistres survenus diffère considérablement de la somme finale versée pour régler les sinistres, principalement en raison de l'obtention de renseignements supplémentaires sur les sinistres et d'autres facteurs externes pouvant influencer la fréquence ou la gravité des sinistres, notamment l'évolution du marché canadien de l'habitation. La société en commandite examine régulièrement son passif au titre des sinistres survenus et ses hypothèses relatives aux réserves et met à jour le passif au titre des sinistres survenus comme il se doit.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020****v) *Risque lié à la concentration du portefeuille d'assurance***

Le risque lié à la concentration du portefeuille d'assurance est le risque que les pertes augmentent de manière disproportionnée lorsqu'il y a concentration du portefeuille. L'exposition à ce risque est atténuée par la diversification géographique du portefeuille. Une attention soutenue est également portée aux régions géographiques où la valeur des biens immobiliers est particulièrement sensible aux ralentissements économiques.

NOTE 28. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la société en commandite sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Le principal décideur opérationnel utilise le bénéfice d'exploitation ajusté (le « BE ajusté ») pour évaluer la performance et prendre des décisions sur l'affectation des ressources. Le BE ajusté permet au principal décideur opérationnel d'évaluer les secteurs de la société en commandite selon le rendement du capital investi généré par ses activités et d'évaluer la performance de ses secteurs en tenant compte de l'endettement. Le BE ajusté correspond au bénéfice net et au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en fonction de la participation économique de la société en commandite dans les filiales consolidées et dans les placements mis en équivalence, respectivement, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation latents, de la charge pour perte de valeur ou de la reprise de perte de valeur et d'autres éléments de produits ou de charges qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits. La participation économique de la société en commandite dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, conformément à la façon dont la société en commandite détermine le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans ses états consolidés du résultat net. Afin de fournir des renseignements supplémentaires sur la performance opérationnelle de la société en commandite au cours du cycle de vie d'un placement, le BE ajusté comprend l'incidence des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés et les profits ou pertes à la cession réalisés comptabilisés en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, comme les changements de participation. Le BE ajusté exclut les provisions liées aux poursuites judiciaires ou autres qui peuvent être constituées à l'occasion par les entreprises de la société en commandite et qui sont non récurrentes et sans lien direct avec les activités de la société en commandite, comme celles liées aux litiges ou aux éventualités. Le BE ajusté inclut les pertes de crédit attendues et les provisions pour créances douteuses comptabilisées dans le cours normal des activités de la société en commandite.

Le poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés du résultat net de la société en commandite comprend les montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits et des charges d'exploitation récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Ces montants comprennent les profits et pertes de réévaluation, les coûts de transaction, les charges de restructuration, les coûts de constitution et les charges de séparation d'entreprise, les profits ou les pertes à l'extinction ou à la modification d'une dette, les profits ou les pertes à la cession d'immobilisations corporelles, les provisions non récurrentes pouvant être constituées à l'occasion par l'une des entreprises de la société en commandite et qui ne reflètent pas les activités normales, ainsi que d'autres éléments. Les autres produits (charges), montant net inclus dans le BE ajusté dans les tableaux ci-dessous correspondent aux éléments des autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite qui sont pris en compte par la société en commandite dans l'évaluation de la performance opérationnelle et des rendements du capital investi générés par ses entreprises. Ces éléments peuvent comprendre les profits et pertes de réévaluation réalisés, les profits ou pertes réalisés à la cession d'immobilisations corporelles et d'autres éléments. Se reporter aux notes figurant sous les tableaux ci-dessous pour plus de détails sur les éléments qui y sont inclus.

Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net inclus dans le BE ajusté reflète la participation économique de la société en commandite dans les profits ou pertes sur les acquisitions et cessions comptabilisés au cours de la période dans ses états consolidés du résultat net qui sont pris en compte par la société en commandite dans l'évaluation de la performance et des rendements du capital investi générés par ses entreprises.

Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres qui est inclus dans le BE ajusté correspond à la participation économique de la société en commandite dans les profits et les pertes comptabilisés dans les états consolidés des variations des capitaux propres qui ont été réalisés dans le cadre d'une cession achevée. Les profits ou pertes à la cession réalisés significatifs peuvent être comptabilisés dans les capitaux propres à la cession partielle d'une filiale dont la société en commandite conserve le contrôle, ou à la vente d'un placement dans des titres comptabilisés à titre d'actifs financiers évalués à la juste valeur et dont les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats de chaque secteur en fonction de la participation économique de la société en commandite, dans le format utilisé par le principal décideur opérationnel pour organiser les secteurs à présenter afin de prendre des décisions en matière d'affectation des ressources et d'évaluer la performance. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Les tableaux ci-dessous présentent le rapprochement de la participation économique de la société en commandite dans ses résultats consolidés et des états consolidés du résultat net de la société en commandite.

	Exercice clos le 31 décembre 2022						
	Total attribuable aux Porteurs de parts					Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total ¹		
Produits	9 562 \$	2 968 \$	4 591 \$	— \$	17 121 \$	40 264 \$	57 385 \$
Coûts d'exploitation directs ²	(8 830)	(2 089)	(3 666)	(28)	(14 613)	(35 274)	(49 887)
Frais généraux et administratifs	(142)	(146)	(135)	(110)	(533)	(827)	(1 360)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net ³	9	—	7	—	16	12	28
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres ⁴	19	—	33	—	52	61	113
Autres produits (charges), montant net ⁵	2	2	2	—	6	19	25
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(155)	(288)	(335)	(71)	(849)	(1 689)	(2 538)
(Charge) économie d'impôt exigible ⁶	(80)	(19)	(92)	58	(133)	(312)	(445)
Distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés	—	—	—	(27)	(27)	27	—
BE ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ⁷	42	85	68	—	195	119	314
BE ajusté	427	513	473	(178)	1 235		
Dotation aux amortissements ^{2, 8}					(1 051)	(2 172)	(3 223)
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net					34	(25)	9
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres ⁴					(52)	(61)	(113)
(Charge) économie d'impôt exigible ⁶					(4)	(9)	(13)
Autres produits (charges), montant net ⁵					(258)	(425)	(683)
(Charge) économie d'impôt différé					306	471	777
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ⁷					(112)	(37)	(149)
Bénéfice net (perte nette)					98 \$	142 \$	240 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

-
1. Le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts comprennent le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux parts de société en commandite spéciales et aux actions échangeables de BBUC.
 2. La somme de ces montants correspond au montant de 53 110 M\$ comptabilisé au poste Coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net.
 3. La somme de ces montants correspond au montant de 28 M\$ comptabilisé au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net dans les états consolidés du résultat net. Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net de 16 M\$ inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans les profits sur cessions de 9 M\$ relativement à la vente des services infonuagiques de la société en commandite et de 7 M\$ relativement à la cession partielle de titres cotés en bourse.
 4. Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres de 52 M\$ qui est inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans les profits sur cessions, dont une tranche de 33 M\$ est liée à la cession partielle de titres cotés en bourse et une tranche de 19 M\$ est liée à la cession partielle d'un actif financier évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
 5. La somme de ces montants correspond au montant de (658) M\$ comptabilisé au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés du résultat net. Les autres produits (charges), montant net de 6 M\$ inclus dans le BE ajusté comprennent des profits nets de 15 M\$ à la vente d'immobilisations corporelles et des pertes nettes de réévaluation réalisées de 9 M\$. Les autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite de (258) M\$ qui sont exclus du BE ajusté comprennent des pertes nettes de réévaluation latentes de 76 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 108 M\$, des coûts de transaction de 68 M\$ et d'autres charges de 6 M\$.
 6. La somme de ces montants correspond au montant de (458) M\$ comptabilisé au poste (Charge) économie d'impôt exigible dans les états consolidés du résultat net.
 7. La somme de ces montants correspond au montant de 165 M\$ comptabilisé au poste Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net dans les états consolidés du résultat net.
 8. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : secteur Services commerciaux, 684 M\$; secteur Services d'infrastructures, 1 220 M\$; secteur Activités industrielles, 1 319 M\$; et secteur Siège social et autres, néant.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

	Exercice clos le 31 décembre 2021						Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
	Total attribuable aux Porteurs de parts					Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	
(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total ¹		
Produits	9 060 \$	1 928 \$	3 438 \$	— \$	14 426 \$	32 161 \$	46 587 \$
Coûts d'exploitation directs ²	(8 383)	(1 370)	(2 722)	(19)	(12 494)	(28 374)	(40 868)
Frais généraux et administratifs	(146)	(68)	(88)	(107)	(409)	(603)	(1 012)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net ³	—	—	158	—	158	740	898
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres ⁴	—	—	414	—	414	—	414
Autres produits (charges), montant net ⁵	24	(4)	12	—	32	29	61
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(69)	(152)	(236)	(20)	(477)	(991)	(1 468)
(Charge) économie d'impôt exigible ⁶	(111)	(4)	(159)	47	(227)	(318)	(545)
BE ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ⁷	22	66	62	—	150	112	262
BE ajusté	397	396	879	(99)	1 573		
Dotation aux amortissements ^{2, 8}					(780)	(1 503)	(2 283)
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net					(160)	(280)	(440)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net ³					474	451	925
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres ⁴					(414)	—	(414)
(Charge) économie d'impôt exigible ⁶					9	—	9
Autres produits (charges), montant net ⁵					(42)	(53)	(95)
(Charge) économie d'impôt différé					132	239	371
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ⁷					(149)	(100)	(249)
Bénéfice net (perte nette)					643 \$	1 510 \$	2 153 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

-
1. Le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts comprennent le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux parts de société en commandite spéciales et aux actions échangeables de BBUC.
 2. La somme de ces montants correspond au montant de 43 151 M\$ comptabilisé au poste Coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net.
 3. La somme de ces montants correspond au montant de 1 823 M\$ comptabilisé au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net dans les états consolidés du résultat net. Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net de 158 M\$ inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans les profits (pertes) de 141 M\$ relativement à la cession de l'entreprise d'électrodes de graphite de la société en commandite et de 14 M\$ relativement à la cession partielle de titres cotés en bourse, ainsi que d'autres profits de 3 M\$.
 4. Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres de 414 M\$ qui est inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans les profits sur cessions, dont une tranche de 245 M\$ est liée à la cession de l'entreprise d'électrodes de graphite de la société en commandite et une tranche de 169 M\$ est liée à la cession partielle de titres cotés en bourse.
 5. La somme de ces montants correspond au montant de (34) M\$ comptabilisé au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés du résultat net. Les autres produits (charges), montant net de 32 M\$ inclus dans le BE ajusté comprennent des pertes nettes de réévaluation réalisées de 4 M\$ et d'autres produits de 36 M\$. Les autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite de (42) M\$ qui sont exclus du BE ajusté comprennent des profits nets de réévaluation latents de 79 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 52 M\$, des coûts de transaction de 24 M\$, des pertes nettes à l'extinction ou à la modification d'une dette de 14 M\$ et d'autres charges de 31 M\$.
 6. La somme de ces montants correspond au montant de (536) M\$ comptabilisé au poste (Charge) économie d'impôt exigible dans les états consolidés du résultat net.
 7. La somme de ces montants correspond au montant de 13 M\$ comptabilisé au poste Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net dans les états consolidés du résultat net.
 8. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : secteur Services commerciaux, 465 M\$; secteur Services d'infrastructures, 705 M\$; secteur Activités industrielles, 1 113 M\$; et secteur Siège social et autres, néant.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

	Exercice clos le 31 décembre 2020						
	Total attribuable aux Porteurs de parts					Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total ¹		
Produits	7 611 \$	1 900 \$	2 965 \$	— \$	12 476 \$	25 159 \$	37 635 \$
Coûts d'exploitation directs ²	(7 220)	(1 340)	(2 303)	(11)	(10 874)	(21 591)	(32 465)
Frais généraux et administratifs	(136)	(75)	(91)	(82)	(384)	(584)	(968)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net ³	61	—	24	—	85	219	304
Autres produits (charges), montant net ⁴	4	(29)	—	—	(25)	(27)	(52)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(62)	(163)	(255)	(6)	(486)	(996)	(1 482)
(Charge) économie d'impôt exigible	(41)	(3)	(29)	40	(33)	(251)	(284)
BE ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ⁵	12	74	25	—	111	114	225
BE ajusté	229	364	336	(59)	870		
Dotation aux amortissements ^{2, 6}					(719)	(1 446)	(2 165)
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net					(112)	(151)	(263)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net ³					(11)	(19)	(30)
Autres produits (charges), montant net ⁴					(121)	284	163
(Charge) économie d'impôt différé					37	93	130
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ⁵					(113)	(55)	(168)
Bénéfice net (perte nette)					(169) \$	749 \$	580 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

-
1. Le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts comprennent le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux parts de société en commandite spéciales et aux actions échangeables de BBUC.
 2. La somme de ces montants correspond au montant de 34 630 M\$ comptabilisé au poste Coûts d'exploitation directs dans les états consolidés du résultat net.
 3. La somme de ces montants correspond au montant de 274 M\$ comptabilisé au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net dans les états consolidés du résultat net. Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net de 85 M\$ inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans les profits (pertes), dont une tranche de 47 M\$ est liée à la vente de l'entreprise d'entreposage frigorifique de la société en commandite, une tranche de 15 M\$ est liée à la vente des services de pathologie de l'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite et une tranche de 25 M\$ est liée à la vente par la société en commandite de placements dans des titres cotés en bourse, ainsi que d'autres pertes à la cession de 2 M\$.
 4. La somme de ces montants correspond au montant de 111 M\$ comptabilisé au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés du résultat net. Les autres produits (charges), montant net de (25) M\$ inclus dans le BE ajusté comprennent des pertes nettes de réévaluation réalisées de 28 M\$ et d'autres produits de 3 M\$. Les autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite de (121) M\$ qui sont exclus du BE ajusté comprennent des profits nets de réévaluation latents de 168 M\$, des provisions de 134 M\$ relativement aux possibles répercussions sur la productivité et dommages découlant d'une interruption des activités ou d'un arrêt des travaux qui ne sont pas considérées comme normales ou récurrentes, des provisions non récurrentes de 67 M\$, notamment liées au retrait de gammes de produits, aux radiations de contrats et aux coûts de relocalisation de la production, en raison de la restructuration du capital de l'une des entreprises de la société en commandite, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 60 M\$, des coûts de transaction de 30 M\$, des profits nets à l'extinction ou à la modification d'une dette de 8 M\$ et d'autres charges de 6 M\$.
 5. La somme de ces montants correspond au montant de 57 M\$ comptabilisé au poste Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net dans les états consolidés du résultat net.
 6. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : secteur Services commerciaux, 435 M\$; secteur Services d'infrastructures, 665 M\$; secteur Activités industrielles, 1 065 M\$; et secteur Siège social et autres, néant.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Actifs sectoriels

Dans le but de contrôler la performance sectorielle et la répartition des ressources entre les secteurs, le principal décideur opérationnel surveille les actifs, y compris les placements mis en équivalence, attribuables à chaque secteur.

Les tableaux suivants présentent un sommaire du total des actifs de la société en commandite par secteur opérationnel à présenter aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Total de l'actif		
Services commerciaux	37 939 \$	20 376 \$
Services d'infrastructures	22 606	16 380
Activités industrielles	28 112	27 315
Siège social et autres	593	148
Total	89 250 \$	64 219 \$

Le tableau suivant présente un sommaire du total des actifs non courants de la société en commandite par zone géographique aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
États-Unis	24 205 \$	10 989 \$
Europe	12 563	13 138
Australie	11 257	5 380
Canada	6 849	7 101
Brésil	6 631	4 971
Royaume-Uni	3 799	2 326
Mexique	2 354	1 855
Autres	3 298	3 041
Total des actifs non courants	70 956 \$	48 801 \$

NOTE 29. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Intérêts versés (reçus), montant net	2 037 \$	1 223 \$	1 135 \$
Impôt sur le résultat payé (reçu), montant net	285	448	428

Les montants versés et reçus au titre des intérêts sont présentés à titre de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Le total des sorties de trésorerie relativement aux contrats de location de la société en commandite s'est établi à 465 M\$ (2021 – 362 M\$) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

L'information détaillée du poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie est la suivante :

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Débiteurs	(1 058) \$	(684) \$	546 \$
Stocks	(629)	(494)	453
Paiements anticipés et autres	(192)	9	53
Créditeurs et autres passifs	(212)	27	284
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(2 091) \$	(1 142) \$	1 336 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau qui suit présente la variation du solde des emprunts issus des activités de financement aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Solde au début de l'exercice	29 076 \$	23 776 \$
Flux de trésorerie	13 901	6 736
Variations sans effet sur la trésorerie :		
Acquisitions (cessions) de filiales	4 570	(1 341)
Écart de change	(817)	(397)
Juste valeur	(4)	(31)
Autres variations	(33)	333
Solde à la fin de l'exercice	46 693 \$	29 076 \$

NOTE 30. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La société en commandite offre plusieurs régimes de retraite à prestations définies au sein de ses secteurs Activités industrielles et Services d'infrastructures. Ces régimes sont administrés dans divers pays, le plus important étant administré aux États-Unis. Ces avantages sont offerts par l'entremise de diverses compagnies d'assurances, et les coûts nets estimatifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés au cours des périodes de service validées des employés.

Le tableau qui suit présente les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US)	2022	2021
Variations de l'obligation au titre des prestations définies		
Obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice	3 034 \$	3 308 \$
Obligation au titre des prestations définies par l'entremise de regroupements d'entreprises	159	107
Coût des services	38	33
Coût financier	78	67
Cotisations des participants	2	2
Écarts de change	(4)	(218)
(Gain actuariel) perte actuarielle découlant de changements dans les hypothèses financières	(853)	(123)
(Gain actuariel) perte actuarielle découlant de changements dans les hypothèses démographiques	(4)	15
Ajustements liés à l'expérience	51	16
Prestations versées à même les actifs du régime	(127)	(157)
Prestations versées par l'employeur	(20)	(16)
Obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	2 354 \$	3 034 \$
Variations de la juste valeur des actifs du régime		
Juste valeur des actifs du régime au début de l'exercice	(2 400) \$	(2 391) \$
Juste valeur des actifs du régime par l'entremise de regroupements d'entreprises	(150)	(7)
Produits d'intérêts	(63)	(47)
Perte (rendement) des actifs du régime (excluant les produits d'intérêts)	687	(225)
Écarts de change	55	152
Cotisations de l'employeur	(43)	(64)
Cotisations des participants	(2)	(2)
Règlements directs de l'employeur	(1)	1
Prestations versées à même les actifs du régime	128	157
Prestations versées par l'employeur	15	16
Frais administratifs payés à même les actifs du régime	10	10
Juste valeur des actifs du régime à la fin de l'exercice	(1 764) \$	(2 400) \$
Actif net à la fin de l'exercice	— \$	(75) \$
Passif net à la fin de l'exercice	590 \$	709 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Outre l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies, la société en commandite a également comptabilisé d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont la valeur comptable du passif net se chiffrait à 52 M\$ au 31 décembre 2022 (2021 – 62 M\$).

Les passifs nets liés au régime de retraite à prestations définies et au régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans les créiteurs et autres passifs des états consolidés de la situation financière.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes par zone géographique au 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	États-Unis	Canada	Autres	Total
Obligation au titre des prestations définies	1 729 \$	65 \$	560 \$	2 354 \$
Juste valeur des actifs du régime	(1 348)	(52)	(364)	(1 764)
Passif net	381 \$	13 \$	196 \$	590 \$

Le tableau suivant présente un sommaire de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes par zone géographique au 31 décembre 2021.

(EN M\$ US)	États-Unis	Canada	Autres	Total
Obligation au titre des prestations définies	2 216 \$	20 \$	798 \$	3 034 \$
Juste valeur des actifs du régime	(1 867)	—	(533)	(2 400)
Passif net	349 \$	20 \$	265 \$	634 \$

Le tableau suivant résume les montants comptabilisés au cours des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 relativement au régime de retraite à prestations définies.

(EN M\$ US)	2022	2021
Montants comptabilisés en résultat net		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	38 \$	41 \$
Coût des services passés	—	(8)
Charges d'intérêts, montant net	15	20
Frais administratifs	10	10
Total de la charge comptabilisée en résultat net	63 \$	63 \$
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		
Perte (rendement) des actifs du régime (excluant le montant net des charges d'intérêts)	687 \$	(225) \$
(Gain actuariel) perte actuarielle découlant de changements dans les hypothèses démographiques	(4)	15
(Gain actuariel) perte actuarielle découlant de changements dans les hypothèses financières	(853)	(123)
Ajustements liés à l'expérience	51	16
Total de la charge (du profit) comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(119) \$	(317) \$
Total de la charge (du profit) comptabilisé dans le résultat global	(56) \$	(254) \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société en commandite a comptabilisé d'autres avantages postérieurs à l'emploi, ce qui a donné lieu à un total du profit comptabilisé dans les autres éléments du résultat global de 8 M\$ (2021 – total du profit de 28 M\$).

La charge comptabilisée en résultat net est incluse dans les frais généraux et administratifs des états consolidés du résultat net.

Le régime de retraite à prestations définies expose la société en commandite à certains risques actuariels, tels que le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt et le risque lié à la rémunération. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies est calculée au moyen d'un taux d'actualisation. Les régimes affichent un déficit lorsque le rendement de leurs actifs est inférieur à ce taux. La société en commandite atténue ce risque d'investissement au moyen d'une politique de placement solide à laquelle le gestionnaire de placements doit se conformer. La politique de placement exige que les actifs des régimes soient investis dans un portefeuille diversifié, et elle est fondée sur les exigences en matière de rendement des actifs et sur les exigences réglementaires locales. La variation des taux d'intérêt et de rémunération influe également sur l'obligation au titre des prestations définies. Une analyse de sensibilité des taux d'actualisation et de rémunération est présentée ci-dessous.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs des régimes par catégorie et par niveau de la hiérarchie des justes valeurs au 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	Niveau 1	Niveau 2 ¹	Niveau 3	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 \$	4 \$	— \$	50 \$
Instruments de capitaux propres	68	636	—	704
Instruments de créance	179	673	20	872
Immobilier	1	98	—	99
Fonds de placement	—	14	—	14
Contrats d'assurance à versements fixes	14	11	—	25
Total des actifs du régime	308 \$	1 436 \$	20 \$	1 764 \$

1. Les actifs de niveau 2 correspondent à la valeur liquidative des actifs sous-jacents détenus dans des fonds de placement évalués par des administrateurs tiers indépendants de fonds.

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs des régimes par catégorie et par niveau de la hiérarchie des justes valeurs au 31 décembre 2021.

(EN M\$ US)	Niveau 1	Niveau 2 ¹	Niveau 3 ²	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 \$	7 \$	— \$	52 \$
Instruments de capitaux propres	69	833	—	902
Instruments de créance	275	943	105	1 323
Immobilier	—	106	—	106
Contrats d'assurance à versements fixes	16	1	—	17
Total des actifs du régime	405 \$	1 890 \$	105 \$	2 400 \$

1. Les actifs de niveau 2 correspondent à la valeur liquidative des actifs sous-jacents détenus dans des fonds de placement évalués par des administrateurs tiers indépendants du fonds.
2. Les actifs de niveau 3 se composent de droits d'assurance, d'instruments de capitaux propres et d'instruments de créance détenus dans un fonds de placement. Les actifs sont évalués par l'administrateur du régime au moyen de données d'entrée non observables.

Hypothèses importantes

La société en commandite réévalue annuellement les hypothèses et les estimations utilisées pour établir les projections de l'obligation au titre du régime à prestations définies. Ces hypothèses et estimations peuvent influencer sur la valeur comptable des passifs au titre du régime à prestations définies dans les états consolidés de la situation financière de la société en commandite. Le tableau suivant présente les importantes hypothèses actuarielles adoptées.

	2022	2021
Taux d'actualisation	0,2 % à 7,9 %	0,2 % à 8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	0,5 % à 5,0 %	0,0 % à 5,0 %

Ces hypothèses ont une incidence importante sur les passifs au titre du régime à prestations définies présentés dans les états consolidés de la situation financière. Le tableau suivant présente une analyse de sensibilité de chacune des hypothèses formulées, ainsi que l'incidence connexe sur ces passifs au 31 décembre 2022.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	Hausse du pourcentage	Incidence sur les passifs	Baisse du pourcentage	Incidence sur les passifs
Taux d'actualisation	1 %	(200) \$	1 %	241 \$
Taux de croissance de la rémunération	1 %	19 \$	1 %	(18) \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente une analyse de sensibilité de chacune des hypothèses formulées, ainsi que l'incidence connexe sur ces passifs au 31 décembre 2021.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	Hausse du pourcentage	Incidence sur les passifs	Baisse du pourcentage	Incidence sur les passifs
Taux d'actualisation	1 %	(387) \$	1 %	473 \$
Taux de croissance de la rémunération	1 %	38 \$	1 %	(34) \$

L'analyse de sensibilité ci-dessus a été établie en fonction des changements raisonnablement possibles dans les hypothèses connexes en date du 31 décembre 2022 et du 31 décembre 2021, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes. Ces analyses ne sont pas forcément représentatives des modifications réelles de l'obligation au titre du régime à prestations définies, et il est peu probable que les changements dans les hypothèses surviennent indépendamment les uns des autres.

Le tableau suivant présente un sommaire des versements futurs prévus non actualisés au titre des prestations en vertu du régime de retraite à prestations définies de la société en commandite au 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	Versements futurs prévus au titre des prestations
2023	135 \$
2024	136
2025	139
2026	141
2027	144
Par la suite	4 030
Total	4 725 \$

NOTE 31. CONTRATS D'ASSURANCE

La société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite est partie à des contrats d'assurance prêt hypothécaire pour le marché résidentiel dans le cours normal des activités. Se reporter à la note 2x) ci-dessus pour des renseignements supplémentaires au sujet de la méthode comptable de la société en commandite à l'égard des contrats d'assurance et de l'incidence de l'adoption d'IFRS 17.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Le tableau suivant présente le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des passifs d'assurance liés aux contrats d'assurance de la société en commandite provenant de sa société d'assurance hypothécaire résidentielle pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, évalués en fonction des directives d'IFRS 17.

(EN M\$ US)	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total
Passifs d'assurance au 1^{er} janvier 2022	415 \$	616 \$	956 \$	1 987 \$
Variation au cours de la période :				
Variations liées aux services rendus au cours de la période :				
Marge sur services contractuels comptabilisée à l'égard des services fournis	—	—	(310)	(310)
Variation de l'ajustement au titre du risque comptabilisé à l'égard d'un contrat expiré	—	(90)	—	(90)
Ajustements liés à l'expérience	(43)	—	—	(43)
Variations liées aux services futurs :				
Contrats comptabilisés initialement au cours de la période	(456)	169	287	—
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(48)	(33)	81	—
Variations liées aux services passés :				
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	10	—	—	10
Produits financiers (charges financières) d'assurance	(24)	(37)	22	(39)
Écart de change	(21)	(40)	(71)	(132)
	(582) \$	(31) \$	9 \$	(604) \$
Flux de trésorerie :				
Primes reçues	635 \$	— \$	— \$	635 \$
Montant payé au titre des sinistres et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(41)	—	—	(41)
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(75)	—	—	(75)
Passifs d'assurance au 31 décembre 2022	352 \$	585 \$	965 \$	1 902 \$

Les soldes relatifs aux contrats d'assurance de la société en commandite provenant de sa société d'assurance hypothécaire résidentielle aux 31 décembre 2021 et 2020, évalués en fonction des directives d'IFRS 4, sont présentés ci-après.

a) Primes et réserve pour primes non acquises

Le tableau qui suit présente les variations des réserves pour primes non acquises.

(EN M\$ US)	2021	2020
Réserve pour primes non acquises au début de l'exercice	1 889 \$	1 625 \$
Primes souscrites au cours de l'exercice	967	744
Primes acquises au cours de l'exercice	(639)	(521)
Écart de change	11	41
Réserve pour primes non acquises à la fin de l'exercice	2 228 \$	1 889 \$

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

NOTES ANNEXES

Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020

Principales méthodes et hypothèses

Les primes souscrites sont comptabilisées à titre de primes acquises selon une courbe de comptabilisation des primes établie en fonction de différents facteurs qui est fondée sur le modèle de survenance des sinistres attendus. Environ 80 % des primes d'assurance prêt hypothécaire souscrites sont comptabilisées à titre de primes acquises au cours des cinq premières années d'un contrat, selon la courbe actuelle de comptabilisation des primes.

Un actuaire nommé procède à un test de suffisance du passif à l'égard de la réserve pour primes non acquises en utilisant un modèle de régression dynamique. Ce test a pour objectif de veiller à ce que le passif au titre des primes non acquises à la fin de l'exercice soit suffisant pour régler les sinistres et charges futurs qui pourraient découler des contrats d'assurance en vigueur. Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, le test de suffisance du passif a permis de déterminer que la réserve pour primes non acquises était en situation de surplus. Par conséquent, aucune réserve pour insuffisance de primes n'était requise à cette date de clôture.

b) Pertes sur sinistres et réserves pour sinistres

La valeur comptable des réserves pour sinistres reflète la valeur actualisée des charges liées aux sinistres attendus et les provisions pour écarts défavorables, et elle est considérée comme un indicateur de la juste valeur.

Le tableau suivant présente les composantes des réserves pour sinistres.

(EN M\$ US)	2021	2020
Réserves calculées dossier par dossier	54 \$	78 \$
Réserves pour sinistres survenus mais non déclarés	13	53
Actualisation	(1)	(1)
Provision pour écarts défavorables	5	14
Total des réserves pour sinistres	71 \$	144 \$

Le tableau qui suit présente les variations des réserves pour sinistres et l'incidence sur les pertes sur les sinistres.

(EN M\$ US)	2021	2020
Réserves pour sinistres au début de l'exercice	144 \$	105 \$
Sinistres payés au cours de l'exercice	(48)	(50)
Variations des réserves pour sinistres liées à l'exercice considéré	44	85
Évolution favorable de pertes sur sinistres d'exercices antérieurs	(71)	—
Écart de change	2	4
Réserves pour sinistres à la fin de l'exercice	71 \$	144 \$

NOTE 32. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**a) Distribution**

Le 2 février 2023, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par Part, à payer le 31 mars 2023 aux Porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 28 février 2023.

Le 4 mai 2023, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part de société en commandite, à payer le 30 juin 2023 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 31 mai 2023.

Le 3 août 2023, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part de société en commandite, à payer le 29 septembre 2023 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 31 août 2023.

b) Acquisition de Mobile Mini Solutions (« Mobile Mini »)

Le 31 janvier 2023, l'entreprise de services de location de solutions modulaires de la société en commandite a acquis une participation économique de 100 % dans Mobile Mini, un fournisseur de solutions d'entreposage portable au Royaume-Uni, pour une contrepartie totale de 419 M\$, financée au moyen de titres d'emprunt et de titres de capitaux propres. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote de Mobile Mini, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**NOTES ANNEXES****Aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020**

Un goodwill de 166 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles sous forme de relations clients de 53 M\$ et des immobilisations corporelles de 255 M\$ ont été acquises et d'autres passifs nets de 55 M\$ ont été repris dans le cadre de la transaction. Des coûts de transaction d'environ 10 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

c) Cessions*Services d'infrastructures – Entreprise de livraison d'énergie*

En février 2023, l'entreprise de services de technologie nucléaire de la société en commandite a conclu la vente de son entreprise de livraison d'énergie pour un produit brut d'environ 275 M\$, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 14 M\$ dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités, au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

Services commerciaux – Entreprise de services immobiliers

Le 31 mars 2023, la société en commandite a conclu la vente de son entreprise de gestion d'immeubles résidentiels, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 67 M\$ dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités, au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

Services commerciaux – Entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires

Le 1^{er} mai 2023, l'entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires de la société en commandite a conclu la vente de sa division secondaire offrant des services au secteur du matériel lourd pour une contrepartie totale d'environ 490 M\$, ce qui a donné lieu à un profit de 87 M\$ comptabilisé dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités, au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

Activités industrielles – Entreprise de remise à neuf de pièces de rechange automobiles destinées au marché secondaire

Le 3 juillet 2023, la société en commandite a vendu la majorité de son entreprise de remise à neuf de pièces de rechange automobiles destinées au marché secondaire et a reçu des droits de redevance sur la performance de l'entreprise nouvellement fusionnée. Le produit en trésorerie initial reçu à la vente a servi à éteindre la dette existante de l'entreprise. Les actifs et les passifs associés à la vente sont classés comme détenus en vue de la vente dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière non audité au 30 juin 2023.

AVIS AU LECTEUR

Le présent rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P., qui a trait aux états financiers consolidés cumulés audités retraités et aux notes annexes de Brookfield Business Partners L.P. au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022, a été préparé par Brookfield Business Partners L.P. dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« **IFRS 17** »), une norme exhaustive qui établit les principes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir liés aux contrats d'assurance. L'adoption d'IFRS 17 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le présent rapport de gestion annule et remplace, à tous les égards, le rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P. déposé antérieurement pour ces périodes.

Le présent avis ne fait pas partie du rapport de gestion ci-joint et n'y est pas intégré par renvoi.

RUBRIQUE 5. RAPPORT DE GESTION ET PERSPECTIVES

5.A RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La société en commandite a adopté IFRS 17, Contrats d'assurance (« IFRS 17 »), le 1^{er} janvier 2023, et la date de transition est le 1^{er} janvier 2022. IFRS 17 remplace IFRS 4, Contrats d'assurance (« IFRS 4 »), et les interprétations connexes.

Le présent rapport de gestion de la société en commandite a été retraité pour refléter l'adoption rétrospective d'IFRS 17 (le « rapport de gestion retraité ») et pourrait ne pas contenir toute l'information importante pour les investisseurs actuels ou potentiels dans nos titres. Le présent rapport de gestion retraité présente les résultats de la société en commandite selon IFRS 17 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et selon IFRS 4 pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Se reporter à la rubrique « Nouvelles méthodes comptables adoptées » du présent rapport de gestion retraité pour des renseignements supplémentaires sur l'adoption d'IFRS 17. Le présent rapport de gestion retraité, de même que les états financiers consolidés annuels de la société en commandite au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 et les résultats d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020, retraités afin de refléter l'adoption d'IFRS 17 (les « états financiers retraités »), doivent être lus en parallèle avec le plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F de la société en commandite (le « formulaire 20-F ») dans son intégralité pour obtenir une description plus détaillée des événements, tendances, incertitudes, risques et estimations comptables critiques qui nous touchent.

Pour obtenir des renseignements sur nos résultats intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 et sur certains événements postérieurs à la date de clôture, se reporter au rapport intermédiaire de la société en commandite pour le trimestre clos le 30 juin 2023, déposé en tant qu'annexe 99.1 à notre rapport sur formulaire 6-K déposé le 9 août 2023 (le « rapport intermédiaire »). Se reporter à la note 32, « Événements postérieurs à la date de clôture », des états financiers retraités pour obtenir plus de renseignements sur les événements postérieurs à la date de clôture.

Introduction

Le présent rapport de gestion retraité porte sur la situation financière de la société en commandite au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020. Tous les termes définis sont décrits dans notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F. L'information présentée dans ce rapport de gestion retraité doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2022, retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 17 et préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'IASB. Les mentions « Porteurs de parts », « Parts » ou « par Part » auront trait collectivement aux parts de rachat-échange, aux parts de société en commandite spéciales, aux parts de société en commandite, aux parts de commandité et aux actions échangeables de BBUC ainsi qu'à leurs porteurs, à moins d'indications autres selon le contexte.

Le présent rapport de gestion retraité contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Note spéciale concernant les énoncés prospectifs » ci-après.

Mode de présentation

Les états financiers consolidés annuels audités de la société en commandite ont été préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'IASB. Les états financiers consolidés annuels audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Les états financiers consolidés annuels audités comprennent les comptes de la société en commandite et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à la vision du principal décideur opérationnel et à sa façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux, ii) Services d'infrastructures, iii) Activités industrielles et iv) Siège social et autres.

Les mesures non conformes aux normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion retraité font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus directement comparables. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Les symboles « \$ AU » ou « AUD » se rapportent aux montants exprimés en dollars australiens, les symboles « R\$ » ou « BRL » se rapportent aux montants exprimés en reales brésiliens, les symboles « £ » ou « GBP » se rapportent aux montants exprimés en livres sterling, les symboles « € » ou « EUR » se rapportent aux montants exprimés en euros, les symboles « \$ CA » ou « CAD » se rapportent aux montants exprimés en dollars canadiens, et le symbole « INR » se rapporte aux montants exprimés en roupies indiennes.

Aperçu de notre entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement aux États-Unis, en Europe, en Australie, au Canada et au Brésil. Nos activités sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui bénéficient d'une solide position concurrentielle et qui fournissent des produits et des services essentiels. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les Porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Secteurs opérationnels

Nous avons quatre secteurs opérationnels organisés en fonction de la vision du principal décideur opérationnel et de sa façon de gérer les activités : i) Services commerciaux, ii) Services d'infrastructures, iii) Activités industrielles et iv) Siège social et autres.

Notre secteur Services commerciaux comprend i) notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, ii) notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, iii) notre entreprise de services de soins de santé, iv) nos entreprises de services immobiliers et de construction, v) notre entreprise de services financiers non bancaires, vi) notre entreprise de carburants pour véhicules routiers, vii) nos entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures, viii) notre entreprise de services de traitement des paiements, ix) notre entreprise de divertissement et x) d'autres entreprises.

Notre secteur Services d'infrastructures comprend i) notre entreprise de services de technologie nucléaire, ii) notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, iii) notre entreprise de services de loterie, iv) notre entreprise de services de location de solutions modulaires et v) notre entreprise de services d'accès aux travaux.

Notre secteur Activités industrielles comprend i) notre entreprise de stockage d'énergie évolué, ii) notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, iii) notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées et iv) d'autres entreprises.

Notre secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie et des liquidités générales, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Se reporter à la rubrique 4.B, « Aperçu des activités » du formulaire 20-F pour plus d'information au sujet de nos entreprises comprises dans chaque secteur opérationnel.

Le tableau ci-dessous présente la répartition, entre les secteurs opérationnels, de l'actif total de 89,3 G\$ au 31 décembre 2022 et du total des produits de 57,4 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	Actif	Produits
	Au 31 décembre 2022	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022
Services commerciaux	37 939 \$	34 786 \$
Services d'infrastructures	22 606	7 524
Activités industrielles	28 112	15 075
Siège social et autres	593	—
Total	89 250 \$	57 385 \$

Perspectives

Nous nous efforçons d'augmenter les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation au moyen d'acquisitions et d'occasions de croissance interne, comme il est décrit ci-après. Nous sommes d'avis que nos activités mondiales de premier ordre nous permettent de répartir le capital à l'échelle mondiale de façon efficiente entre les secteurs et les régions présentant les meilleures occasions de réaliser les rendements que nous ciblons. Nous cherchons aussi activement à monétiser nos participations dans des entreprises à mesure que celles-ci arrivent à maturité et à réinvestir le produit dans des stratégies de placement à rendement plus élevé, ce qui permet d'accroître les rendements.

Notre entreprise a enregistré de solides résultats au premier semestre de 2023. Les marchés financiers mondiaux semblent se stabiliser à mesure que l'incidence de la hausse des taux d'intérêt se répercute sur le système financier. Les pressions inflationnistes s'atténuent, la volatilité des marchés boursiers diminue et les marchés du crédit ouvrent la porte aux émetteurs de grande qualité qui désirent prolonger ou refinancer leurs emprunts existants à des coûts raisonnables.

Services commerciaux

Les résultats de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle se normalisent par rapport aux niveaux exceptionnellement élevés enregistrés à l'exercice précédent, compte tenu de l'incidence de la hausse des taux hypothécaires sur les emprunteurs. La faiblesse persistante du taux de chômage au pays a contribué au fait que les arriérés des prêts hypothécaires sont demeurés inférieurs aux moyennes historiques à long terme. Nous nous attendons à ce que les ratios de pertes reviennent aux niveaux moyens à long terme au fil du temps, et nous sommes d'avis que l'entreprise dispose d'une bonne structure du capital à long terme.

Notre entreprise de services de soins de santé en Australie continue d'exercer ses activités dans un contexte difficile. Bien que la performance de la plupart de nos hôpitaux et nos niveaux d'activité se soient améliorés, l'incidence de la hausse des coûts de la main-d'œuvre et des coûts des médicaments et des fournitures chirurgicales continue d'influer sur les résultats globaux.

Depuis l'acquisition de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires en juillet 2022, nos plans de création de valeur à son égard ont progressé. L'incidence de nos initiatives continues en matière de création de valeur et de la croissance soutenue des produits tirés des abonnements a contribué à la solide performance au chapitre des marges et à l'apport au BAIIA durant le premier semestre de 2023. Au cours du deuxième trimestre de 2023, l'entreprise a conclu la vente d'une division secondaire offrant des services au secteur du matériel lourd pour une contrepartie totale d'environ 490 M\$.

Services d'infrastructures

Notre entreprise de services de loterie est sur la voie d'enregistrer un résultat conforme aux attentes et continue de bénéficier de la résilience des activités dans tous les secteurs. Au cours du premier semestre de 2023, les résultats ont été favorisés par l'augmentation des ventes de solutions technologiques et de matériel informatique. L'entreprise cherche essentiellement à profiter de l'adoption de programmes gouvernementaux de loterie en ligne (iLotery) pour réaliser une croissance. L'entreprise est le principal fournisseur de technologie pour trois des plus importantes loteries en ligne du monde, en plus d'être le principal fournisseur de services et de technologie titulaire pour bon nombre des plus grands programmes de loterie physique existants. Cette situation nous permet de tirer parti des occasions de croissance futures de la loterie en ligne au fur et à mesure qu'elles se présenteront.

En ce qui a trait à notre entreprise de services de location de solutions modulaires, les niveaux d'utilisation résilients en Allemagne, en France et en Asie-Pacifique ont été contrebalancés par la baisse des activités dans certaines régions de l'Europe, y compris au Royaume-Uni, qui continuent d'être faibles en raison du ralentissement généralisé des activités de construction. L'entreprise continue de mettre l'accent sur la pénétration des produits et services à marge élevée et à valeur ajoutée, ce qui a favorisé la solide performance au cours du premier semestre de 2023. Au premier trimestre de 2023, l'entreprise a conclu l'acquisition complémentaire d'un fournisseur de services de location de premier plan d'entrepôts de qualité et d'hébergement portables au Royaume-Uni. L'acquisition devrait renforcer notre présence sur le marché et diversifier nos marchés finaux dans la région.

Activités industrielles

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a connu un excellent premier semestre en 2023. Dans l'ensemble, les volumes ont profité de la demande accrue de batteries utilisant des technologies évoluées et de la reprise continue de la production des fabricants automobiles. La hausse des ventes de batteries à marge plus élevée et les mesures relatives aux prix à l'échelle mondiale ont contrebalancé l'incidence des pressions inflationnistes sur les coûts. Dans l'avenir, afin de suivre le rythme de la demande mondiale de batteries utilisant des technologies évoluées, notre entreprise de stockage d'énergie évolué doublera presque sa capacité existante en Amérique et augmentera encore sa capacité en Europe et en Asie. Grâce à cette expansion, l'entreprise comptera plus de 50 % de la capacité installée des batteries utilisant des technologies évoluées à l'échelle mondiale, renforçant ainsi sa position de chef de file afin de répondre aux besoins des clients en matière de solutions de batteries à basse tension, à mesure que l'adoption des véhicules électriques s'accélère.

Notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie affiche une bonne performance. Bien que les volumes aient diminué par rapport aux sommets enregistrés durant la pandémie, la performance au chapitre des marges de l'entreprise continue de s'améliorer grâce à la poursuite des initiatives d'économies de coûts et d'optimisation commerciale.

En plus d'exercer nos activités existantes, nous continuons de faire croître notre entreprise afin d'améliorer nos flux de trésorerie à long terme. Au cours du deuxième trimestre de 2023, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de Network International, la plus importante entreprise de traitement des paiements numériques sur le marché au Moyen-Orient, pour un montant d'environ 3 G\$. L'entreprise affiche une solide historique de croissance grâce à une plateforme technologique intégrée couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des services de paiement et une clientèle diversifiée, et elle sert plus de 150 000 commerçants. Dans le cadre de l'acquisition de Network International, nous comptons investir environ 150 M\$ afin de financer notre quote-part, et le reste sera financé par des partenaires institutionnels.

Nous finançons notamment notre croissance grâce à nos initiatives de réinvestissement du capital, y compris les distributions continues liées aux entreprises et la vente de nos participations dans des entreprises. Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons généré un produit d'environ 195 M\$ à la vente de titres cotés en bourse et de notre entreprise de gestion d'immeubles résidentiels. Au cours du deuxième trimestre de 2023, notre entreprise de distribution de carburants pour véhicules routiers a conclu une entente visant la vente de ses stations-service de détail et de ses dépanneurs en Amérique du Nord, pour une contrepartie totale d'environ 460 M\$. La vente réduira le niveau d'endettement de l'entreprise et permettra aux activités européennes restantes liées aux carburants pour véhicules routiers de se concentrer sur le développement de carburants renouvelables. La transaction devrait se conclure au second semestre de 2023. En juillet 2023, nous avons vendu la majorité des activités de notre entreprise de remise à neuf de pièces de rechange automobiles destinées au marché secondaire à un concurrent de plus grande taille. Le produit en trésorerie initial reçu à la vente a servi à éteindre la dette existante de l'entreprise, et nous conservons un droit à une contrepartie conditionnelle en fonction de la performance future de l'entreprise.

Dans l'avenir, nous continuerons de mettre l'accent sur l'accélération des initiatives visant à accroître la valeur au sein de nos entreprises, sur l'achèvement des ventes d'entreprises et sur la mise en œuvre de nos plans de création de valeur.

Examen des résultats d'exploitation consolidés

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

	Exercices clos les 31 décembre			Variation	
	2022	2021	2020	2022 par rapport à 2021	2021 par rapport à 2020
(EN M\$ US, sauf les montants par part)					
Produits	57 385 \$	46 587 \$	37 635 \$	10 798 \$	8 952 \$
Coûts d'exploitation directs	(53 110)	(43 151)	(34 630)	(9 959)	(8 521)
Frais généraux et administratifs	(1 360)	(1 012)	(968)	(348)	(44)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(2 538)	(1 468)	(1 482)	(1 070)	14
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	165	13	57	152	(44)
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	9	(440)	(263)	449	(177)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	28	1 823	274	(1 795)	1 549
Autres produits (charges), montant net	(658)	(34)	111	(624)	(145)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	(79)	2 318	734	(2 397)	1 584
(Charge) économie d'impôt					
Exigible	(458)	(536)	(284)	78	(252)
Différé	777	371	130	406	241
Bénéfice net (perte nette)	240 \$	2 153 \$	580 \$	(1 913) \$	1 573 \$
Attribuable aux éléments suivants :					
Commanditaires	36 \$	258 \$	(91) \$	(222) \$	349 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :					
Parts de rachat-échange	34	228	(78)	(194)	306
Commanditaires spéciaux	—	157	—	(157)	157
Actions échangeables de BBUC	28	—	—	28	—
Titres privilégiés	27	—	—	27	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	115	1 510	749	(1 395)	761
	240 \$	2 153 \$	580 \$	(1 913) \$	1 573 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué par part de société en commandite ^{1,2}	0,48 \$	3,28 \$	(1,13) \$		

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 75,3 millions (2021 – 78,3 millions; 2020 – 80,2 millions).
2. Le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2021

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le bénéfice net s'est établi à 240 M\$ et il inclut un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 98 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le bénéfice net s'est établi à 2 153 M\$ et il inclut un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 643 M\$. Le bénéfice net de la période antérieure comprenait des profits nets à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite.

Produits

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les produits ont augmenté de 10 798 M\$, pour s'établir à 57 385 M\$, comparativement à 46 587 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les produits tirés de notre secteur Services commerciaux ont augmenté de 4 798 M\$, principalement en raison des apports des acquisitions en 2022 de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, et de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien, ainsi que de l'acquisition complémentaire de nos entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures. Les produits et les coûts d'exploitation directs de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers comprennent des taxes d'un montant de 8 129 M\$ (2021 – 9 281 M\$) à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Les produits de notre secteur Services d'infrastructures ont augmenté de 3 067 M\$. L'augmentation tient principalement aux apports de notre entreprise de services de location de solutions modulaires acquise au quatrième trimestre de 2021 et de notre entreprise de services de loterie récemment acquise, ainsi qu'aux apports des acquisitions complémentaires au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire conclues au cours de l'exercice. Les produits tirés de notre secteur Activités industrielles ont augmenté de 2 933 M\$, principalement en raison de l'apport pour un exercice complet de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie et de notre entreprise de solutions d'énergie solaire, acquises le 4 octobre 2021 et le 31 août 2021, respectivement.

Coûts d'exploitation directs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 9 959 M\$, pour s'établir à 53 110 M\$, comparativement à 43 151 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation des coûts d'exploitation directs est principalement attribuable à l'apport des récentes acquisitions. Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Les coûts d'exploitation directs de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers comprennent des taxes de 8 129 M\$ (2021 – 9 281 M\$) à payer au gouvernement du Royaume-Uni.

Frais généraux et administratifs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 348 M\$, pour s'établir à 1 360 M\$, comparativement à 1 012 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation des frais généraux et administratifs est principalement attribuable aux apports de nos récentes acquisitions.

Produits (charges) d'intérêts, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le montant net des charges d'intérêts a augmenté de 1 070 M\$, pour s'établir à 2 538 M\$, comparativement à 1 468 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation du montant net des charges d'intérêts est principalement attribuable à l'augmentation des emprunts liés aux récentes acquisitions, conjuguée à la hausse des charges d'intérêt au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire, de notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées et de notre entreprise de stockage d'énergie évolué en raison de l'augmentation des emprunts et de la hausse des taux d'intérêt.

Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le montant net de la reprise de perte de valeur s'est chiffré à 9 M\$. Le montant net de la reprise de perte de valeur de 223 M\$ tient principalement à une reprise au titre des immobilisations corporelles au sein de notre entreprise de production de gaz naturel, en raison d'une hausse des prix à terme du gaz naturel, partiellement contrebalancée par une perte de valeur du goodwill comptabilisée au sein de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant net de la charge pour perte de valeur s'est chiffré à 440 M\$ et tient à des pertes de valeur des immobilisations corporelles et du goodwill au sein de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui découlent des changements apportés aux hypothèses relatives au redéploiement et au renouvellement de contrats prévu dans l'avenir, ainsi que la fermeture d'une des installations de recyclage en Amérique du Nord au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué, dans le cadre des plans généraux de la société visant à améliorer l'efficacité de ses activités aux États-Unis.

Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net s'est établi à 28 M\$, et il comprend principalement des profits comptabilisés à la cession partielle de nos titres cotés en bourse et à la vente de notre entreprise de services infonuagiques.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net s'est chiffré à 1 823 M\$. Les résultats de la période antérieure comprenaient principalement le profit comptabilisé à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite.

Autres produits (charges), montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les autres charges, montant net ont diminué de 624 M\$ pour s'établir à 658 M\$, comparativement à 34 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 296 M\$, des pertes nettes de réévaluation de 251 M\$, des coûts de transaction de 146 M\$, des profits nets à la vente d'immobilisations corporelles de 36 M\$ et d'autres charges de 1 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 242 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 168 M\$, des coûts de transaction de 60 M\$, des pertes nettes à l'extinction ou à la modification d'une dette de 40 M\$ et d'autres charges de 8 M\$.

(Charge) économie d'impôt

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la charge d'impôt exigible a diminué de 78 M\$, pour s'établir à 458 M\$, comparativement à 536 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'économie d'impôt différé a augmenté de 406 M\$, pour s'établir à 777 M\$, comparativement à une économie d'impôt différé de 371 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La diminution de la charge d'impôt exigible est principalement attribuable à la baisse du bénéfice imposable de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle. L'augmentation de l'économie d'impôt différé est principalement attribuable à une augmentation des actifs d'impôt différé au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le bénéfice net s'est établi à 2 153 M\$ et il inclut un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 643 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net s'est établi à 580 M\$ et il inclut une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 169 M\$. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable au profit à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite, conjugué à l'augmentation des apports de notre entreprise de construction et de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle. Le bénéfice net de l'exercice précédent comprenait des profits nets comptabilisés à la cession de notre entreprise de services de logistique et d'entreposage frigorifique et un profit lié à la valeur de marché sur les titres cotés en bourse.

Produits

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits ont augmenté de 8 952 M\$, pour s'établir à 46 587 M\$, comparativement à 37 635 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les produits tirés de notre secteur Services commerciaux ont progressé de 7 408 M\$, surtout en raison de l'accroissement des volumes et des prix de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers. Les produits et les coûts d'exploitation directs de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts d'exploitation directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Les produits tirés de notre secteur Activités industrielles ont augmenté de 1 486 M\$, principalement en raison de la fixation des prix et de la composition des produits favorables, ainsi que de la demande croissante à l'égard des batteries utilisant des technologies avancées permettant de générer une marge plus élevée au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué, conjuguées aux apports de notre entreprise de solutions d'énergie solaire et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie acquise aux troisième et quatrième trimestres de 2021, respectivement. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport de notre entreprise d'électrodes de graphite à la suite de la déconsolidation de notre placement le 1^{er} mars 2021. Les produits de notre secteur Services d'infrastructures ont augmenté de 58 M\$ en raison de la hausse des produits de notre entreprise de services de technologie nucléaire, conjuguée à l'acquisition de notre entreprise de services de location de solutions modulaires, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Coûts d'exploitation directs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 8 521 M\$, pour s'établir à 43 151 M\$, comparativement à 34 630 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation des coûts d'exploitation directs est principalement attribuable à la hausse des volumes et des prix au sein de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers et aux apports des acquisitions de l'entreprise de fabrication de composants de haute technologie et de notre entreprise de solutions d'énergie solaire, comme il est mentionné précédemment. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport de notre entreprise d'électrodes de graphite à la suite de la déconsolidation de notre placement le 1^{er} mars 2021.

Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts d'exploitation directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'est élevée à environ 9 281 M\$ (2020 – 7 871 M\$).

Frais généraux et administratifs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 44 M\$, pour s'établir à 1 012 M\$, comparativement à 968 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'accroissement des frais généraux et administratifs découle essentiellement de l'augmentation des honoraires de gestion en raison de la croissance de la capitalisation boursière de la société en commandite par rapport à la période précédente.

Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant net de la charge pour perte de valeur a augmenté de 177 M\$, pour s'établir à 440 M\$, comparativement à 263 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant net de la charge pour perte de valeur comprend des pertes de valeur des immobilisations corporelles et du goodwill au sein de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui découlent des changements apportés aux hypothèses relatives au redéploiement et au renouvellement de contrats prévu dans l'avenir, ainsi que la fermeture d'une des installations de recyclage en Amérique du Nord au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué, dans le cadre des plans généraux de la société visant à améliorer l'efficacité de ses activités aux États-Unis. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le montant net de la charge pour perte de valeur se rapportait principalement à une perte de valeur comptabilisée relativement aux navires de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui découle de la réévaluation des valeurs de récupération estimatives et des hypothèses relatives au redéploiement et à la prorogation.

Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le profit net sur les acquisitions et cessions a augmenté de 1 549 M\$, pour s'établir à 1 823 M\$, comparativement à 274 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le profit net sur les acquisitions et cessions se composait principalement de profits nets comptabilisés à la déconsolidation de notre entreprise d'électrodes de graphite ainsi qu'à la cession partielle de nos titres cotés en bourse au premier trimestre de 2021. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le profit net sur les acquisitions et cessions se composait principalement des profits nets réalisés à la vente de notre entreprise de services de logistique et d'entreposage frigorifique, ainsi qu'à la vente des activités liées aux services de pathologie de notre entreprise de services de soins de santé, qui ont eu lieu aux premier et quatrième trimestres de 2020, respectivement. Nous avons également comptabilisé un profit net à la vente de nos titres cotés en bourse au quatrième trimestre de 2020.

Autres produits (charges), montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les autres charges, montant net ont diminué de 145 M\$ pour s'établir à 34 M\$, comparativement à d'autres produits, montant net de 111 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les composantes des autres charges, montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 242 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 168 M\$, des coûts de transaction de 60 M\$, des pertes nettes à l'extinction ou à la modification d'une dette de 40 M\$ et d'autres charges de 8 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les composantes des autres charges, montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 390 M\$, des profits nets à l'extinction ou à la modification d'une dette de 258 M\$, des provisions de 134 M\$ relativement aux possibles répercussions sur la productivité et aux dommages découlant d'une interruption des activités ou d'un arrêt des travaux qui n'est pas considéré comme normal ou récurrent, des provisions non récurrentes de 128 M\$, notamment liées au retrait de gammes de produits, aux radiations de contrats et aux coûts de relocalisation de la production, en raison de la restructuration du capital de l'une des entreprises de la société en commandite, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 186 M\$, des coûts de transaction de 52 M\$ et d'autres charges de 37 M\$.

(Charge) économie d'impôt

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la charge d'impôt exigible a augmenté de 252 M\$, pour s'établir à 536 M\$, comparativement à la charge d'impôt exigible de 284 M\$ comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'économie d'impôt différé a augmenté de 241 M\$, pour s'établir à 371 M\$, comparativement à une économie d'impôt différé de 130 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation de la charge d'impôt exigible est principalement attribuable à la hausse du bénéfice imposable de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, ainsi qu'à l'acquisition de notre entreprise de solutions d'énergie solaire. L'augmentation de l'économie d'impôt différé est principalement attribuable à la comptabilisation de pertes non comptabilisées précédemment au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué, de notre entreprise de production de gaz naturel et de notre entreprise de services de technologie nucléaire, ainsi qu'à l'acquisition de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(EN M\$ US, sauf les montants par part)	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	14 640 \$	14 711 \$	14 607 \$	13 427 \$	13 480 \$	12 043 \$	11 235 \$	9 829 \$
Coûts d'exploitation directs	(13 292)	(13 549)	(13 678)	(12 591)	(12 469)	(11 155)	(10 549)	(8 978)
Frais généraux et administratifs	(395)	(361)	(306)	(298)	(261)	(247)	(253)	(251)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(805)	(717)	(556)	(460)	(411)	(358)	(351)	(348)
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	36	38	41	50	(48)	25	7	29
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	(49)	(20)	78	—	(239)	—	—	(201)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	17	11	—	—	—	—	16	1 807
Autres produits (charges), montant net	(127)	(214)	(218)	(99)	44	(20)	(97)	39
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	25	(101)	(32)	29	96	288	8	1 926
(Charge) économie d'impôt								
Exigible	(172)	(132)	(75)	(79)	(106)	(119)	(118)	(193)
Différé	182	168	387	40	125	131	81	34
Bénéfice net (perte nette)	35 \$	(65) \$	280 \$	(10) \$	115 \$	300 \$	(29) \$	1 767 \$
Attribuable aux éléments suivants :								
Commanditaires	(5) \$	(14) \$	47 \$	8 \$	(19) \$	46 \$	(50) \$	281 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :								
Parts de rachat-échange	(4)	(13)	44	7	(18)	41	(44)	249
Commanditaires spéciaux	—	—	—	—	78	—	79	—
Actions échangeables de BBUC	(5)	(14)	46	1	—	—	—	—
Titres privilégiés	22	5	—	—	—	—	—	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	27	(29)	143	(26)	74	213	(14)	1 237
	35 \$	(65) \$	280 \$	(10) \$	115 \$	300 \$	(29) \$	1 767 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué par part de société en commandite ¹	(0,06) \$	(0,18) \$	0,62 \$	0,10 \$	(0,25) \$	0,59 \$	(0,63) \$	3,57 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation pour les trimestres clos les 31 décembre 2022 et 2021 s'est chiffré à 75,3 millions et à 78,3 millions, respectivement.

Les produits et les coûts d'exploitation directs varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs climatiques et du caractère saisonnier, des facteurs économiques en général et de la volatilité des prix des marchandises. Au sein de notre secteur Activités industrielles, pour notre entreprise de stockage d'énergie évolué, la demande est généralement plus élevée pour des batteries sur le marché secondaire durant la saison froide, et pour notre entreprise de production de gaz naturel, les conditions météorologiques influent sur sa capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz de l'Ouest canadien. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les principales centrales en exploitation de notre entreprise de services de technologie nucléaire génèrent la majeure partie de leurs produits à l'automne et au printemps, pendant les périodes d'arrêt des centrales aux fins des travaux d'entretien et de rechargement du combustible. Notre entreprise de services d'accès aux travaux subit l'incidence du caractère saisonnier des secteurs dans lesquels elle exerce ses activités. Par exemple, la plupart des raffineries ont l'habitude de procéder à une fermeture pour entretien au printemps et à l'automne. De plus, les basses températures aux premier et quatrième trimestres restreignent habituellement les activités relatives aux investissements de maintien et aux dépenses d'investissement dans les climats froids. Au sein de notre entreprise de services de location de solutions modulaires, les activités commerciales atteignent un sommet au cours des mois d'été, tandis que le quatrième trimestre de l'exercice affiche un creux saisonnier, les livraisons diminuant habituellement au cours de l'hiver. Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle. Notre entreprise de carburants pour véhicules routiers est touchée par les variations de la demande de carburants découlant des changements saisonniers des conditions climatiques et par les changements apportés aux spécifications des carburants sur une base semestrielle. Les primes d'assurance de prêt hypothécaire souscrites de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle fluctuent en fonction du caractère saisonnier général du marché immobilier canadien et des conditions macroéconomiques qui touchent celui-ci. Le bénéfice net dépend des profits et des pertes périodiques sur les acquisitions, la monétisation et la dépréciation.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2022 et 2021.

			Variation
(EN M\$ US)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	Décembre 2022 par rapport à décembre 2021
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 870 \$	2 588 \$	282 \$
Actifs financiers	12 908	8 550	4 358
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	7 278	5 638	1 640
Stocks et autres actifs	7 559	6 359	1 200
Immobilisations corporelles	15 893	15 325	568
Actifs d'impôt différé	1 245	888	357
Immobilisations incorporelles	23 953	14 806	9 147
Placements mis en équivalence	2 065	1 480	585
Goodwill	15 479	8 585	6 894
Total de l'actif	89 250 \$	64 219 \$	25 031 \$
Passif et capitaux propres			
Passif			
Créditeurs et autres passifs	20 430 \$	19 636 \$	794 \$
Emprunts généraux	2 100	1 619	481
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	44 593	27 457	17 136
Passifs d'impôt différé	3 698	2 507	1 191
	70 821 \$	51 219 \$	19 602 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	1 408 \$	2 252 \$	(844) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange	1 318	2 011	(693)
Commanditaires spéciaux	—	—	—
Actions échangeables de BBUC	1 378	—	1 378
Titres privilégiés	1 490	15	1 475
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	12 835	8 722	4 113
Total des capitaux propres	18 429	13 000	5 429
Total du passif et des capitaux propres	89 250 \$	64 219 \$	25 031 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers ont augmenté de 4 358 M\$, passant de 8 550 M\$ au 31 décembre 2021 à 12 908 M\$ au 31 décembre 2022. Le solde se compose de titres négociables, de prêts et effets à recevoir, de liquidités soumises à restrictions, d'actifs dérivés et d'autres actifs financiers. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien et de notre participation dans une entreprise de mesure d'audience le 31 mai 2022 et le 11 octobre 2022, respectivement. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par les variations de la juste valeur des actifs financiers de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle.

Le tableau suivant présente les actifs financiers par secteur au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 décembre 2022	11 300 \$	615 \$	991 \$	2 \$	12 908 \$
31 décembre 2021	7 088 \$	357 \$	1 103 \$	2 \$	8 550 \$

Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net

Les débiteurs et autres montants à recevoir, montant net ont augmenté de 1 640 M\$, passant de 5 638 M\$ au 31 décembre 2021 à 7 278 M\$ au 31 décembre 2022. Cette augmentation est principalement attribuable aux récentes acquisitions, conjuguées à la hausse des débiteurs au sein de notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées et à la hausse des volumes de ventes et des prix au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des débiteurs de notre entreprise de construction.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont augmenté de 1 200 M\$, passant de 6 359 M\$ au 31 décembre 2021 à 7 559 M\$ au 31 décembre 2022. L'augmentation des stocks est principalement attribuable aux récentes acquisitions, conjuguées à une hausse des stocks de notre entreprise de solutions d'énergie solaire ainsi qu'à la hausse des prix de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers. Les autres actifs ont augmenté en raison principalement du reclassement d'actifs secondaires dans les actifs détenus en vue de la vente au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 568 M\$, pour s'établir à 15 893 M\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 15 325 M\$ au 31 décembre 2021. Les acquisitions au cours de l'exercice ont fourni un apport de 1 241 M\$ aux immobilisations corporelles, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence des fluctuations des taux de change et par l'amortissement régulier des immobilisations corporelles. Au 31 décembre 2022, les immobilisations corporelles comprenaient des actifs au titre de droits d'utilisation de 1 490 M\$ (2021 – 1 551 M\$).

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 9 147 M\$, passant de 14 806 M\$ au 31 décembre 2021 à 23 953 M\$ au 31 décembre 2022. Les acquisitions conclues au cours de l'exercice ont fourni un apport de 10 581 M\$ aux immobilisations incorporelles, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence des fluctuations des taux de change, qui ont entraîné une diminution de 231 M\$ des immobilisations incorporelles, et par les amortissements réguliers.

Les dépenses d'investissement représentent des entrées d'immobilisations corporelles et de certaines immobilisations incorporelles. Elles comprennent les investissements de maintien, qui sont nécessaires au maintien de la performance actuelle de nos activités, ainsi que les investissements de croissance, qui sont effectués afin d'acquérir de nouveaux actifs en vue d'élargir nos activités existantes. Au sein de notre secteur Services commerciaux, les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux agrandissements de terminaux de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers, à l'entretien et aux améliorations des hôpitaux et au nouveau matériel hospitalier de l'entreprise de services de soins de santé, ainsi qu'à l'entretien et à l'expansion du parc de nos entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les dépenses d'investissement étaient principalement attribuables à la remise à neuf du matériel, à l'outillage et à la nouvelle conception de carburants pour notre entreprise de services de technologie nucléaire, aux coûts de mise en cale sèche et aux entrées de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, ainsi qu'aux investissements dans le parc de notre entreprise de services de location de solutions modulaires. Enfin, au sein de notre secteur Activités industrielles, les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux agrandissements et au remplacement de matériel pour notre entreprise de stockage d'énergie évolué. Nous incluons également les entrées d'immobilisations incorporelles de notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées dans les dépenses d'investissement en raison de la nature de ses accords de concession. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les investissements de maintien et de croissance se sont respectivement élevés à 816 M\$ et à 759 M\$ (2021 – 481 M\$ et 864 M\$; 2020 – 603 M\$ et 877 M\$).

Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé ont augmenté de 357 M\$, passant de 888 M\$ au 31 décembre 2021 à 1 245 M\$ au 31 décembre 2022. L'augmentation est principalement attribuable à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire et de notre entreprise de stockage d'énergie évolué.

Placements mis en équivalence

Les placements mis en équivalence ont augmenté de 585 M\$, passant de 1 480 M\$ au 31 décembre 2021 à 2 065 M\$ au 31 décembre 2022. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de notre fabricant de produits de couverture, conjuguée aux placements mis en équivalence acquis dans le cadre de l'acquisition de notre entreprise de services de loterie et de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 6 894 M\$, passant de 8 585 M\$ au 31 décembre 2021 à 15 479 M\$ au 31 décembre 2022. L'augmentation est principalement attribuable aux récentes acquisitions, partiellement contrebalancées par la perte de valeur comptabilisée au sein de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, conjuguée à l'incidence des fluctuations des taux de change.

Créditeurs et autres passifs

Les créditeurs et autres passifs ont augmenté de 794 M\$, pour s'établir à 20 430 M\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 19 636 M\$ au 31 décembre 2021. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions récentes, partiellement contrebalancées par une réduction des travaux en cours et des passifs relatifs au démantèlement de notre entreprise de services de technologie nucléaire, conjuguée à la baisse des créditeurs de notre entreprise de construction et à l'incidence des fluctuations des taux de change.

Emprunts généraux et sans recours

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique 5.B., « Situation de trésorerie et sources de financement » ci-après.

Passifs d'impôt différé

Les passifs d'impôt différé ont augmenté de 1 191 M\$, pour s'établir à 3 698 M\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 2 507 M\$ au 31 décembre 2021. Cette augmentation est principalement attribuable à la comptabilisation de passifs d'impôt différé liés aux acquisitions récentes, partiellement contrebalancée par une diminution des passifs d'impôt différé de notre entreprise de stockage d'énergie évolué.

Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts

Au 31 décembre 2022, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher sa quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite ».

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts du commandité gestionnaire détenues par notre société, les parts de société en commandite spéciales et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite de la société de portefeuille SEC ».

Afin de tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale survenue le 15 mars 2022, le seuil de la distribution incitative a été réduit de un tiers, proportionnellement au ratio de distribution de une (1) action échangeable de BBUC pour chaque tranche de deux (2) parts de société en commandite. Par conséquent, le nouveau seuil de la distribution incitative est de 31,53 \$ par part de société en commandite depuis la réalisation de la distribution spéciale.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le total de la distribution incitative s'est chiffré à néant (2021 – 157 M\$). Le seuil de la distribution incitative s'établissait à 31,53 \$ par part au 31 décembre 2022.

Le 12 août 2022, la TSX a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de renouveler l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la société en commandite est autorisée à racheter jusqu'à 5 % de ses parts de société en commandite émises et en circulation au 12 août 2022, ou 3 730 593 parts de société en commandite, y compris jusqu'à 17 678 parts de société en commandite inscrites à la TSX au cours d'un jour de bourse donné. Cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin le 16 août 2023.

Le 15 août 2023, la TSX a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de renouveler l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la société en commandite est autorisée à racheter jusqu'à 5 % de ses parts de société en commandite émises et en circulation au 8 août 2023, ou 3 730 658 parts de société en commandite, y compris jusqu'à 14 522 parts de société en commandite inscrites à la TSX au cours d'un jour de bourse donné.

Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, le nombre total de Parts en circulation se détaillait comme suit :

PARTS	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite	74 612 503	77 085 493
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange	69 705 497	69 705 497
Actions échangeables de BBUC	72 955 585	—
Parts de société en commandite spéciales	4	4

Analyse sectorielle

Nos activités sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et la prise de décisions concernant l'affectation des ressources sont le BE ajusté et le BAIIA ajusté.

Le BE ajusté est notre indicateur du résultat net sectoriel présenté conformément à IFRS 8. Le principal décideur opérationnel utilise le BE ajusté pour évaluer la performance et prendre des décisions sur l'affectation des ressources. Le principal décideur opérationnel utilise le BE ajusté pour évaluer nos secteurs selon le rendement du capital investi généré par les activités sous-jacentes et pour évaluer la performance de nos secteurs en tenant compte de l'endettement.

Le BE ajusté correspond au bénéfice net et au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en fonction de notre participation économique dans les filiales consolidées et dans les placements mis en équivalence, respectivement, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation latents, de la reprise de perte de valeur ou de la charge pour perte de valeur et d'autres éléments de produits ou de charges qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits. Notre participation économique dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, conformément à la façon dont nous déterminons le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans nos états consolidés du résultat net selon les normes IFRS. Afin de fournir des renseignements supplémentaires sur notre performance opérationnelle au cours du cycle de vie d'un placement, le BE ajusté comprend l'incidence des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés et les profits ou pertes à la cession réalisés comptabilisés en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, comme les changements de participation. Le BE ajusté exclut les provisions liées aux poursuites judiciaires ou autres qui peuvent être constituées à l'occasion par les entreprises de la société en commandite et qui sont non récurrentes et sans lien direct avec les activités de la société en commandite, comme celles liées aux litiges ou aux éventualités. Le BE ajusté inclut les pertes de crédit attendues et les provisions pour créances douteuses comptabilisées dans le cours normal des activités de la société en commandite.

Le BAIIA ajusté, une mesure de la performance opérationnelle non conforme aux normes IFRS, permet une meilleure compréhension de la capacité des entreprises de la société en commandite à générer un bénéfice récurrent, et aide notre principal décideur opérationnel à comprendre et à évaluer la performance financière sous-jacente de nos entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le BAIIA ajusté, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion retraité.

Le tableau suivant présente le bénéfice net (la perte nette), le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts et le BAIIA ajusté pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Bénéfice net (perte nette)	240 \$	2 153 \$	580 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	36 \$	258 \$	(91) \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux parts de rachat-échange détenues par Brookfield Corporation	34	228	(78)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires spéciaux	—	157	—
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions échangeables de BBUC	28	—	—
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux Porteurs de parts	98 \$	643 \$	(169) \$
BAIIA ajusté	2 254 \$	1 761 \$	1 384 \$

Le tableau suivant présente le BE ajusté par secteur pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Services commerciaux	427 \$	397 \$	229 \$
Services d'infrastructures	513	396	364
Activités industrielles	473	879	336
Siège social et autres	(178)	(99)	(59)

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2021

Le bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 98 M\$, ce qui représente une diminution de 545 M\$, comparativement à une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 643 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La diminution est principalement attribuable aux profits nets comptabilisés au cours de la période précédente à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite et de nos titres cotés en bourse.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 2 254 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 1 761 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 493 M\$ attribuable à l'apport accru dans les trois secteurs opérationnels. Le BAIIA ajusté de notre secteur Services commerciaux a augmenté en raison principalement des récentes acquisitions, partiellement contrebalancées par la diminution de l'apport de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle qui s'explique en partie par l'adoption d'IFRS 17 et par une réduction de l'apport de notre entreprise de services de soins de santé. Le BAIIA ajusté de notre secteur Services d'infrastructures a augmenté en raison principalement de l'apport de notre entreprise de services de loterie récemment acquise, combinée à la hausse des apports de notre entreprise de services de technologie nucléaire et de notre entreprise de services d'accès aux travaux, facteurs partiellement contrebalancés par la réduction de l'apport de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier. Le BAIIA ajusté de notre secteur Activités industrielles a augmenté en raison principalement de l'apport pour un exercice complet de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie acquise au quatrième trimestre de 2021.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020

Le bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est chiffré à 643 M\$, ce qui représente une augmentation de 812 M\$, comparativement à une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 169 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts est principalement attribuable au profit net comptabilisé à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite, conjugué à l'augmentation des apports de notre entreprise de construction et de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par le profit comptabilisé à l'exercice précédent aux cessions de notre entreprise de services de logistique et d'entreposage frigorifique et des activités liées aux services de pathologie de notre entreprise de services de soins de santé, conjugué aux profits liés à la valeur de marché sur les actifs financiers à l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 1 761 M\$, ce qui représente une augmentation de 377 M\$ par rapport à 1 384 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la hausse de l'apport de nos secteurs Services commerciaux, Services d'infrastructures et Activités industrielles. Le BAIIA ajusté pour notre secteur Services commerciaux a augmenté, en raison surtout de la hausse des apports de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, de notre entreprise de construction et de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers. Le BAIIA ajusté de notre secteur Services d'infrastructures a augmenté, principalement en raison de la hausse des apports de notre entreprise de services de technologie nucléaire et de notre entreprise de services d'accès aux travaux, partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier. Le BAIIA ajusté de notre secteur Activités industrielles a augmenté, principalement en raison de l'augmentation des apports de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie acquis au quatrième trimestre de 2021, partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport de notre entreprise d'électrodes de graphite en raison de la réduction de notre participation après une cession partielle au cours de l'exercice.

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par le principal décideur opérationnel pour organiser ses secteurs à présenter afin de prendre des décisions en matière d'affectation des ressources et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté compte tenu de la participation économique de la société en commandite dans les activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence en vertu des normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » pour une analyse additionnelle, y compris un rapprochement avec les états consolidés du résultat net de la société en commandite présentés conformément aux normes IFRS.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Services commerciaux pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
BE ajusté	427 \$	397 \$	229 \$
BAIIA ajusté	641 \$	561 \$	271 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Services commerciaux aux 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	2022	2021	2020
Total de l'actif	37 939 \$	20 376 \$	19 884 \$
Total du passif	28 436	14 275	13 526
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	6 163	3 436	4 133
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	3 340	2 665	2 225
Total des capitaux propres	9 503 \$	6 101 \$	6 358 \$

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2021

Le BE ajusté de notre secteur Services commerciaux s'est établi à 427 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce qui représente une augmentation de 30 M\$, comparativement à 397 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation du BE ajusté est principalement attribuable aux apports des acquisitions en 2022 de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien et de notre entreprise de services de traitement des paiements, combinés à des profits de 28 M\$ comptabilisés au cours de l'exercice à la vente de notre entreprise de services infonuagiques et d'un actif financier évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le BAIIA ajusté de notre secteur Services commerciaux s'est chiffré à 641 M\$, ce qui représente une augmentation de 80 M\$ par rapport à 561 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation du BAIIA ajusté tient principalement aux apports de nos acquisitions récemment conclues mentionnés précédemment.

Notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, que nous avons acquise le 6 juillet 2022, a fourni un apport de 89 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. La solide performance au chapitre des marges tient à la croissance des produits découlant de la souscription et à la mise en œuvre d'initiatives d'économies de coûts dans le cadre de notre plan de création de valeur. L'entreprise bénéficie de la consolidation et de la croissance du secteur en faisant affaire avec de plus importants concessionnaires. Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle a fourni un apport de 197 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 265 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La diminution du BAIIA ajusté est attribuable aux différences en matière d'évaluation entre IFRS 17, qui a été adoptée au cours de la période considérée, et IFRS 4, qui avait été utilisée pour évaluer les résultats de l'entreprise à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le BAIIA ajusté de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, auparavant évalué conformément à IFRS 4, s'est chiffré à 277 M\$, ce qui représente une augmentation de 12 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La performance de l'entreprise continue de bénéficier du niveau élevé des primes acquises. L'entreprise dispose toujours d'une bonne structure du capital lui permettant d'atténuer l'incidence de la hausse des pertes et devrait continuer d'afficher une bonne performance à mesure que se normalise l'activité sur le marché de l'habitation. Notre entreprise de services de soins de santé a fourni un apport de 64 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 69 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les résultats ont subi l'incidence de la hausse temporaire des taux d'annulation des chirurgies, de la réduction des taux d'hospitalisation et de la hausse des coûts d'exploitation découlant de la pandémie. Les résultats de la période précédente ont bénéficié du financement offert par le gouvernement en vue d'assurer la viabilité, ce qui a partiellement contrebalancé l'incidence des restrictions sur les chirurgies non urgentes.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020

Le BE ajusté de notre secteur Services commerciaux s'est établi à 397 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 168 M\$ comparativement à 229 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du BE ajusté est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté en raison des facteurs décrits ci-dessous, partiellement contrebalancés par la hausse de l'impôt exigible au cours de l'exercice considéré découlant de l'augmentation du bénéfice imposable. Les résultats de la période précédente comprenaient un profit net après impôt de 15 M\$ comptabilisé à la vente des activités liées aux services de pathologie de notre entreprise de services de soins de santé.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le BAIIA ajusté de notre secteur Services commerciaux s'est chiffré à 561 M\$, ce qui représente une augmentation de 290 M\$ par rapport à 271 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du BAIIA ajusté découle principalement de la hausse des apports de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, de notre entreprise de construction et de notre entreprise de services de soins de santé.

Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle a fourni un apport de 265 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 128 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Cette hausse s'explique principalement par une solide performance globale et par l'accroissement de notre participation (qui est passée de 24 % à 41 %). La performance a continué de tirer parti de la baisse des taux de défaillance liés aux prêts hypothécaires et de la hausse des primes gagnées en raison de l'appréciation du prix des maisons favorisée par la vigueur du marché immobilier au Canada. Les résultats de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 sont évalués conformément à IFRS 4. Notre entreprise de construction a fourni un apport de 85 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, car nous avons tiré parti de la solide exécution des projets en Australie et au Royaume-Uni. Notre entreprise de services de soins de santé a fourni un apport de 69 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 67 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Services d'infrastructures

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Services d'infrastructures pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
BE ajusté	513 \$	396 \$	364 \$
BAIIA ajusté	872 \$	613 \$	602 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Services d'infrastructures aux 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	2022	2021	2020
Total de l'actif	22 606 \$	16 380 \$	10 839 \$
Total du passif	18 436	13 998	9 856
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	2 582	1 297	355
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	1 588	1 085	628
Total des capitaux propres	4 170 \$	2 382 \$	983 \$

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2021

Le BE ajusté de notre secteur Services d'infrastructures s'est établi à 513 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce qui représente une augmentation de 117 M\$, comparativement à 396 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation du BE ajusté est principalement attribuable à l'apport pour un exercice complet de notre entreprise de services de location de solutions modulaires acquise le 15 décembre 2021 et de notre entreprise de services de loterie récemment acquise. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la hausse des charges d'intérêts au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire, en raison principalement de la hausse des emprunts.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le BAIIA ajusté de notre secteur Services d'infrastructures s'est chiffré à 872 M\$, ce qui représente une augmentation de 259 M\$ par rapport à 613 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation tient principalement aux apports de nos récentes acquisitions mentionnées précédemment. Notre entreprise de services de location de solutions modulaires a bénéficié de la croissance des produits et services à marge élevée et de l'augmentation de la demande en Allemagne et en Asie-Pacifique. Les tendances du secteur en général demeurent positives en ce qui concerne notre entreprise de services de loterie et celle-ci continue de mettre en œuvre des initiatives visant à contrebalancer l'incidence de facteurs défavorables inflationnistes.

Notre entreprise de services de technologie nucléaire a fourni un apport de 314 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 299 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les apports des récentes acquisitions complémentaires et des initiatives d'optimisation de l'exploitation ont favorisé les résultats au cours de l'exercice, malgré les perturbations continues causées par le conflit en Ukraine. Notre entreprise de services d'accès aux travaux a fourni un apport de 94 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 84 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'amélioration des marges découlant des mesures relatives aux prix et des initiatives de réduction des coûts a contribué à l'augmentation de la performance au cours de l'exercice. Notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier a fourni un apport de 208 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 223 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La hausse de l'utilisation des pétroliers navettes a été contrebalancée par la réduction de l'apport des activités liées aux UFPSD et la diminution de l'apport des accords d'intéressement rattachés au prix du pétrole et aux volumes de production au cours de l'exercice.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020

Le BE ajusté de notre secteur Services d'infrastructures s'est établi à 396 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 32 M\$, comparativement à 364 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du BE ajusté est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté en raison des facteurs décrits ci-dessous.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le BAIIA ajusté de notre secteur Services d'infrastructures s'est chiffré à 613 M\$, ce qui représente une augmentation de 11 M\$ par rapport à 602 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation tient principalement à la hausse des apports de notre entreprise de services de technologie nucléaire et de notre entreprise de services d'accès aux travaux, partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Notre entreprise de services de technologie nucléaire a fourni un apport de 299 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 284 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. La solide performance enregistrée au cours de l'exercice découle de la hausse des livraisons de carburant et des niveaux d'activité durant la période d'arrêt automnale, ainsi que de la solide exécution de nouveaux projets d'usines et des avantages découlant des initiatives d'économies de coûts continues. Notre entreprise de services d'accès aux travaux a fourni un apport de 84 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 74 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les résultats de l'exercice ont profité de l'augmentation de l'utilisation découlant de l'amélioration graduelle des niveaux d'activité dans les principaux marchés industriels, qui avaient subi les répercussions des fermetures liées à la pandémie au cours de la période précédente. Notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier a fourni un apport de 223 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 244 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les résultats ont été influencés par la baisse des niveaux d'utilisation dans un contexte d'exploitation difficile, partiellement contrebalancée par l'avantage procuré par les accords d'intéressement rattachés au prix du pétrole et aux volumes de production des clients au cours du second semestre de l'exercice.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Activités industrielles pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
BE ajusté	473 \$	879 \$	336 \$
BAIIA ajusté	879 \$	713 \$	604 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Activités industrielles aux 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	2022	2021	2020
Total de l'actif	28 112 \$	27 315 \$	23 929 \$
Total du passif	21 670	21 271	19 354
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	4 090	3 989	3 357
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	2 352	2 055	1 218
Total des capitaux propres	6 442 \$	6 044 \$	4 575 \$

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2021

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le BE ajusté de notre secteur Activités industrielles s'est chiffré à 473 M\$, ce qui représente une diminution de 406 M\$ par rapport à 879 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La diminution du BE ajusté est principalement attribuable à la comptabilisation, au cours de l'exercice antérieur, de profits à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite et de nos titres cotés en bourse.

Le BAIIA ajusté de notre secteur Activités industrielles s'est établi à 879 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce qui représente une augmentation de 166 M\$, comparativement à 713 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation tient principalement à l'apport pour un exercice complet de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie acquise le 4 octobre 2021, ce qui a fourni un apport de 141 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 30 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La solide performance au chapitre des marges découlant des réductions des coûts, des initiatives commerciales et des économies de coûts significatives a été contrebalancée par l'incidence de la réduction des volumes. Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a fourni un apport de 482 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 484 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Dans l'ensemble, les volumes ont correspondu à ceux enregistrés à l'exercice précédent. Les facteurs défavorables inflationnistes pour l'exercice ont été partiellement contrebalancés par des initiatives d'économies de coûts, des mesures relatives aux prix et l'éventail de technologies favorable des batteries utilisant des technologies avancées permettant de générer une marge plus élevée.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020

Le BE ajusté de notre secteur Activités industrielles s'est établi à 879 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 543 M\$ comparativement à 336 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du BE ajusté est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté en raison des facteurs décrits ci-dessous, conjuguée à un profit net comptabilisé à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite et au profit net comptabilisé à la cession partielle de nos titres cotés en bourse au cours de l'exercice.

Le BAIIA ajusté de notre secteur Activités industrielles s'est établi à 713 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 109 M\$ comparativement à 604 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'apport de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et à l'acquisition de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie au quatrième trimestre de 2021, facteurs partiellement contrebalancés par la déconsolidation de notre entreprise d'électrodes de graphite le 1^{er} mars 2021.

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a fourni un apport de 484 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 390 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. En 2021, les volumes globaux de batteries ont augmenté de 5 % par rapport à 2020. La demande croissante sur le marché secondaire a plus que contrebalancé les volumes réduits des fabricants d'équipement d'origine, sur lesquels les pénuries mondiales continues de la production automobile ont pesé. Notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie a fourni un apport de 30 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La consolidation des résultats a commencé en octobre 2021. Notre entreprise d'électrodes de graphite a fourni un apport de 69 M\$ au BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 163 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. La diminution est principalement attribuable à la réduction de notre participation à la suite de la déconsolidation le 1^{er} mars 2021.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Siège social et autres pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
BE ajusté	(178) \$	(99) \$	(59) \$
BAIIA ajusté	(138) \$	(126) \$	(93) \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Siège social et autres aux 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	2022	2021	2020
Total de l'actif	593 \$	148 \$	94 \$
Total du passif	2 279	1 675	673
Capitaux propres attribuables aux titres privilégiés	1 490	15	15
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	(3 176)	(1 542)	(594)
Total des capitaux propres	<u>(1 686) \$</u>	<u>(1 527) \$</u>	<u>(579) \$</u>

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2021

En vertu de notre convention-cadre de services, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours, déduction faite de la trésorerie détenue par des entités constituées en société. Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, les honoraires de gestion se sont élevés à 94 M\$ et à 92 M\$, respectivement. Les frais généraux et administratifs sont composés des honoraires de gestion et des charges du siège social, y compris les honoraires d'audit et d'autres charges.

Le BE ajusté de notre secteur Siège social et autres représente une perte de 178 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à une perte de 99 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Le BE ajusté a diminué en raison principalement de l'augmentation des charges d'intérêts découlant de la hausse des emprunts et des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés détenus par Brookfield Corporation.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020

En vertu de notre convention-cadre de services, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours, déduction faite de la trésorerie détenue par des entités constituées en société. Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, les honoraires de gestion se sont élevés à 92 M\$ et à 63 M\$, respectivement. Les frais généraux et administratifs sont composés des honoraires de gestion et des charges du siège social, y compris les honoraires d'audit et d'autres charges. L'augmentation des honoraires de gestion est attribuable à une augmentation de la capitalisation boursière de la société en commandite par rapport à la période précédente.

Le BE ajusté de notre secteur Siège social et autres représente une perte de 99 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à une perte de 59 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le BE ajusté comprend une économie d'impôt exigible de 47 M\$, comparativement à 40 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, principalement liée aux charges du siège social, y compris les honoraires de gestion, laquelle a été partiellement contrebalancée par la charge d'impôt exigible du siège social qui a été comptabilisée dans les secteurs opérationnels. Le BE ajusté comprend également des charges d'intérêts sur les emprunts généraux.

Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS

BAlIA ajusté

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, le BAlIA ajusté. Le BAlIA ajusté était auparavant appelé le « BAlIA de la société ». La méthodologie utilisée pour calculer le BAlIA ajusté demeure inchangée par rapport à celle employée pour calculer le BAlIA de la société. Le BAlIA ajusté est une mesure de la performance opérationnelle non conforme aux normes IFRS présentée comme le bénéfice net et le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en fonction de notre participation économique dans les filiales consolidées et dans les placements mis en équivalence, respectivement, excluant l'incidence des produits (charges) d'intérêts, montant net, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, des profits (pertes) sur les acquisitions et cessions, montant net, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation, de la charge pour perte de valeur ou de la reprise de perte de valeur, des autres produits ou charges et des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés. Le BAlIA ajusté exclut les autres produits (charges), montant net, tels qu'ils sont présentés dans nos états consolidés du résultat net selon les normes IFRS, car ils comprennent des montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits et des charges d'exploitation récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les autres produits (charges), montant net comprennent les profits et pertes de réévaluation, les coûts de transaction, les charges de restructuration, les coûts de constitution et les charges de séparation d'entreprise, les profits ou les pertes à l'extinction ou à la modification d'une dette, les profits ou les pertes à la cession d'immobilisations corporelles, les provisions non récurrentes pouvant être constituées à l'occasion par l'une des entreprises de la société en commandite et qui ne reflètent pas les activités normales, ainsi que d'autres éléments. Notre participation économique dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle conformément à la façon dont nous déterminons le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans nos états consolidés du résultat net selon les normes IFRS. Compte tenu de la taille et de la diversification de nos activités, y compris les participations économiques qui varient, le BAlIA ajusté est essentiel à l'évaluation de la performance opérationnelle globale de notre entreprise. Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, nous sommes d'avis que le BAlIA ajusté est utile pour les investisseurs, car il permet une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière sous-jacente de nos activités, et il exclut les éléments qui, selon nous, ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. En outre, la présentation du BAlIA ajusté offre aux investisseurs une comparabilité de notre performance continue d'une période à l'autre.

Le BAlIA ajusté comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des produits (charges) d'intérêts, montant net, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, des profits (pertes) sur les acquisitions et cessions, montant net, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation, de la charge pour perte de valeur ou de la reprise de perte de valeur et des autres produits (charges), montant net. En raison de ces limites, le BAlIA ajusté ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, le BAlIA ajusté est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Rapprochements du BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2022				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Bénéfice net (perte nette)	244 \$	(40) \$	177 \$	(141) \$	240 \$
Ajouter ou soustraire les éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	684	1 220	1 319	—	3 223
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	76	125	(210)	—	(9)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	(9)	—	(19)	—	(28)
Autres produits (charges), montant net ¹	177	243	226	12	658
(Charge) économie d'impôt	65	(391)	87	(80)	(319)
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(36)	(47)	(82)	—	(165)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	549	782	1 136	71	2 538
BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ²	51	139	89	—	279
Montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(1 160)	(1 159)	(1 844)	—	(4 163)
BAIIA ajusté	641 \$	872 \$	879 \$	(138) \$	2 254 \$

1. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des pertes nettes de réévaluation de 251 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 296 M\$, des coûts de transaction de 146 M\$, des profits nets à la vente d'immobilisations corporelles de 36 M\$ et d'autres charges de 1 M\$.
2. Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

(EN M\$ US)	Exercice clos le 31 décembre 2021				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Bénéfice net (perte nette)	619 \$	(329) \$	1 953 \$	(90) \$	2 153 \$
Ajouter ou soustraire les éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	465	705	1 113	—	2 283
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	(13)	279	174	—	440
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	—	—	(1 823)	—	(1 823)
Autres produits (charges), montant net ¹	(39)	51	17	5	34
(Charge) économie d'impôt	184	(10)	52	(61)	165
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(11)	79	(81)	—	(13)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	239	360	849	20	1 468
BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ²	30	123	85	—	238
Montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(913)	(645)	(1 626)	—	(3 184)
BAIIA ajusté	561 \$	613 \$	713 \$	(126) \$	1 761 \$

1. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 242 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 168 M\$, des coûts de transaction de 60 M\$, des pertes nettes à l'extinction ou à la modification d'une dette de 40 M\$ et d'autres charges de 8 M\$.
2. Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Exercice clos le 31 décembre 2020					
(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Bénéfice net (perte nette)	330 \$	(318) \$	638 \$	(70) \$	580 \$
Ajouter ou soustraire les éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	435	665	1 065	—	2 165
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	(18)	245	36	—	263
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	(241)	—	(33)	—	(274)
Autres produits (charges), montant net ¹	158	175	(455)	11	(111)
(Charge) économie d'impôt	69	23	102	(40)	154
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(4)	(9)	(44)	—	(57)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	225	356	895	6	1 482
BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ²	16	117	33	—	166
Montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(699)	(652)	(1 633)	—	(2 984)
BAIIA ajusté	271 \$	602 \$	604 \$	(93) \$	1 384 \$

1. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 390 M\$, des profits nets à l'extinction ou à la modification d'une dette de 258 M\$, des provisions de 134 M\$ relativement aux possibles répercussions sur la productivité et aux dommages découlant d'une interruption des activités ou d'un arrêt des travaux qui n'est pas considéré comme normal ou récurrent, des provisions non récurrentes de 128 M\$ notamment liées au retrait de gammes de produits, aux radiations de contrats et aux coûts de relocalisation de la production, en raison de la restructuration du capital de l'une des entreprises de la société en commandite, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 186 M\$, des coûts de transaction de 52 M\$ et d'autres charges de 37 M\$.
2. Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Analyse des éléments de rapprochement

2022 par rapport à 2021

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des immobilisations incorporelles et l'amortissement pour déplétion relatif aux actifs liés à l'énergie. La dotation aux amortissements de notre secteur Services d'infrastructures découle principalement de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de l'amortissement des immobilisations corporelles de notre entreprise de services de technologie nucléaire, de l'amortissement des immobilisations incorporelles de notre entreprise de services de location de solutions modulaires et de notre entreprise de services de loterie, ainsi que de l'amortissement des navires de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles découle principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles et de l'amortissement des immobilisations incorporelles de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie. La dotation aux amortissements de notre secteur Services commerciaux tient principalement à l'amortissement des immobilisations incorporelles de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires. En général, la dotation aux amortissements est stable d'une période à l'autre, les variations importantes étant habituellement attribuables à l'entrée ou à la sortie d'actifs amortissables et à l'incidence des fluctuations des taux de change.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la dotation aux amortissements a augmenté de 940 M\$, pour s'établir à 3 223 M\$, comparativement à 2 283 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation de la dotation aux amortissements est principalement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles comptabilisées à la suite des récentes acquisitions.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le montant net de la reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur) a diminué de 449 M\$, pour représenter une reprise de perte de valeur de 9 M\$, comparativement à une charge pour perte de valeur de 440 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Le montant net de la reprise de perte de valeur pour l'exercice considéré tient principalement à une reprise d'une perte de valeur comptabilisée antérieurement au titre des immobilisations corporelles au sein de notre entreprise de production de gaz naturel découlant d'une hausse des prix à terme du gaz naturel. Se reporter à la rubrique « Examen des résultats d'exploitation consolidés » du présent rapport de gestion retraité pour plus d'information.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net a diminué de 1 795 M\$ pour représenter un profit net de 28 M\$, comparativement à un profit net de 1 823 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La diminution est principalement attribuable à des profits comptabilisés à la période précédente dans notre secteur Activités industrielles relativement à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite et de nos titres cotés en bourse. Se reporter à la rubrique « Examen des résultats d'exploitation consolidés » du présent rapport de gestion retraité pour plus d'information.

Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a augmenté de 41 M\$, pour s'établir à 279 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 238 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La hausse du BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence s'explique principalement par une hausse de l'apport de notre entreprise de divertissement, combinée aux apports de nos placements mis en équivalence au sein de notre entreprise de services de loterie acquise récemment. Se reporter à la rubrique « Examen des résultats d'exploitation consolidés » du présent rapport de gestion retraité pour plus d'information.

Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté de 979 M\$, pour se chiffrer à 4 163 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 3 184 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'augmentation des montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle est principalement attribuable à la hausse des apports de nos récentes acquisitions.

2021 par rapport à 2020

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la dotation aux amortissements a augmenté de 118 M\$, pour s'établir à 2 283 M\$, comparativement à 2 165 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation de la dotation aux amortissements est principalement attribuable aux acquisitions de notre entreprise de services technologiques au sein du secteur Services commerciaux et à l'acquisition de notre entreprise de solutions d'énergie solaire et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie au sein de notre secteur Activités industrielles, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de la déconsolidation de notre entreprise d'électrodes de graphite le 1^{er} mars 2021.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant net de la reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur) a augmenté de 177 M\$, pour s'établir à 440 M\$, comparativement à 263 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation est principalement attribuable aux pertes de valeur comptabilisées par notre entreprise de stockage d'énergie évolué dans notre secteur Activités industrielles et par notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier dans notre secteur Services d'infrastructures. Se reporter à la rubrique « Examen des résultats d'exploitation consolidés » du présent rapport de gestion retraité pour plus d'information.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net a augmenté de 1 549 M\$ pour représenter un profit net de 1 823 M\$, comparativement à un profit net de 274 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation est principalement attribuable aux profits comptabilisés dans notre secteur Activités industrielles relativement à la déconsolidation de notre entreprise d'électrodes de graphite et à la cession partielle de nos titres cotés en bourse. Se reporter à la rubrique « Examen des résultats d'exploitation consolidés » du présent rapport de gestion retraité pour plus d'information.

Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a augmenté de 72 M\$, pour s'établir à 238 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 166 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation du BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence est attribuable à l'apport de notre entreprise d'électrodes de graphite au sein de notre secteur Activités industrielles à la suite de la déconsolidation et de la comptabilisation à titre de placement mis en équivalence le 1^{er} mars 2021. Se reporter à la rubrique « Examen des résultats d'exploitation consolidés » du présent rapport de gestion retraité pour plus d'information.

Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté de 200 M\$, pour se chiffrer à 3 184 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 2 984 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation des montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle est principalement attribuable à la hausse des apports de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle et de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers au sein de notre secteur Services commerciaux.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions échangeables de BBUC et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour les périodes présentées.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre	
	2022	2021
Commanditaires	1 408 \$	2 252 \$
Commandité	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange	1 318	2 011
Parts de société en commandite spéciales	—	—
Actions échangeables de BBUC	1 378	—
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	4 104 \$	4 263 \$

Le tableau suivant présente un sommaire de nos capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts par secteur aux 31 décembre 2022 et 2021. Le calcul des capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts repose sur la participation économique de la société en commandite dans les capitaux propres de chaque société comprise dans le portefeuille. La participation économique de la société en commandite dans les capitaux propres de chaque société comprise dans le portefeuille exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle conformément à la façon dont la société en commandite détermine la valeur comptable des capitaux propres dans ses états consolidés de la situation financière. Les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts concordent, par rapprochement, avec les capitaux propres attribuables aux commanditaires, aux parts de rachat-échange, aux commanditaires spéciaux et aux actions échangeables de BBUC présentés dans les états consolidés de la situation financière.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 décembre 2022	3 340 \$	1 588 \$	2 352 \$	(3 176) \$	4 104 \$
31 décembre 2021	2 665 \$	1 085 \$	2 055 \$	(1 542) \$	4 263 \$

5.B SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Les exigences en matière de liquidité et de capital sont gérées en s'appuyant sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, l'utilisation de facilités de crédit, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun et le refinancement de la dette en cours. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation et pour financer les paiements liés au service de la dette, les charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises et les autres occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des partenaires institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement. Dans l'ensemble, notre profil de liquidité est solide et il nous place, ainsi que nos entreprises, en bonne position pour tirer parti d'occasions de placement relatives.

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, de la monétisation d'entreprises arrivées à maturité et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés.

Le tableau suivant présente les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite par secteur au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
31 décembre 2022	15 929 \$	13 411 \$	15 253 \$	44 593 \$
31 décembre 2021	3 872 \$	9 099 \$	14 486 \$	27 457 \$

Au 31 décembre 2022, les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite s'élevaient à 44 593 M\$, comparativement à 27 457 M\$ au 31 décembre 2021. Les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite comprennent les éléments suivants :

(EN M\$ US)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Emprunts à terme	23 279 \$	15 253 \$
Billets et débetures	12 380	9 770
Facilités de crédit ¹	6 365	1 832
Financement de projets	944	602
Programme de titrisation ²	1 625	—
Total des emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	44 593 \$	27 457 \$

1. Inclut les emprunts contractés en vertu des facilités destinées aux souscriptions des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur.
2. Notre programme de titrisation est lié à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au sein de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des accords de financement qui sont négociés sur des marchés publics ou sont détenus auprès d'institutions financières importantes. Les accords de financement des entreprises en exploitation de la société en commandite totalisaient 44 593 M\$ au 31 décembre 2022, comparativement à 27 457 M\$ au 31 décembre 2021. L'augmentation de 17 136 M\$ est principalement attribuable aux titres d'emprunt émis ou repris au cours de l'exercice relativement aux acquisitions en 2022 de notre entreprise de services de loterie, de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires et de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien, ainsi qu'à l'augmentation des emprunts de notre entreprise de services de technologie nucléaire. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par des remboursements de la dette combinés à l'incidence des fluctuations du change.

Nous finançons surtout nos actifs au niveau des sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres entreprises et qui sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés en exploitation respectives. En outre, des instruments d'emprunt au niveau des sociétés en exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ni un défaut croisé à l'égard d'emprunts de nos autres sociétés en exploitation. Cette dette est assortie de diverses échéances allant de remboursables à vue jusqu'à 58 ans. Au 31 décembre 2022, l'échéance moyenne pondérée était de 5,8 ans, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 7,4 %. Environ 40 % de nos emprunts sans recours sont soit à taux fixe, soit couverts. Au 31 décembre 2022, nous avons des emprunts de 46 693 M\$ et la capacité de prélever un montant additionnel de 6 920 M\$ sur les facilités de crédit au niveau de la société en commandite et des filiales.

Le recours aux facilités de crédit, aux emprunts à terme et aux titres d'emprunt est principalement lié aux activités poursuivies, aux dépenses d'investissement et au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. La plupart de ces emprunts ne sont pas assujettis à des clauses restrictives financières; cependant, certains sont assujettis à des clauses restrictives relatives au ratio de couverture des charges fixes, au ratio d'endettement et aux niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités. Toutes les entreprises de la société en commandite respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives, et la société en commandite continue de surveiller ses entreprises de manière à s'assurer qu'elles respectent ces clauses restrictives.

Le 12 août 2022, notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier a, de son plein, gré entamé une procédure de restructuration en vertu du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, dont l'objectif est la réalisation d'une restructuration financière exhaustive visant à réduire la dette et à renforcer la situation financière. Par la suite, le 6 janvier 2023, notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier est ressortie du processus de restructuration en vertu du chapitre 11 avec un bilan affichant une dette réduite. Dans le cadre de la restructuration, le profil des facilités d'emprunt de la société a été modifié afin de mieux aligner les flux de trésorerie sur les obligations au titre du service de la dette. À la suite de la restructuration, notre participation économique s'établissait à environ 53 %.

La société en commandite a des facilités de crédit bilatérales auprès de grandes banques mondiales qui continuent d'apporter un soutien à notre entreprise. Des montants peuvent être prélevés sur les facilités de crédit en euros, en livres sterling, en dollars australiens, en dollars américains et en dollars canadiens. Les avances en vertu des facilités de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le SOFR, le SONIA, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. Les facilités de crédit exigent que nous maintenions une valeur corporelle nette minimale et un ratio d'endettement déconsolidé au niveau de la société en commandite. La capacité totale d'emprunt sur les facilités de crédit bilatérales, qui arriveront à échéance le 29 juin 2027, est de 2 300 M\$; au 31 décembre 2022, un montant de 200 M\$ était disponible aux termes des facilités de crédit bilatérales.

La société en commandite a également une facilité de crédit d'acquisition renouvelable avec Brookfield permettant des emprunts d'un montant maximal de 1 G\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite, par la société de portefeuille SEC, par les entités de portefeuille et par certaines de nos filiales. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,45 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,45 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, les facilités de crédit comportent des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer certains privilèges et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui est reçu par les emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales, devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (sur laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer de futurs investissements). La facilité est automatiquement renouvelée pour des périodes de un an consécutives jusqu'au 26 juin 2026. Le 27 avril 2023, le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit a diminué pour s'établir à 500 M\$. Au 31 décembre 2022, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit d'acquisition renouvelable.

La société en commandite a également conclu des conventions de dépôt avec Brookfield en vertu desquelles nous pouvons déposer des fonds auprès de Brookfield, et Brookfield peut déposer des fonds auprès de notre société en commandite. Le solde de tout dépôt à payer à notre société en commandite est payable à vue et porte intérêt au LIBOR majoré de 30 points de base. Le solde de tout dépôt à payer à Brookfield est payable à vue et porte intérêt au SOFR majoré de 160 points de base, sous réserve des modalités de ces intérêts décrites plus en détail dans la convention de dépôt. Au 31 décembre 2022, le montant du dépôt reçu de Brookfield était de néant (2021 – néant) et le montant déposé auprès de Brookfield était de néant (2021 – néant).

Brookfield a conclu un contrat d'engagement visant la souscription de titres de capitaux propres privilégiés perpétuels de filiales de la société en commandite à 6 % d'un montant pouvant atteindre 1,5 G\$. Nous pouvons prélever des sommes sur le produit en vue de financer des occasions de croissance futures à mesure qu'elles se présentent. Brookfield a le droit d'exiger de la société en commandite qu'elle rachète les titres privilégiés au pair jusqu'à concurrence du montant de toute vente d'actifs, de tout financement ou de toute émission de titres de capitaux propres. Brookfield a le droit de renoncer à cette option de rachat. Au 31 décembre 2022, Brookfield a souscrit des titres de capitaux propres privilégiés perpétuels pour un montant total de 1 475 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, des distributions de 27 M\$ ont été déclarées sur les titres de capitaux propres privilégiés perpétuels.

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite aux 31 décembre 2022 et 2021.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Emprunts généraux	2 100 \$	1 619 \$
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	44 593	27 457
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 870)	(2 588)
Dettes nettes	43 823 \$	26 488 \$
Total des capitaux propres	18 429	13 000
Total du capital	62 252 \$	39 488 \$
Ratio d'endettement net	70 %	67 %

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 2 février 2023, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part, payée le 31 mars 2023 aux Porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 28 février 2023.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le total de la distribution incitative s'est chiffré à néant (2021 – 157 M\$).

Afin de tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale survenue le 15 mars 2022, le seuil de la distribution incitative a été réduit de un tiers, proportionnellement au ratio de distribution de une (1) action échangeable de BBUC pour chaque tranche de deux (2) parts de société en commandite. Par conséquent, le seuil de la distribution incitative était de 31,53 \$ au 31 décembre 2022.

Flux de trésorerie

Nous croyons disposer d'un accès à des sources de financement suffisant et nous continuerons à avoir recours aux liquidités et aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités et les acquisitions prévues et combler les autres besoins de trésorerie significatifs. Nos sources de financement futures comprennent les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts, le produit de la monétisation d'actifs et le produit d'éventuelles émissions de titres de capitaux propres futures, au besoin.

Au 31 décembre 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 2 870 M\$, comparativement à 2 588 M\$ au 31 décembre 2021 et à 1 986 M\$ au 31 décembre 2020. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(EN M\$ US)	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	1 011 \$	1 693 \$	4 205 \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(18 721)	(8 926)	(2 334)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	18 070	7 063	(1 077)
Incidence du change sur la trésorerie	(78)	15	(37)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	282 \$	(155) \$	757 \$

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est établi à 1 011 M\$, comparativement à 1 693 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont principalement attribuables aux flux de trésorerie générés par notre entreprise de stockage d'énergie évolué, notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, notre entreprise de services de technologie nucléaire, notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie et notre entreprise de services de loterie.

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 1 693 M\$, comparativement à 4 205 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont principalement attribuables aux flux de trésorerie générés par notre entreprise de stockage d'énergie évolué, notre entreprise de services de technologie nucléaire, notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, notre entreprise de carburants pour véhicules routiers, notre entreprise de services de soins de santé et notre entreprise de construction.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 18 721 M\$, comparativement à 8 926 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Nos activités d'investissement étaient principalement liées aux acquisitions en 2022 de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, de notre entreprise de services de loterie, de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien, de notre entreprise de services de traitement des paiements et des acquisitions complémentaires au sein de notre entreprise de services de technologie nucléaire et de nos entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures. Ce résultat tient également à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, principalement dans nos secteurs Activités industrielles et Services d'infrastructures. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les ventes nettes d'obligations de sociétés et de titres négociables de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est chiffré à 8 926 M\$, comparativement à 2 334 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Nos activités d'investissement étaient principalement liées aux acquisitions de notre entreprise de services de location de solutions modulaires, de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, de notre entreprise de solutions d'énergie solaire et de notre entreprise de services technologiques, ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, principalement au sein de nos secteurs Activités industrielles et Services d'infrastructures. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le produit en trésorerie reçu à la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite et par les ventes nettes d'obligations de sociétés et de titres négociables de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle et de notre entreprise de services financiers non bancaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 18 070 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 7 063 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les activités de financement comprennent le produit net des emprunts de 13 901 M\$, soit principalement les emprunts reçus pour financer les acquisitions de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires et de notre entreprise de services de loterie. Ce résultat tient également à l'augmentation du montant net des emprunts de notre entreprise de services de technologie nucléaire, de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien afin d'acquérir des actifs financiers et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, le capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation s'est chiffré à 5 719 M\$, en raison principalement des apports en capital visant à financer les acquisitions de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, de notre entreprise de services de loterie et de notre prêteur hypothécaire résidentiel australien. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation de 2 586 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, principalement en raison de la distribution de dividendes reçue dans le cadre d'un financement sans recours relatif à la participation dans notre entreprise de services de technologie nucléaire et des distributions du produit de syndicats d'investissement aux partenaires institutionnels.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est chiffré à 7 063 M\$, par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 1 077 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le produit des emprunts, déduction faite des remboursements, s'est chiffré à 6 736 M\$ et se composait principalement d'emprunts contractés aux fins des acquisitions de notre entreprise de services de location de solutions modulaires et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, ainsi que dans le cadre de la fermeture du capital de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, partiellement contrebalancés par les remboursements prévus des emprunts sans recours. Le capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation s'est chiffré à 3 667 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, et il est principalement attribuable aux apports en capital visant à financer les acquisitions de notre entreprise de services de location de solutions modulaires et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, ainsi que l'acquisition des participations restantes détenues dans le public dans notre société d'assurance hypothécaire résidentielle. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation et par le capital versé à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation de 1 898 M\$ et de 1 336 M\$, respectivement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, lesquels étaient principalement liés à la distribution du produit de la cession partielle de notre entreprise d'électrodes de graphite, au produit de la vente de nos titres cotés en bourse dans notre secteur Activités industrielles et aux distributions suivant la fermeture du capital de la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Risques de marché

Le risque de marché est défini aux fins des présentes comme le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier détenu par la société en commandite fluctuent en raison des variations des facteurs du marché. Le risque de marché comprend le risque de variation des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des actions et du prix des marchandises.

Les instruments financiers détenus par la société en commandite qui sont assujettis au risque de marché comprennent les prêts et effets à recevoir, les autres actifs financiers, les emprunts, les contrats dérivés, comme les dérivés sur taux d'intérêt et sur devises, et les titres négociables.

Risque de prix

Au 31 décembre 2022, la société en commandite était exposée au risque de prix associé aux titres négociables et à d'autres actifs financiers, dont le solde s'établissait à 6 052 M\$ (2021 – 6 580 M\$). Une variation de 10 % de la juste valeur de ces actifs aurait une incidence de 605 M\$ sur les états consolidés du résultat global (2021 – 658 M\$).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est défini aux fins des présentes comme le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés aux instruments financiers détenus par la société en commandite fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt. La société en commandite surveille les fluctuations des taux d'intérêt et peut conclure des contrats dérivés sur taux d'intérêt afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt. Une augmentation des taux d'intérêt de 50 points de base devrait se traduire par une diminution du résultat net avant impôt de 118 M\$ et une diminution de 50 points de base des taux d'intérêt devrait se traduire par une augmentation du résultat net avant impôt de 118 M\$. Une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêt devrait se traduire par une augmentation de 29 M\$ des autres éléments du résultat global et une diminution de 50 points de base des taux d'intérêt devrait se traduire par une diminution de 29 M\$ des autres éléments du résultat global.

Compte tenu de notre participation économique, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêt devrait se traduire par une diminution du résultat net attribuable aux Porteurs de parts avant impôt de 48 M\$ et une diminution de 50 points de base des taux d'intérêt devrait se traduire par une augmentation du résultat net attribuable aux Porteurs de parts avant impôt de 48 M\$. Notre participation économique dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, conformément à la façon dont nous déterminons le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans nos états consolidés du résultat net selon les normes IFRS.

Risque de change

Nous exerçons des activités sur les marchés internationaux qui sont libellées en monnaies autres que le dollar américain, essentiellement en dollars australiens, en dollars canadiens et en reales brésiliens. Par conséquent, nous sommes exposés au risque de change en raison des fluctuations possibles des taux de change entre ces devises et le dollar américain. Nous structurons nos activités de manière à ce que les activités à l'étranger soient essentiellement exercées par des entités dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de l'environnement économique dans lequel se déroulent les activités. L'incidence du risque de change lié aux instruments financiers sur le résultat net de la société en commandite est donc limitée, car les actifs et passifs financiers connexes sont généralement libellés dans la même monnaie que la monnaie fonctionnelle de la filiale qui détient l'instrument financier. Toutefois, nous sommes exposés au risque de change lié aux actifs nets des activités libellées en monnaies étrangères et à la dette libellée en devises de la société en commandite. Nous gérons le risque de change au moyen de contrats de couverture, habituellement des contrats de change à terme. Rien ne garantit que les stratégies de couverture, dans la mesure où elles sont utilisées, atténueront entièrement le risque.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence d'une hausse de 10 % des taux de change par rapport au dollar américain sur le résultat net et les autres éléments du résultat global avant impôt.

(EN M\$ US)	2022		2021		2020	
	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net
USD/AUD	85 \$	1 \$	85 \$	(12) \$	86 \$	(6) \$
USD/CAD	144	4	36	1	120	(25)
USD/BRL	48	—	83	(21)	40	—
USD/EUR	92	(94)	(4)	(324)	29	(53)
USD/Autres	121	(71)	108	74	72	108

Se reporter aussi aux notes 4, « Juste valeur des instruments financiers », 26, « Instruments financiers dérivés » et 27, « Gestion des risques financiers », des états financiers retraités.

Risque sur marchandises

Comme certaines des filiales en exploitation de la société en commandite sont exposées au risque sur marchandises, la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des prix des marchandises. Une augmentation ou une diminution du prix des marchandises de 10 points de base, en ce qui concerne les instruments financiers, ne devrait pas avoir d'incidence significative sur le résultat net de la société en commandite.

Notre exposition au risque sur marchandises se rapporte principalement à notre secteur Activités industrielles. Nous couvrons l'exposition à ce risque, le cas échéant. Se reporter à la rubrique 4.B., « Aperçu des activités – Activités industrielles » du formulaire 20-F.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est mentionné à la rubrique 7.B, « Transactions entre parties liées », du formulaire 20-F ainsi qu'à la note 25 des états financiers retraités.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période considérée et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés annuels de notre société en commandite sont présentés ci-après.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, se reporter à nos principales méthodes comptables figurant à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels aux 31 décembre 2022 et 2021 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2021 et 2020 inclus dans les états financiers retraités.

Regroupements d'entreprises

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La répartition de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'une acquisition nécessite plusieurs estimations ayant une incidence sur l'évaluation de certains actifs acquis et passifs repris, y compris les taux d'actualisation et les estimations visant les coûts d'exploitation futurs, les produits, les prix des marchandises, les dépenses d'investissement et d'autres facteurs. Le calcul de la juste valeur peut demeurer provisoire au cours de la période d'évaluation, en raison du temps nécessaire à l'obtention d'évaluations indépendantes des actifs individuels et à l'évaluation des provisions. Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises n'est pas terminée à la date de clôture, la société en commandite mentionne ce fait dans les états financiers consolidés, y compris les observations à l'égard des estimations et des jugements formulés à la date de clôture.

Détermination du contrôle

La société en commandite consolide une entité émettrice lorsqu'elle en détient le contrôle, et ce contrôle n'existe que lorsque la société en commandite détient le pouvoir sur l'entité émettrice, qu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

Afin de déterminer si elle détient le pouvoir sur une entité émettrice, la société en commandite fait appel à son jugement pour déterminer quelles activités de l'entité émettrice sont pertinentes dans le sens où elles ont une incidence importante sur les rendements de l'entité émettrice, et pour déterminer l'étendue des droits effectifs qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de l'entité émettrice. Elle exerce également son jugement pour déterminer le nombre de droits de vote potentiels qui lui donnent des droits de vote, l'existence de relations contractuelles lui donnant le droit de vote et sa capacité de nommer des administrateurs. La société en commandite a conclu des conventions de vote qui lui confèrent la capacité de diriger par l'entremise de contrats les activités pertinentes de l'entité émettrice (officiellement appelée « pouvoir » aux termes d'IFRS 10, *États financiers consolidés*). Lorsque la société en commandite évalue si elle est exposée ou si elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, elle exerce son jugement pour déterminer si les rendements d'une entité émettrice sont variables et dans quelle mesure ils le sont en se fondant sur la substance de l'accord, l'ampleur de ces rendements et leur importance par rapport à d'autres rendements, particulièrement dans les circonstances où son bloc de droits de vote diffère de sa participation dans une entité émettrice. Lorsque la société en commandite évalue si elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité émettrice pour influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient, elle exerce son jugement dans le cas où elle est un investisseur, afin de déterminer si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire et si une autre entité ayant des droits décisionnels agit comme mandataire pour son compte. Si la société en commandite détermine qu'elle agit comme mandataire, et non pour son propre compte, elle ne contrôle pas l'entité émettrice.

Transactions sous contrôle commun

IFRS 3 ne donne aucune indication précise sur l'évaluation relative à l'acquisition d'une entreprise auprès d'une entité sous contrôle commun. Par conséquent, la société en commandite a mis au point une méthode comptable pour comptabiliser de telles transactions en tenant compte d'autres indications dans le cadre des normes IFRS et de positions officielles d'autres organismes de normalisation comptable. La méthode comptable de la société en commandite consiste à comptabiliser les actifs et les passifs, constatés à la suite de l'acquisition d'une entreprise auprès d'une entité soumise à un contrôle commun, à la valeur comptable dans les états financiers du cédant.

Indicateurs de dépréciation

Le jugement est exercé pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation dans le cadre de l'évaluation de la valeur comptable des actifs de la société en commandite, y compris en ce qui a trait à la capacité de la société en commandite à détenir des actifs financiers, à l'estimation des produits et des coûts directs futurs liés aux unités génératrices de trésorerie, à la détermination des taux d'actualisation ainsi qu'au moment où la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable.

En ce qui concerne certains des actifs de la société en commandite, les prévisions à l'égard de la recouvrabilité et de la viabilité économique des immobilisations corporelles nécessitent une estimation des réserves. L'estimation des réserves est un processus complexe qui suppose le recours à des interprétations et à des jugements importants. Cette estimation dépend de la situation économique, de la production et des activités d'exploitation et de mise en valeur, et elle fait appel aux données géologiques, géophysiques, techniques et économiques disponibles.

Comptabilisation des produits

La société en commandite fait appel à son jugement lorsque certaines de ses filiales comptabilisent leurs produits de contrats selon la méthode des coûts engagés. Le degré d'avancement est évalué en fonction des coûts réels engagés à une date considérée en pourcentage des coûts totaux estimés de chaque contrat. L'estimation des coûts totaux des contrats et des montants recouvrables liés à des modifications à l'étendue des travaux ayant une incidence sur le degré d'avancement et les produits des contrats, respectivement, fait appel à d'importantes hypothèses. Afin d'établir ces estimations, la direction s'est fiée aux résultats antérieurs ou, si nécessaire, à des travaux d'experts.

La société en commandite fait aussi appel à son jugement lorsque certaines filiales de la société génèrent des produits tirés de contrats prévoyant plusieurs obligations de prestation. La société en commandite fait appel à son jugement pour identifier les obligations de prestation et en déterminer le nombre, estimer le total du prix de transaction, déterminer l'attribution du prix de transaction à chaque obligation de prestation identifiée et déterminer la méthode et le moment appropriés de comptabilisation des produits.

Instruments financiers

Les jugements inhérents aux méthodes comptables liées aux instruments financiers dérivés ont trait à l'application des critères à l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et aux estimations et aux hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers, comme les prix des titres de capitaux propres et des marchandises, les taux d'intérêt futurs, la solvabilité de la société en commandite par rapport à ses contreparties, le risque de crédit des contreparties de la société en commandite, les flux de trésorerie futurs estimatifs, les taux d'actualisation et le niveau de volatilité utilisé pour l'évaluation des options.

Passifs relatifs au démantèlement

Des coûts de démantèlement sont engagés à la fin de la durée d'exploitation de certaines des installations pétrolières et gazières, de certains des biens miniers et de certaines installations de fabrication de la société en commandite, ainsi qu'à des centrales nucléaires licenciées dont l'entretien est assuré par la société en commandite. Ces obligations ne surviendront habituellement que dans plusieurs années, et leur estimation fait appel au jugement. Les estimations relatives aux coûts de démantèlement peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs, y compris des modifications des exigences juridiques, réglementaires et environnementales pertinentes, l'émergence de nouvelles techniques de restauration ou les résultats observés à d'autres sites de production. Les hypothèses et les estimations inhérentes au calcul de ces coûts ont trait aux montants finaux des règlements, aux facteurs d'inflation, aux taux d'actualisation et au moment des règlements.

Contrats d'assurance

Jugements critiques exercés dans le cadre de l'application d'IFRS 17 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

La société en commandite a appliqué des jugements et estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 17, y compris : i) les estimations et les hypothèses sous-jacentes pour déterminer les flux de trésorerie d'exécution liés au passif au titre de la couverture restante; ii) le taux d'actualisation utilisé pour comptabiliser la valeur temps de l'argent pour tous les flux de trésorerie; iii) l'ajustement au titre du risque non financier estimatif; iv) le calendrier de comptabilisation des produits à l'égard du passif au titre de la couverture restante; v) les flux de trésorerie estimatifs liés au règlement des sinistres; et vi) les recouvrements estimatifs, y compris les recouvrements de biens immobiliers inclus dans le passif au titre des sinistres survenus, fondés sur des évaluations immobilières de tiers ou d'autres types d'évaluations indépendantes jugées pertinentes pour un bien immobilier donné en cas de défaut.

Jugements critiques exercés dans le cadre de l'application d'IFRS 4 pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

La société en commandite a établi des estimations critiques à l'égard de sa société d'assurance hypothécaire résidentielle, notamment : i) le calendrier de comptabilisation des produits pour les primes d'assurance différées; ii) les réserves pour pertes au titre de l'assurance représentant le montant requis pour couvrir le coût net final attendu du règlement des sinistres; iii) la juste valeur des droits de subrogation liés aux biens immobiliers fondée sur des évaluations immobilières de tiers ou d'autres types d'évaluations indépendantes jugées plus pertinentes pour un bien immobilier donné et iv) les frais d'acquisition de polices différés estimatifs qui seront amortis sur la durée des contrats.

Évaluation des pertes de crédit attendues

La société en commandite exerce son jugement pour déterminer les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers. Elle exerce son jugement pour déterminer les flux de trésorerie attendus établis par pondération probabiliste et la probabilité de défaillance de la part des emprunteurs, ainsi que pour sélectionner l'information prospective servant à déterminer l'augmentation du risque de crédit et d'autres paramètres liés aux risques.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

La société en commandite applique IFRIC 23. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit procéder à cette évaluation en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente.

Autres

Les autres estimations et hypothèses utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de la société en commandite sont les taux d'amortissement et la durée d'utilité, l'estimation des valeurs recouvrables des actifs et des unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation des actifs à long terme et du goodwill et la capacité de la société en commandite à utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

Les autres jugements critiques portent sur la détermination de la monnaie fonctionnelle des filiales de la société en commandite.

Nouvelles méthodes comptables adoptées

La société en commandite a appliqué certaines nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

i) IFRS 17, Contrats d'assurance (« IFRS 17 »)

La société en commandite a adopté IFRS 17, *Contrats d'assurance*, le 1^{er} janvier 2023, et la date de transition est le 1^{er} janvier 2022. IFRS 17 remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et les interprétations connexes. L'adoption d'IFRS 17 n'a eu une incidence que sur les résultats présentés par la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite. Les présents états financiers consolidés de la société en commandite présentent les résultats de la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite sur la base de l'application d'IFRS 17 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et sur la base de l'application d'IFRS 4 pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

La société en commandite a appliqué l'approche rétrospective intégrale pour les contrats d'assurance émis à compter du 1^{er} janvier 2020. Pour les groupes de contrats émis en 2019 et au cours des exercices antérieurs, la société en commandite a déterminé qu'il est impossible d'appliquer l'approche rétrospective intégrale et a choisi d'appliquer l'approche fondée sur la juste valeur. Par conséquent, les données de la période comparative ont été ajustées et l'incidence de la transition, qui se chiffre à 17 M\$, a été comptabilisée à titre d'augmentation des capitaux propres d'ouverture le 1^{er} janvier 2022 (l'« adoption d'IFRS 17 »).

L'incidence de l'adoption d'IFRS 17 sur l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 s'est traduite par une diminution de 153 M\$ des autres actifs et par une diminution de 95 M\$ des immobilisations incorporelles découlant principalement de la décomptabilisation des soldes liés aux concepts d'IFRS 4, ainsi que par une diminution de 199 M\$ des créditeurs et autres passifs principalement attribuable aux différences en matière d'évaluation en vertu d'IFRS 17.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 17 sur l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est traduite par une diminution de 160 M\$ des produits, par une augmentation de 8 M\$ des coûts d'exploitation directs, par une diminution de 12 M\$ des frais généraux et administratifs et par une augmentation de 41 M\$ de l'économie d'impôt différé. L'incidence sur le bénéfice net s'est traduite par une diminution de 0,25 \$ du bénéfice de base et dilué par part de société en commandite.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 17 sur l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est traduite par la comptabilisation de la réserve financière d'assurance de 86 M\$ et par une augmentation de la charge d'impôt différé de 23 M\$.

Bien qu'IFRS 17 modifie le calendrier de comptabilisation du bénéfice ainsi que la présentation et les informations à fournir à l'égard des contrats d'assurance, elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie générés par la société en commandite. Par conséquent, l'adoption d'IFRS 17 n'a pas d'incidence significative sur l'entreprise.

La méthode comptable de la société en commandite à l'égard des contrats d'assurance, conformément à IFRS 17, est présentée en détail ci-dessous.

Les polices d'assurance de la société en commandite sont classées comme des contrats sans participation directe et sont évaluées selon la méthode d'évaluation générale en vertu d'IFRS 17. La méthode d'évaluation est fondée sur des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient survenir lorsque la société en commandite exécutera les contrats, sur un ajustement explicite au titre du risque non financier et sur une marge sur services contractuels. L'ajustement au titre du risque non financier reflète l'indemnité que l'assureur exige pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie. Ensemble, l'estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et un ajustement au titre du risque non financier sont appelés les flux de trésorerie d'exécution. La marge sur services contractuels représente le profit non acquis comptabilisé en produits d'une manière systématique sur la période de couverture à mesure que les services d'assurance sont fournis.

Les produits tirés de l'assurance prêt hypothécaire gagnés au cours de chaque période de présentation de l'information financière représentent principalement les variations du passif au titre de la couverture restante qui sont liées aux services relatifs aux contrats d'assurance fournis au cours de la période et une répartition des primes imputées au recouvrement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition. Pour toutes les périodes présentées, les produits des activités d'assurance sont inclus dans les produits dans l'état consolidé du résultat net.

Les passifs d'assurance sont inclus dans les créiteurs et autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière, et la valeur comptable à chaque date de clôture correspond à la somme du passif au titre de la couverture restante et du passif au titre des sinistres survenus.

a) Passif au titre de la couverture restante

À la passation du contrat d'assurance, un passif au titre de la couverture restante est établi, lequel comprend les flux de trésorerie d'exécution se rapportant aux services qui seront fournis au cours de périodes futures et le solde de la marge sur services contractuels à cette date. Si les flux de trésorerie d'exécution d'un contrat à la date de comptabilisation initiale constituent une sortie nette, le contrat est considéré comme déficitaire. Une perte sur les contrats d'assurance déficitaires est comptabilisée immédiatement dans l'état consolidé du résultat net.

Tous les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition sont inclus dans l'évaluation des flux de trésorerie d'exécution et comptabilisés dans les passifs d'assurance.

Tous les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur le marché choisi selon une approche descendante qui reflète les caractéristiques des passifs d'assurance. La société en commandite a choisi de ventiler les charges financières d'assurance entre les montants inclus dans le résultat net et les montants inclus dans les autres éléments du résultat global. La capitalisation des intérêts est comptabilisée en résultat net à titre de charges financières d'assurance, tandis que l'incidence des variations des taux d'actualisation est comptabilisée à titre de charges financières d'assurance dans les autres éléments du résultat global.

L'ajustement au titre du risque a été déterminé au moyen d'une technique fondée sur le niveau de confiance.

La marge sur services contractuels est comptabilisée en résultat net pour refléter les services fournis au cours de chaque période de présentation de l'information financière en fonction du nombre d'unités de couverture fourni au cours de la période, déterminé en considération, pour chaque contrat, du volume de prestations fourni et de la période de couverture prévue. Les unités de couverture sont revues et mises à jour à chaque date de clôture. L'assureur détermine le volume de prestations fourni en vertu de ses contrats d'assurance sur la base des pertes en cas de défaut, qui sont définies comme le solde en principal impayé des prêts hypothécaires, majoré des coûts prévus de la saisie, moins la valeur prévue du bien porté en garantie du sinistre.

b) Passif au titre des sinistres survenus

Le passif au titre des sinistres survenus comprend les flux de trésorerie d'exécution relatifs aux sinistres survenus et aux charges engagées qui n'ont pas encore été payées, y compris les sinistres survenus mais qui n'ont pas encore été déclarés.

Les flux de trésorerie d'exécution comprennent le coût de règlement des sinistres et les flux de trésorerie liés au recouvrement attendu de biens immobiliers en cas de défaillance des emprunteurs (déclarée et non déclarée) survenue à chaque date de clôture ou avant cette date, actualisés afin de tenir compte de la valeur temps de l'argent au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur le marché. Le passif comprend également un ajustement au titre du risque non financier déterminé au moyen de facteurs de risque déterminés de façon actuarielle.

ii) Modifications d'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (« IAS 37 »)

Ces modifications précisent les coûts à inclure par l'entité lorsqu'elle détermine si un contrat est déficitaire. Les coûts directement liés à un contrat comprennent les coûts marginaux liés à l'exécution de ce contrat et l'imputation des autres coûts directement liés à l'exécution des contrats. Les modifications s'appliquent aux contrats pour lesquels l'entité ne s'est pas encore acquittée de toutes ses obligations à la date d'ouverture de l'exercice pour lequel l'entité applique les modifications pour la première fois. L'entité doit comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale des modifications comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués (ou, s'il y a lieu, d'une autre composante des capitaux propres) à la date de première application.

La société en commandite a adopté ces modifications le 1^{er} janvier 2022 et l'adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

iii) *IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 ») – Inclusion des honoraires dans le critère des 10 % relatif à la décomptabilisation de passifs financiers*

La modification précise les honoraires dont l'entité doit tenir compte lorsqu'elle évalue si les conditions d'un nouveau passif financier ou d'un passif financier modifié sont substantiellement différentes de celles du passif financier initial. Ces honoraires comprennent uniquement ceux versés ou reçus entre l'emprunteur et le prêteur, y compris ceux qui ont été versés ou reçus par l'une ou l'autre de ces parties pour le compte de l'autre partie. L'entité doit appliquer la modification aux passifs financiers qui ont été modifiés ou échangés à l'ouverture ou après l'ouverture de l'exercice pour lequel elle applique cette modification pour la première fois.

La société en commandite a adopté cette modification le 1^{er} janvier 2022 et l'adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

Changements futurs de méthodes comptables

i) *Modifications d'IAS 1, Présentation des états financiers (« IAS 1 »)*

Les modifications précisent comment classer la dette et les autres passifs comme passifs courants ou non courants. Les modifications d'IAS 1 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. La société en commandite évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les états financiers consolidés.

ii) *Modifications d'IAS 12, Impôts sur le résultat (« IAS 12 »)*

Les modifications précisent que l'exemption en ce qui a trait à la comptabilisation initiale ne s'applique pas lors de la comptabilisation initiale des transactions qui donnent lieu à une différence temporaire déductible et à une différence temporaire imposable d'un montant égal. Les modifications d'IAS 12 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. La société en commandite ne prévoit pas que l'application de ces modifications aura une incidence sur les états financiers consolidés.

À l'heure actuelle, aucun autre changement futur des normes IFRS n'est susceptible d'avoir une incidence sur la société en commandite.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des activités, nos filiales en exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 31 décembre 2022, le montant total en cours était d'environ 2,5 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nos filiales en exploitation auront l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers consolidés et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers consolidés.

Notre entreprise de construction et autres activités est tenue de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets de construction au Moyen-Orient qui sont en cours depuis plusieurs années. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser ou de nous rembourser, selon le cas, pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Au sein de notre entreprise de construction, il peut s'agir de litiges et de réclamations de clients ou de sous-traitants, en plus de nos demandes reconventionnelles. Nous évaluons de façon continue l'incidence possible de ces événements. Nous avons déterminé que la perte éventuelle découlant de ces réclamations ne peut être évaluée et n'est pas probable à l'heure actuelle.

Instruments financiers – stratégie de couverture de l’investissement net libellé en devises

Dans la mesure où nous jugeons que cela s’avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir la totalité ou une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change par la société en commandite. La politique de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu’il pourrait y avoir au sein de nos activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés de façon à réduire au minimum les risques résiduels lorsque les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente un sommaire au 31 décembre 2022 de nos placements en titres de capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts par monnaie fonctionnelle et de nos contrats dérivés désignés à titre de couvertures d’investissement net.

(EN M\$ US)	Couvertures d’investissement net						
	CAD	AUD	BRL	GBP	EUR	INR	Autres
Placements en titres de capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	1 492 \$	1 364 \$	698 \$	253 \$	1 320 \$	375 \$	851 \$
Contrats de change – \$ US	(31)	(518)	(221)	—	(472)	(99)	—

Au 31 décembre 2022, une proportion d’approximativement 21 % de l’exposition au risque de change de nos placements en titres de capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts était couverte au moyen de contrats dérivés.

Obligations contractuelles

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de capital-investissement de Brookfield. Dans le cours normal des activités, la société en commandite peut prendre des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l’avenir, lorsqu’elles seront identifiées, le cas échéant. Pour des renseignements au sujet des engagements de notre société en commandite relativement aux acquisitions en cours, se reporter à la rubrique 4.A., « Historique et développement de la société » du formulaire 20-F; se reporter également au rapport intermédiaire.

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles non actualisées au 31 décembre 2022.

(EN M\$ US)	Paiements au 31 décembre 2022				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts	47 587 \$	3 843 \$	5 261 \$	19 734 \$	18 749 \$
Obligations locatives	2 131	368	327	593	843
Charges d’intérêts	13 312	2 916	2 742	5 992	1 662
Passifs relatifs au démantèlement	1 564	10	8	55	1 491
Obligations à l’égard des régimes de retraite	4 166	116	115	365	3 570
Total	68 760 \$	7 253 \$	8 453 \$	26 739 \$	26 315 \$

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l’information

Au 31 décembre 2022, une évaluation de l’efficacité de nos « contrôles et procédures de communication de l’information » (au sens donné à l’expression correspondante dans les lois en vigueur aux États-Unis et au Canada en matière de valeurs mobilières) a été effectuée sous la supervision et avec la participation de personnes exécutant les fonctions de chef de la direction et de chef des finances pour nous et nos fournisseurs de services. Sur le fondement de cette évaluation, les personnes exécutant les fonctions de chef de la direction et de chef des finances pour nous ont conclu que, en date du 31 décembre 2022, nos contrôles et procédures de communication de l’information étaient efficaces.

Même si notre direction, y compris les personnes qui exécutent les fonctions de chef de la direction et de chef des finances pour nous, croit que nos contrôles et procédures de communication de l’information donnent un niveau raisonnable d’assurance que ces contrôles et procédures sont efficaces, elle ne s’attend pas à ce que nos contrôles et procédures de communication de l’information ou nos contrôles internes empêchent toutes les erreurs et toutes les fraudes. Peu importe à quel point un système de contrôle est bien conçu ou mis en application, il ne peut fournir qu’une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs du système de contrôle sont atteints.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à notre direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière, au sens de l'expression correspondante dans les lois en vigueur aux États-Unis et au Canada en matière de valeurs mobilières. Sous la supervision et avec la participation de notre direction, y compris les personnes qui exécutent les fonctions de chef de la direction et de chef des finances pour nous, nous avons effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2022, d'après les critères énoncés dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. Sur le fondement de notre évaluation selon le document Internal Control – Integrated Framework, notre direction a conclu que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace en date du 31 décembre 2022. Nous avons exclu de notre évaluation les contrôles à l'égard de l'information financière de Scientific Games, LLC, acquise le 4 avril 2022, de La Trobe Financial Services Pty Limited, acquise le 31 mai 2022, de CDK Global, Inc., acquise le 6 juillet 2022, de Magnati – Sole Proprietorship LLC, acquise le 8 août 2022, de Unidas Locadora S.A., acquise le 1^{er} octobre 2022, de BHI Energy, Inc., que notre entreprise de services de technologie nucléaire a acquise le 27 mai 2022, ainsi que de TexTrail Inc., que notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie a acquise le 5 octobre 2022. Les états financiers de ces entreprises représentent environ 30 % du total de l'actif, 48 % de l'actif net, 5 % des produits et 85 % du bénéfice net figurant dans les états financiers consolidés de notre société en commandite au 31 décembre 2022 et pour l'exercice clos à cette date.

Les systèmes de contrôle interne, quelle que soit la qualité de leur conception, présentent des limites qui leur sont inhérentes. Par conséquent, même les systèmes jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

5.C RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES, ETC.

Sans objet.

5.D INFORMATION SUR LES TENDANCES

Se reporter au rapport de gestion compris dans le rapport intermédiaire.

5.E ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Se reporter à la rubrique 5.B., « Situation de trésorerie et sources de financement – Méthodes comptables, estimations et jugements critiques ».

Note spéciale concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion retraité contient de l'« information prospective » au sens des lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » (forward-looking statements) au sens des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables. Les déclarations prospectives comprennent des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur les activités, les affaires, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les occasions, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la société en commandite, de même que sur les acquisitions, cessions et autres transactions récemment conclues et proposées, et les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice considéré et les périodes à venir, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », « potentiel » et « probable » ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que nous soyons d'avis que nos réalisations, notre performance et nos résultats futurs énoncés ou sous-entendus au moyen de l'information et des déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, les investisseurs et autres lecteurs ne doivent pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus et inconnus, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les réalisations, la performance ou les résultats réels de la société en commandite diffèrent significativement des réalisations, de la performance ou des résultats futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment :

- la conjoncture économique générale et les risques liés à l'économie, y compris les variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change, de l'inflation et de la volatilité sur les marchés des capitaux;

- les marchés boursiers et financiers mondiaux et la disponibilité du financement et du refinancement par capitaux propres et par emprunt au sein de ces marchés;
- les mesures stratégiques, notamment notre capacité à réaliser les cessions et d'en tirer les avantages escomptés;
- la capacité de réaliser et d'intégrer de façon efficace les acquisitions à nos activités existantes et la capacité d'en tirer les avantages prévus;
- les changements de conventions et de méthodes comptables utilisées pour présenter la situation financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et estimations comptables critiques);
- la capacité à gérer de façon appropriée le capital humain;
- l'incidence de l'application de modifications comptables futures;
- la concurrence;
- le risque opérationnel et le risque lié à la réputation;
- les changements liés aux technologies;
- les changements liés à la réglementation gouvernementale et à la législation dans les pays où nous exerçons nos activités;
- les enquêtes gouvernementales;
- les litiges;
- les modifications de la législation fiscale;
- la capacité de recouvrer les montants dus;
- les événements catastrophiques, par exemple, les tremblements de terre, les ouragans et les épidémies ou pandémies, y compris la COVID-19;
- les répercussions possibles des conflits internationaux, des guerres et de leur évolution, y compris l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les actes terroristes et le cyberterrorisme;
- d'autres risques et facteurs décrits de façon détaillée à l'occasion dans les documents que nous déposons auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis et figurant dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F.

Les déclarations relatives aux « réserves » sont réputées être des déclarations prospectives, car elles reposent sur l'évaluation tacite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les réserves décrites dans le présent document pourront être produites de façon rentable dans l'avenir. Nous exprimons des réserves relativement à toute déclaration prospective par ces mises en garde.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à notre information ou nos déclarations prospectives pour prendre des décisions, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, nous ne nous engageons nullement à publier une mise à jour ou une révision de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Pour obtenir une liste détaillée des risques et incertitudes, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F disponible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov. De nouveaux facteurs de risque peuvent intervenir à l'occasion, et il est impossible de prévoir l'ensemble de ces facteurs de risque, ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de notre société en commandite diffèrent significativement de ceux compris aux présentes déclarations et informations prospectives. Compte tenu de ces risques et incertitudes, les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux déclarations ou aux informations prospectives ni les considérer comme une prédiction des résultats réels. Même si les déclarations et informations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion retraité sont fondées sur ce que nous considérons comme des hypothèses raisonnables, nous ne pouvons garantir aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations et informations prospectives.

Brookfield Business Partners L.P.

bbu.brookfield.com

NYSE: BBU

TSX: BBU.UN